BURKINA FASO
Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

ANNUAIRE STATISTIQUE 2017 DE LA JUSTICE

Edition mars 2018

BURKINA FASO

Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

Direction générale des études et des statistiques sectorielles

ANNUAIRE STATISTIQUE 2017

Edition mars 2018

Avant-propos

Le secteur de la justice et des droits humains revêt une importance indéniable dans l'encrage institutionnel, économique et social du Burkina Faso. C'est dans l'optique de jouer pleinement sa partition dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale que le Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, à travers ses outils de planification et d'orientation, met concomitamment en œuvre la Politique nationale de justice (PNJ) et le Pacte national pour le renouveau de la justice (PNRJ). Les actions menées visent à renforcer l'Etat de droit et la bonne gouvernance à travers une justice plus indépendante, accessible, efficace, juste et équitable pour une meilleure protection des libertés individuelles et collectives. Ces efforts s'inscrivent dans l'axe 1 du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 : « Réformer les institutions et moderniser l'administration » avec pour objectif stratégique de promouvoir la bonne gouvernance politique et administrative à travers le renforcement de l'indépendance et l'efficacité de la justice, l'amélioration de l'accessibilité à tous les citoyens à la justice et la restauration de l'autorité de l'État. C'est pour rendre compte aux populations, des actions que mènent les juridictions et les établissements pénitentiaires que s'inscrit l'élaboration de l'annuaire statistique. Il comporte les indicateurs primordiaux permettant de rendre visibles les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires du Burkina Faso.

Ce document fait le bilan des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires et fournit certaines données de l'administration centrale (chancellerie). De ce fait, il constitue un référentiel dans la mesure où il permet de renseigner les utilisateurs sur les différentes actions judiciaires réalisées. Il a également l'avantage de permettre une appréciation qualitative et quantitative des activités effectuées par le personnel judiciaire, que sont les magistrats, les greffiers et les gardes de sécurité pénitentiaire. En cela, il constitue un outil de connaissance et d'aide à la gouvernance à travers une exploitation rationnelle des informations y contenues.

Le présent annuaire statistique est articulé autour de cinq (5) parties à savoir : la présentation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif et la situation des établissements pénitentiaires. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2008 à 2017. Les résultats obtenus, présentés d'années en années, permettent d'apprécier les niveaux d'évolution du travail des juridictions et des établissements pénitentiaires et traduisent les efforts consentis par les acteurs de la justice pour relever constamment les immenses défis auxquels ils font face.

Pour ce faire, j'invite tous les acteurs judiciaires à plus de responsabilité, de rigueur et à redoubler d'efforts dans leur mission régalienne de dire le droit, condition sine qua non pour le renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Le présent document statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'information des acteurs de la justice, des citoyens et des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous exhorte tous à une réelle appropriation de ce document et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions futures.

Je ne saurai clore mon propos sans remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements s'adressent particulièrement à l'UNICEF pour son appui financier constant.

Le Ministre de la Justice, des Droits humains
et de la Promotion civique, Garde des Sceaux

Bessolé René BAGORO
Officier de l'Ordre National

Le Ministre

Table des matières

Avant-propos....4
Table des matières....5
Abréviations....6
Démarche méthodologique....8
I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique....9
I.1 Présentation des structures centrales....10
I.2 Schéma de l'organigramme....20
II Moyens de la justice....22
II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires....23
II.2 Budget....27
II.3 Personnel....31
III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire....56
III.1 Cour de cassation....57
III.2 Cours d'appel....60
III.3 Tribunaux de grande instance....66
III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance 66
III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales....66
III.3.1.2 Activités civiles des parquets....78
III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance 82
III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance....82
III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance....96
III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance....107
III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance....121
III.4 Tribunaux de commerce....127
III.5 Tribunaux d'instance....135
III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants....139
III.7 Tribunaux du travail....144
IV Activités des juridictions de l'ordre administratif....148
IV.1 Cour des comptes....149
IV.2 Conseil d'État....152
IV.3 Tribunaux administratifs....156
V Etablissements pénitentiaires....164
V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées....165
V.2 Caractéristiques des prévenus....171
V.3 Caractéristiques des inculpés....178
V.4 Caractéristiques des condamnés....185
V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC....193
V.6 Activités des centres de réinsertion sociale....196
Les chiffres clés de la justice (1/2)....199
Les chiffres clés de la justice (2/2)....200
Liste des tableaux....201

Abréviations

BE	Bureau d'Etudes
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CEDDH	Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains
CNC	Commission Nationale de Codification
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DACCAS	Direction des Affaires Civiles, Commerciales, Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DASR	Direction des Affaires Sociales et de la Réinsertion
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DECC	Direction de l'Education au Civisme et à la Citoyenneté
DEDH	Direction de l'Education aux Droits Humains
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DGAJJ	Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGDDH	Direction Générale de la Défense des Droits Humains
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGGSP	Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DGPC	Direction Générale de la Promotion Civique
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPCS	Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau
DGPDH	Direction Générale de la Promotion des Droits Humains
DGREFFE	Direction des Greffes
DH	Droits Humains
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPGSP	Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DPTP	Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix
DPVDH	Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAI	Direction du Suivi des Accords Internationaux

DSEC	Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
ENP	Ecole Nationale de Police
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PA-PNJ	Programme d'Appui à la Politique Nationale de la Justice
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire
TA	Tribunal Administratif
TAR	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2017 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur la révision des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

L'élaboration de l'annuaire statistique 2017 s'inscrit dans la dynamique de mise à la disposition des usagers du secteur de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne. Cette opération, effectuée par la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), a connu la participation de plusieurs directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

La démarche pour l'élaboration de cette douzième édition a consisté d'abord en la collecte de données au moyen de formulaires spécifiques adressés aux différentes structures concernées. Mais au préalable, il a été procédé à la révision des questionnaires statistiques avec l'introduction de nouveaux indicateurs relatifs aux services sociaux et aux centres de réinsertion pour mineurs en conflit avec la loi. Il a été également procédé au renforcement des capacités des membres de la cellule statistiques des structures centrales et déconcentrées du Ministère en techniques de collecte et de remplissage des questionnaires.

L'équipe de supervision a effectué par la suite une tournée de collecte de données dans tous les juridictions et établissements pénitentiaires. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner et à procéder à la correction des incohérences ou à défaut à la collecte proprement dite.

Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données, suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration du draft de l'annuaire.

L'approche participative qui a prévalu tout au long du processus a permis à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

Cependant, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance du personnel dans certaines structures, la charge du travail et accessoirement du manque de motivation dudit personnel ; toute chose qui n'a pas facilité le travail de la mission de supervision.

Malgré toutes ces difficultés, le présent document qui a été élaboré et validé au cours d'un atelier contient des informations essentielles pouvant renseigner les utilisateurs sur l'activité judiciaire de 2008 à 2017.

I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

I.1 Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice, des droits humains, de la promotion civique et des Sceaux de l'Etat.

C'est ainsi que le gouvernement a adopté le 29 avril 2016 l'organigramme du ministère (décret n°2016-299/PRES /PM/MJDHPC du 29 avril 2016) qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.
En tout état de cause, il ressort de cet organigramme que le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre
Le Cabinet du Ministre comprend :

- **Le Directeur de cabinet**

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels et les Institutions en relation avec le Secrétaire général ;
- de l'assistance-conseil au Ministre ;
- d'exécuter toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

- **La cellule des Chargés de mission**

La cellule des Chargés de mission regroupe entre autres, des cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques et / ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique et qui leur sont confiés par le Ministre.

- **Les Conseillers techniques**

Assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

- **L'Inspection technique des services**

L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du Ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.
A ce titre, elle est chargée :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires et des droits humains des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, règlementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- de contrôler la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'appui conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la Justice et des droits humains ;
- de lutter contre la corruption au sein du Ministère ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

❖ **La Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP)**

Elle est la structure de commandement de la garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de maintenir la sécurité publique, de participer à l'exécution des peines privatives de liberté;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la lutte contre la criminalité nationale et internationale ;
- de participer à la conception des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;
- de promouvoir les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'organiser le travail pénitentiaire et de promouvoir la production pénitentiaire ;

- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons;
- de contribuer à la prise en charge sanitaire ;
- de contribuer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer aux missions de maintien de la paix au plan national et international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires.

❖ **Le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire (SP/CIMDH)**

Il assure la mise en œuvre et le suivi des activités du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (CIMDH). À ce titre, il est chargé:

- de préparer les sessions du Comité interministériel ;
- d'assurer la liaison entre les différents départements ministériels ;
- d'animer les activités permanentes du Comité interministériel (formation, sensibilisation, appui-conseil, etc.);
- de collecter les données nécessaires au travail du Comité interministériel ;
- diffuser les compte rendus des sessions aux membres ;
- de veiller à l'archivage des documents finaux examinés par le Comité interministériel ;
- d'élaborer le rapport annuel d'activités et de proposer un programme d'activités.

❖ **Le Secrétariat particulier**

Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre.

❖ **Le Protocole du Ministre**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et des cérémonies officiels du Ministre.

❖ **Le Service chargé de la sécurité du Ministre**

Il assure la sécurité du Ministre.

B/Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- un Secrétariat particulier ;
- un Bureau d'études ;
- un Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains ;
- un Service central du courrier ;
- un Service de la documentation et des archives ;
- un Service de la reprographie.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ **un Secrétariat particulier**

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

❖ **un Bureau d'études**

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq au plus, désignés parmi les magistrats et les cadres supérieurs de l'Administration en raison de leurs compétences techniques.

❖ **Un Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains**

Le Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains est chargé :

- de l'information du public sur les droits humains et le civisme ;
- de la tenue et de la mise à disposition du public de la documentation sur les droits humains et le civisme ;
- de la collecte de l'information sur les droits humains et le civisme en vue de les mettre à la disposition de la direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- de la réception, de l'écoute et de l'orientation des citoyens porteurs de réclamations sur des cas d'atteintes ou de violation des droits humains;
- de l'organisation de conférences et de causeries débats sur les thèmes relatifs aux droits et au civisme ;
- de l'organisation de toutes activités susceptibles d'améliorer l'accès à l'information, la documentation, l'écoute et l'orientation du public sur les droits humains.

❖ **un Service central du courrier**

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général.

Il assure la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère.

❖ **un Service de la documentation et des archives**

Le Service de la documentation et des archives est chargé, en relation avec le Centre national des archives, de la définition et de la mise en œuvre de la politique du ministère en matière de gestion et de conservation des archives et de la documentation. Il est chargé :

- d'élaborer et de mettre à jour les procédures de gestion des archives produites par les différents services du ministère ;
- d'appuyer les autres structures du ministère dans la gestion de leurs archives ;
- de procéder au pré-archivage et au reversement des archives historiques du ministère au Centre national des archives ;
- d'œuvrer à l'acquisition de la documentation technique relevant des domaines de compétence du ministère et d'en assurer la gestion ;
- de mettre à la disposition des services et du public la documentation et les archives non confidentielles du ministère en cas de besoin ;
- de suivre la gestion de la documentation des bibliothèques des juridictions, des établissements pénitentiaires, des centres d'écoute et de documentation sur les droits humains.

❖ **un Service de la reprographie**

Le service de la reprographie est chargé des travaux de reprographie.

1-Les structures centrales:

❖ **La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ)**

La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité, et des conventions judiciaires internationales dans les matières autres que pénales ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la règlementation spécifiques à certaines professions libérales ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales et les matières relevant de sa compétence ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale et sociale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels, autres que les textes comportant des dispositions pénales ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- d'assurer le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière de discipline.

❖ **La Direction générale de la politique criminelle et du Sceau (DGPCS)**

La Direction générale de politique criminelle et du Sceau est chargée :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénale ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de suivre l'administration de la justice en matière pénale ainsi que les conventions internationales en matière pénale;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou règlementaires en matière pénale qui lui sont soumis par les différents départements ministériels et institutionnels ;
- d'administrer, de coordonner, de gérer et de contrôler l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de participer à la conception, à l'acquisition et à la gestion des infrastructures pénitentiaires ;
- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'étudier et de mettre en œuvre toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons et des autres centres de détention ;
- de suivre et de gérer la santé des détenus ;
- de mettre en œuvre la coopération et des conventions et normes internationales en matière pénales ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions les projets de loi, ordonnances, décrets et circulaires en matière pénale.
- de suivre l'établissement des statistiques judicaires en matière pénale.

❖ **La Direction générale de la défense des droits humains (DGDDH)**

La Direction générale de la défense des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place un fichier des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'évaluer la mise en œuvre d'une stratégie nationale des droits humains ;
- de contribuer et participer aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains ;
- de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains.
- de recevoir, écouter, orienter les citoyens porteurs de réclamations relatives à leurs droits humains ;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- d'assurer la médiation dans les conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection de droits catégoriels.

❖ **La Direction générale de la promotion des droits humains (DGPDH)**

La Direction générale de la promotion des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de promotion et de vulgarisation des droits humains.
A ce titre, elle est chargée :

- d'informer, de former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;
- de vulgariser les textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'introduire l'éducation aux droits humains et à la citoyenneté dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de promouvoir une culture de la tolérance, de la paix et des droits humains ;
- de mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à promouvoir et à consolider les droits catégoriels ;
- de suivre la mise en œuvre de la politique nationale genre en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de fournir un appui-conseil aux partenaires du Ministère pour les actions concernant la promotion des droits humains ;
- de former les organisations de la société civile en droits humains
- de suivre les activités des institutions et organisations partenaires du Ministère ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes d'état civil aux citoyens.

❖ La Direction générale de la promotion civique (DGPC)

La Direction générale de la promotion civique est chargée:

- de la formation et de la sensibilisation des populations et des autres acteurs publics et privés en matière de civisme et de citoyenneté ;
- de l'organisation de fora sur le civisme et la citoyenneté et la mise en œuvre des recommandations ;
- de la vulgarisation de textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits et devoirs, à adopter un comportement civique ;
- de l'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les ministères compétents ;
- de la prise de mesures tendant à promouvoir le respect, l'attachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un mécanisme de communication et d'information portant sur le civisme ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes de l'état civil ;
- de la promotion d'une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- de la promotion d'une culture de tolérance et de paix;
- de la mise en œuvre des mesures spécifiques tendant à lutter contre les actes de violences et d'incivisme ;
- de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale de la promotion d'une culture de la tolérance et de la paix ;
- de la prévention des conflits communautaires ;
- de la promotion des mécanismes endogènes de paix et de tolérance.

❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée :

- de réaliser toute étude se rapportant aux projets et programmes de développement, leur coordination, leur suivi-évaluation, l'élaboration des outils de gestion et de suivi de la politique du ministère et de toutes autres initiatives de dynamisation du département ;
- de proposer sur la base des orientations sectorielles la mise en place de projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes du ministre ;
- d'organiser les revues sectorielles à mi -parcours et annuelles de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidés du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'organiser les cadres de concertation sectoriels (Conseil d'administration du secteur ministériel, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de rédiger les rapports trimestriels et annuels d'activités de la Direction ;
- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer les politiques publiques relatives à la mission du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- de participer aux négociations relevant du domaine de la coopération technique ou de financement des projets et programmes de développement ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, organisation non-gouvernementale, organisations de la société civile, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de veiller à la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques du Ministère ;
- de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du budget-programme du ministère ;
- d'élaborer et de diffuser les méthodes et outils de suivi-évaluation ;

- de contribuer à l'élaboration des rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution ;
- de capitaliser les actions de développement réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter des données, de traiter et de produire les statistiques sectorielles ;
- de gérer la base de données sectorielles ;
- de produire et de diffuser les annuaires statistiques ;
- de gérer la documentation du secteur ;
- de coordonner la préparation et la tenue des assemblées sectorielles des projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'élaborer les rapports trimestriels de suivi d'exécution des projets prioritaires de développement ;
- d'élaborer le programme d'investissements publics relevant des projets et programmes.
- d'élaborer une stratégie de suivi et d'assistance des utilisateurs de l'outil informatique ;
- d'élaborer une politique de gestion du parc informatique du ministère ;
- d'élaborer et de suivre le schéma directeur informatique du ministère.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

La Direction de l'administration et des finances est chargée du budget et de la gestion du matériel du Ministère.
A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le projet de budget du Ministère en collaboration avec les autres structures ;
- de suivre et d'exécuter le budget du Ministère ;
- de gérer les crédits alloués au Ministère ;
- de tenir une comptabilité matières des biens meubles et immeubles du département ;
- d'approvisionner les structures du Ministère en fournitures et matériels de bureau ;
- de gérer le parc automobile et les autres équipements ;
- d'initier et de suivre les dossiers des marchés publics du ministère.
- de gérer les baux administratifs du Ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'assurer le fonctionnement de la commission d'attribution des marchés publics ;
- de suivre l'exécution du plan général annuel ;
- d'archiver les pièces des marchés publics ;
- de participer aux réceptions ;
- de suivre l'exécution des marchés publics du ministère ;
- de participer aux réunions de concertation en matière de marchés publics.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines est chargée :

- de définir et de mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines du Ministère ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du Ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils et moyens visant à accroître le rendement des agents ;
- de gérer la carrière des agents du Ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du Ministère ;
- d'assurer le recrutement des personnels du ministère en collaboration avec le Ministère chargé de la Fonction publique ;

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat de la commission d'avancement et de la commission de discipline des magistrats, de la commission d'affectation et du conseil de discipline des personnels du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée :

- de conduire toutes les activités de communication ;
- d'assurer la rédaction journalière d'une revue de presse des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale sur les questions spécifiques au secteur de la justice et des droits humains ;
- d'assurer la couverture médiatique de toutes les activités de l'appareil judiciaire et des autres services du Ministère ;
- de collecter et de traiter l'information judiciaire ;
- d'initier des campagnes de sensibilisation sur les questions judiciaires et de droits humains, notamment par des émissions audio-visuelles et la production d'articles en direction du public ;
- de servir de point focal entre les médias et le Ministère en matière d'information ;
- de concevoir et animer un bulletin d'information sur les activités et programmes du Ministères ;

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

❖ **La Direction des Archives et de la Documentation (DAD)**

Elle a pour mission le traitement, la gestion et la conservation de la mémoire documentaire du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec le centre national des archives ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents et les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de repérer l'information professionnelle utile à son unité et réaliser les résumés signalétiques ;
- d'assurer le catalogage et l'indexation des documents courants avec le langage archivistique approprié ;

- de rechercher et sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'informations.

❖ **La Direction des Services Informatiques (DSI)**

Elle est chargée :

- d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'exécuter les tâches d'informatisation du ministère ;
- d'assurer l'administration des bases de données du ministère ;
- d'assurer la cohérence des systèmes d'information développés conformément au schéma directeur informatique du ministère ;
- d'exploiter les applications fonctionnelles ;
- d'assurer la sécurité du système informatique ;
- d'assurer la maintenance du matériel informatique ;
- d'assurer les actions de formation du personnel et de développement dans le domaine informatique ;
- de mettre à la disposition des services du ministère des modules permettant d'élaborer des statistiques fiables ;
- d'assurer le développement des technologies de l'information et de la communication au sein du ministère

❖ **La Direction du Développement Institutionnel et de l'innovation (DDII)**

Elle est chargée de :

- promouvoir la culture du résultat au sein du ministère ;
- concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards internationaux ;
- assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- établir une catégorie des processus et définir les procédures correspondantes ;
- contribuer à l'élaboration et à la vérification de la régularité des actes juridiques pris au sein du ministère ;
- procéder à l'évaluation des performances des structures administratives.

2 Les structures déconcentrées

Constituent des structures déconcentrées du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique :

- les juridictions ;
- les Directions Régionales de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (DRGSP) ;
- les Etablissements pénitentiaires (EP) ;
- les Directions Régionales des Droits Humains et de la Promotion Civique (DRDHPC).

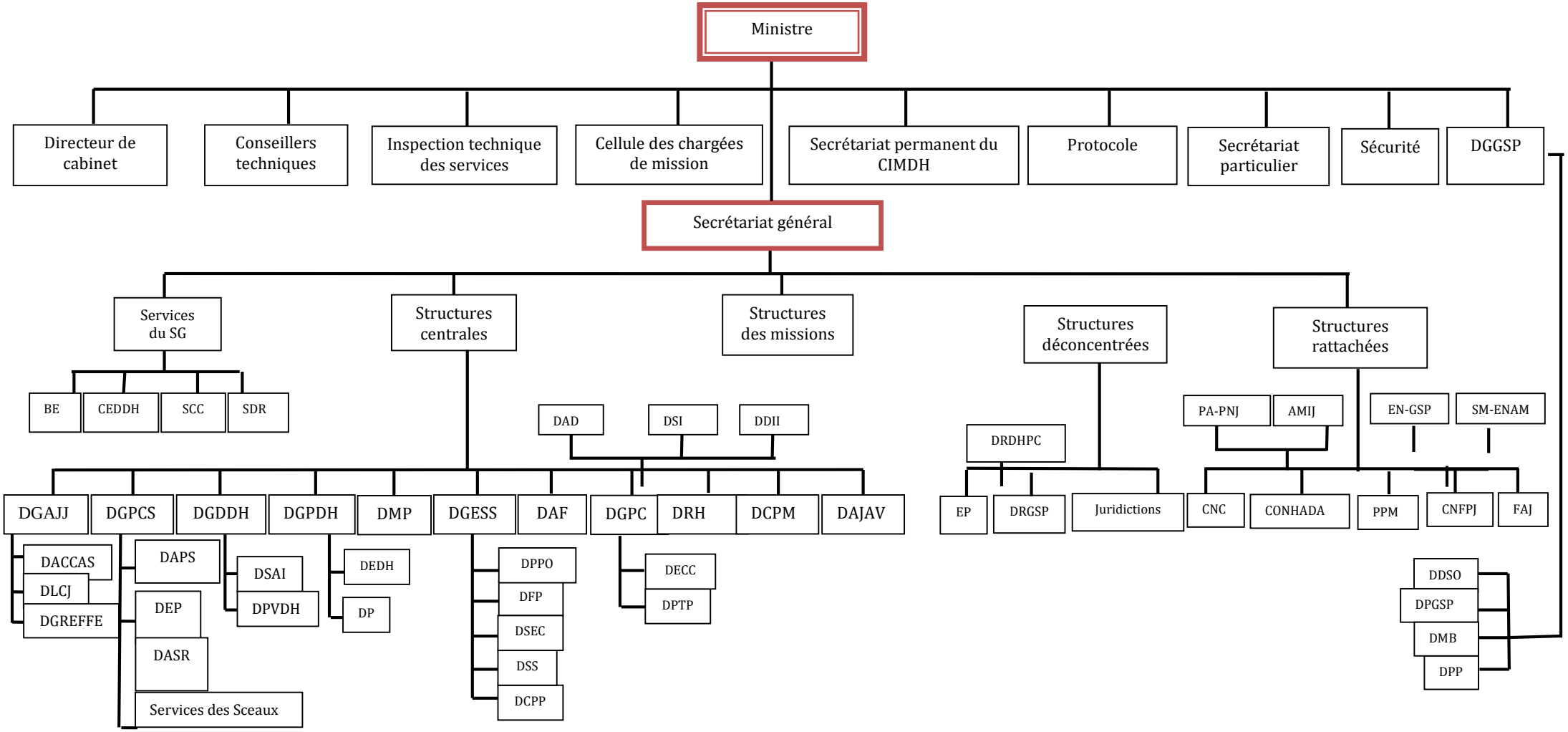
3 Les structures rattachées

Sont des structures rattachées :

- la Commission Nationale de Codification (CNC) ;
- la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) ;
- l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- la Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires (CONHADA)
- les projets et programmes du ministère.

.

I.2 Schéma de l'organigramme



II Moyens de la justice

II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 09 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaitre des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004/ AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants : le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Tribunal administratif : Les tribunaux administratifs sont régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 modifiant la loi n°21/95/ADPdu16 mai 1995. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connait en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Tribunaux de commerce	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	2	7	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	19	19	19	19	19
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	20	23	24	24	24	24	25	25	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2017 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma		1	1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		21					1			1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	3	25	2	349	19	3	2	2	7	1	1	25	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Etablissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note *:*

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

	2008										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	0
Ensemble	**2**	**19**	**2**	**349**	**8**	**3**	**2**	**2**	**19**	**20**	**0**
	2009										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	7	0
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	14	0
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**349**	**8**	**3**	**2**	**2**	**20**	**21**	**0**
	2010										
Cour d'appel	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA
Bobo-Dioulasso	1	9	1	9	1	9	1	9	1	9	1
Ouagadougou	1	15	1	15	1	15	1	15	1	15	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**
	2011										
Cour d'appel	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA	TGI	CA
Bobo-Dioulasso	1	9	1	9	1	9	1	9	1	9	1
Ouagadougou	1	15	1	15	1	15	1	15	1	15	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**	**24**	**2**
	2012										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**349**	**8**	**3**	**2**	**2**	**24**	**25**	**2**
	2013										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**349**	**8**	**3**	**2**	**2**	**24**	**25**	**2**
	2014										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**349**	**8**	**3**	**2**	**2**	**24**	**25**	**2**
	2015										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	**2**	**24**	**2**	**349**	**19**	**3**	**2**	**7**	**24**	**26**	**2**
	2016										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	**2**	**25**	**2**	**349**	**19**	**3**	**2**	**7**	**25**	**27**	**2**
	2017										
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ensemble	**3**	**25**	**2**	**349**	**19**	**3**	**2**	**7**	**25**	**27**	**2**

II.2 Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2007 à 2016 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Personnel	2 167,6	2 720,7	4436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414	16 937
Fonctionnement	940,5	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532	3 477
Transferts courants	430,3	509,7	349,05	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143 ,0	932	1 316
Investissements	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260	7 384
Dont										
État	*1 974,3*	*2 273,4*	*1 968,5*	*1 497,0*	*3 130,7*	4 256,0	*2 758,20*	*1 748,40*	1 013	5 067
Ressources extérieures	*1 489,8*	*636,8*	*1 195,8*	*619,8*	*32,5*	*0*	*0*	*1352,4*	1 247	2 316
Total	**7 002,5**	**7 167,40**	**8 930,5**	**8 203,5**	**11 533,9**	**15 306,9**	**13 915,9**	**17 085,7**	**19 138**	**29 115**

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains
Source : Lois de finances (rectificative) des années 2008 à 2017

Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Personnel	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847	16 037
Fonctionnement	799,2	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278	3 308
Transferts courants	429,1	445,2	349,0	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140
Investissements	1 003,7	2219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766	3 594
Dont										
État	*448,6*	*1 779,8*	*1 637,2*	*1 372,2*	*3 130,7*	*4 255,9*	*2734,9*	*1 748,2*	*973*	*3 104*
Ressources extérieures	*555,1*	*439,4*	*195,1*	*500,1*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	-	*793*	*489*
Total	**5 045,8**	**6 984,7**	**7 838,4**	**8 867,6**	**11 034,1**	**14 815,8**	**12 994,9**	**15 147,2**	**19 817**	**24 080**

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains
Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

Tableau II.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires					Consommations budgétaires				
Cours d'appel	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Bobo-Dioulasso	46 820	18 900	19 400	15 450	43 300	46 806	18 735	19 205	13 966	42 843
Ouagadougou	80 306	16 550	15 500	11 350	29 950	80 166	12 639	11 490	9 281	28 686
Fada N'Gourma					28 500					28 296
Ensemble	**127 126**	**35 450**	**34 900**	**26 800**	**101 750**	**126 972**	**31 374**	**30 695**	**23 246**	**99 825**
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	4 475	5 450	4 900	3 500	4 250	4 470	5 399	4 684	3 400	4 013
Ouagadougou	4 350	5 900	4 900	3 650	4 050	4 120	5 420	4 645	3 434	2 902
Ensemble	**8 825**	**11 350**	**9 800**	**7 150**	**8 300**	**8 590**	**10 819**	**9 329**	**6 834**	**6 915**
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	0	3 400	2 800	2 250	2 750	0	3 299	2 787	2 147	2 462
Ouagadougou	0	3 400	2 800	2 200	2 200	0	0	2 345	1 797	2 096
Ensemble	0	**6 800**	**5 600**	**4 450**	**4 950**	0	**3 299**	**5 132**	**3 944**	**4 558**
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	4 600	6 550	5 700	4 250	5 450	4 494	6 343	5 498	4 038	5 444
Koudougou*	4 427	5 900	5 100	4 000	4 200	4 406	5 786	5 062	3 870	3 990
Ouagadougou	5 314	6 700	5 800	4 300	4 600	5 188	6 262	5 682	4 194	4 499
Ensemble	**14 341**	**19 150**	**16 600**	**12 550**	**14 250**	**14 087**	**18 392**	**16 242**	**12 102**	**13 933**
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	4 375	5 850	5 550	3 975	4 876	4 370	5 738	5 539	3 773	4 671
Ouagadougou	4 395	6 100	5 300	3 725	4 025	4 284	4 488	4 748	3 496	3 987
Ensemble	**8 770**	**11 950**	**10 850**	**7 700**	**8 901**	**8654**	**10 226**	**10 287**	**7 269**	**8 658**
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	5 400	7 250	9 200	7 350	7 500	5 397	7 037	9 197	7 142	7 392
Ouagadougou	4 834	7 700	10 200	7 775	6 726	4 690	4 682	8 781	6 331	6 511
Ensemble	**10 234**	**14 950**	**19 400**	**15 125**	**14 226**	**10 086**	**11 719**	**17 978**	**13 473**	**13 903**
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	5 146	6 500	6 000	6 100	5 600	5 137	6 383	5 894	5 984	5 597
Ouagadougou	5 868	7 400	6 700	5 025	5 426	5 791	7 250	6 569	4 687	4 571
Ensemble	**11 014**	**13 900**	**12 700**	**11 125**	**11 026**	**10928**	**13 634**	**12 463**	**10 671**	**10 168**

Tableau II.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**300 400**	**287 524**	**221 350**	**220 166**	**256 550**	**249 162**	**199 344**	**195 309**
Tribunaux de grande instance								
Banfora	11 400	11 600	9 350	9 300	11 180	11 398	9 347	9 297
Bobo-Dioulasso	20 850	20 250	15 250	13 050	16 970	20 174	14 029	8 194
Bogandé	11 100	10 400	8 300	8 450	3 094	4 184	7 152	7 731
Boromo	11 350	10 600	8 400	8 450	11 225	8 794	7 664	6 839
Dédougou	12 050	11 950	9 475	8 650	6 677	10 987	8 840	8 043
Diapaga	11 300	10 639	8 600	8 750	8 493	7 279	6 899	6 938
Diébougou	11 150	10 250	8 250	8 250	9 728	9 199	8 049	7 644
Djibo	11 200	10 800	8 250	8 000	11 084	10 341	6 799	7 648
Dori	12 200	12 050	8 150	8 250	12 160	11 765	6 681	7 642
Fada N'gourma	12 350	12 200	9 350	9 500	12 021	9 873	7 662	8 582
Gaoua	11 650	11 650	8 250	8 400	11 455	10 533	8 096	7 686
Kaya	12 150	11 700	8 600	8 750	11 933	10 545	8 240	7 397
Kongoussi	11 150	10 284	8 200	8 600	0	9 290	7 323	7 128
Koudougou	12 950	12 350	9 100	8 750	12 690	7 005	8 002	7 391
Koupéla				4 150				3 757
Léo	11 250	10 750	8 500	8 550	10 596	9 470	7 020	6 992
Manga	12 050	11 750	8 850	8 900	11 817	10 664	7 456	7 833
Nouna	11450	10 450	7 850	8 000	8 943	9 596	7 648	7 498
Orodara	11 500	10 600	8 400	8 350	11 094	9 644	8 198	7 272
Ouagadougou	22 050	21 011	16 150	14 200	21 934	20 090	14 383	14 192
Ouahigouya	12 350	12 150	9 200	9 290	11 340	11 190	8 952	9 286
Tenkodogo	12 450	11 950	9 100	9 050	11 625	10 642	7 852	7 848
Tougan	11 350	10 690	8 325	8 226	7 589	8 078	7 735	7 515
Yako	11 050	10 500	8 750	8 450	10 878	8 332	7 250	7 712
Ziniaré	12 050	10 950	8 700	7 850	12 024	10 089	8 067	7 244

Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**532 057**	**502 945**	**459 792**	**553 486**	**507 975**	**479 404**	**452 058**	**538 804**
MAC								
Banfora	19 050	18 570	18 160	21 700	19 024	18 364	18 078	21 489
Bobo-Dioulasso	51 370	45 180	35 024	44 289	47 886	42 453	35 010	43 967
Bogandé	18 200	20 886	20 840	23 617	17 066	17 866	19 387	22 730
Boromo	15 900	18 320	16 344	18 425	15 410	16 890	16 042	17 511
Dédougou	15 700	17 670	14 317	16 417	15 696	17 192	13 928	15 313
Diapaga	14 700	14 410	13 019	15 952	14 027	14 196	12 734	15 251
Diébougou	13 350	12 720	10 841	12 441	13 108	12 601	10 734	11 983
Djibo	14 250	13 120	11 433	13 696	13 823	13 108	11 432	12 873
Dori	17 250	15 640	15 356	17 162	17 072	15 488	15 176	17 154
Fada N'gourma	27 550	19 300	19 806	23 930	23 447	19 048	19 130	23 924
Gaoua	14 550	13 640	12 967	14 751	14 329	13 425	12 958	14 737
Kaya	18 740	26 002	22 712	25 554	18 571	22 343	22 452	25 424
Kongoussi	12 950	11 440	10 329	11 890	12 686	11 185	10 124	11 435
Koudougou	20 600	20 160	19 396	20 388	20 394	20 159	18 395	19 713
Koupéla				6 250				5 846
Léo	14 700	14 340	14 429	16 205	13 584	14 121	14 191	15 551
Manga	15 050	16 280	17 656	21 060	14 827	15 951	17 448	20 501
Nouna	13 400	10 650	9 999	11 599	13 397	10 648	9 804	10 699
Orodara	14 400	12 420	11 404	13 093	14 190	12 218	10 310	12 183
Ouagadougou (MACO)	86 947	82 147	77 592	99 759	83 713	80 416	77 475	98 954
Ouagadougou (PHS)	27 800	22 320	17 057	20 266	25 967	21 700	16 530	20 151
Ouahigouya	17 900	18 840	14 769	17 327	17 740	18 644	14 753	16 735
Tenkodogo	25 600	23 660	26 706	30 582	24 226	20 006	26 692	30 194
Tougan	14 750	11 040	8 944	10 944	10 620	7 218	8 815	8 792
Yako	12 600	11 670	8 830	10 412	12 424	11 645	8 626	10 074
Ziniaré	14 750	12 520	11 862	15 777	14 748	12 519	11 836	15 620

II.3 Personnel

Le personnel du Ministère de la justice des droits humains et de la promotion civique, volet justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département (tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, etc.) ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition attribution et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature et la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les magistrats du ministère public ou assimilés sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et son ou ses substituts ;
- au niveau de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II.9 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Magistrats	Hommes	281	300	311	333	360	355	378	396	425	444
	Femmes	90	94	95	95	93	95	99	109	113	115
	Total	**371**	**394**	**406**	**428**	**453**	**450**	**477**	**505**	**538**	**559**
Greffiers	Hommes	219	223	225	274	297	304	315	335	358	374
	Femmes	92	83	81	94	102	109	110	114	124	119
	Total	**311**	**306**	**306**	**368**	**399**	**413**	**425**	**449**	**482**	**493**
GSP	Hommes	670	723	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789
	Femmes	74	79	135	161	212	237	255	300	299	324
	Total	**744**	**802**	**1 371**	**1472**	**1638**	**1 730**	**1 846**	**2 030**	**2 032**	**2 113**
Personnel des DH	Hommes								128	149	167
	Femmes								42	56	72
	Total								**170**	**205**	**239**
Autres Personnels	Hommes					131	140	167	184	175	236
	Femmes					45	48	49	68	72	99
	Total					**176**	**188**	**216**	**252**	**247**	**335**
Ensemble	Hommes	**1 170**	**1 246**	**1 772**	**1 918**	**2 214**	**2 292**	**2 451**	**2 773**	**2 840**	**3 010**
	Femmes	**256**	**256**	**311**	**350**	**452**	**489**	**513**	**633**	**664**	**729**
	Total	**1 426**	**1 502**	**2 083**	**2 268**	**2 666**	**2 781**	**2 964**	**3 406**	**3 504**	**3 739**

Tableau II.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**371**	**394**	**406**	**428**	**453**	**450**	**477**	**505**	**538**	**559**
Sexe										
Hommes	281	300	311	333	360	355	378	396	425	444
Femmes	90	94	95	95	93	95	99	109	113	115
Ancienneté										
Moins de 5 ans	148	149	134	127	128	99	109	120	100	132
5 à 9 ans	78	92	122	138	148	148	148	156	129	126
10 à 14 ans	49	62	34	37	45	75	89	90	134	143
15 à 20 ans	0	0	27	38	49	48	61	69	46	53
21 à 24 ans	50	35	21	8	0	0	0	5	27	38
25 ans et plus	46	56	68	80	83	80	70	65	65	67
Position										
Chancellerie	30	27	30	41	43	46	52	55	49	51
Juridictions	303	334	339	350	372	358	376	394	431	457
Mission onusienne	0	0	0	0	0	5	6	8	6	7
Détachements	11	9	9	12	12	10	5	9	11	15
Disponibilités	5	3	2	2	3	4	3	4	2	1
Mises à disposition	22	21	26	23	23	27	35	35	14	28

Tableau II.11 : Magistrats par type de juridiction

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cour de cassation	26	25	24	24	26	30	29	29	32	42
Conseil constitutionnel	8	6	7	7	9	9	7	8	8	7
Conseil d'État	14	14	15	14	14	15	14	15	14	9
Cour des comptes	4	5	5	5	7	7	6	6	06	10
Cours d'appel	39	40	41	43	59	53	55	57	80	98
Tribunaux d'instance	6	6	7	7	6	6	6	6	6	4
Tribunaux de grande instance	173	192	204	208	209	201	218	222	239	239
Tribunaux du travail	11	12	11	12	13	11	14	14	14	16
Juges des enfants	2	2	4*	4*	4*	7*	6*	6	7	7
Tribunaux pour enfants	6	7	7*	7*	9*	9*	8*	9	7	6
Tribunaux administratifs	14	15	15	20	19	17	17	18	18	20
Tribunaux de commerce	-	10	10	10	10	9	10	12	14	12

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II.12 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Bobo-Dioulasso	17	17	19	19	23	22	20	17	29	28
Ouagadougou	22	23	22	24	36	31	35	40	51	55
Fada N'Gourma									13	15
Ensemble	**39**	**40**	**41**	**43**	**59**	**53**	**55**	**57**	**93**	**98**
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	3	3	3 *	3 *	4*	4*	3*	3	1	1
Ouagadougou	3	4	4 *	4 *	5*	5*	5*	6	5	5
Ensemble	**6**	**7**	**7 ***	**7 ***	**9***	**9***	**8***	**9**	**6**	**6**
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	1	1	2 *	2 *	2*	1*	2*	2	1	1
Ouagadougou	1	1	2 *	2*	2*	2*	4*	4	2	2
Kaya						1*	1*	1	1	1
Ouahigouya						1*	1*	1	1	1
Koudougou						1*	1*	1	1	1
Banfora						1*	1*	1	1	0
Tenkodogo									1	1
Ensemble	**2**	**2**	**4 ***	**4***	**4***	**7***	**10***	**10**	**8**	**7**
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	3	4	4	3	4	3	4	4	3	3
Koudougou*	1	1	1*	1*	1	1	2	2	3	3
Ouagadougou	7	7	7	8	8	7	8	8	8	10
Ensemble	**11**	**12**	**11**	**12**	**13**	**11**	**14**	**14**	**14**	**16**
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	3	4	5	5	4	4	4	4	4	2
Ensemble	**6**	**6**	**7**	**7**	**6**	**6**	**6**	**6**	**6**	**4**
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	4	4	4	8	7	4	4	4	4
Ouagadougou	-	6	6	6	11	10	6	8	8	8
Ensemble	-	**10**	**10**	**10**	**19**	**17**	**10**	**12**	**12**	**12**
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	5	6	6	9	4	7	7	5	5	6
Ouagadougou	9	9	9	11	6	6	10	13	13	14
Ensemble	**14**	**15**	**16**	**20**	**10**	**13**	**17**	**18**	**18**	**20**
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	6	6	6	7	7	7	7	7	8
Bobo-Dioulasso	25	28	28	31	30	27	29	38	35	27
Bogandé	4	5	5	5	5	5	4	5	6	6
Boromo	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6
Dédougou	8	7	7	7	7	7	7	7	8	6
Diapaga	3	4	4	4	4	4	5	5	5	4
Diébougou	-	4	4	4	4	4	5	5	4	6
Djibo	3	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Dori	7	7	7	6	6	5	5	5	7	8
Fada N'gourma	6	6	6	7	7	6	6	7	8	8
Gaoua	6	7	7	7	6	5	6	6	6	6
Kaya	8	9	9	6	7	7	8	8	7	9
Kongoussi	5	5	5	5	7	5	6	5	6	5
Koudougou	9	10	10	10	8	8	9	7	10	11
Koupéla									5	5
Léo	3	4	4	4	5	5	6	6	6	6
Manga	5	6	6	6	5	5	6	6	7	6
Nouna	3	4	4	4	4	4	5	5	5	5
Orodara	3	4	4	4	4	4	5	5	5	5
Ouagadougou	35	35	44	49	49	48	50	60	59	61
Ouahigouya	7	7	7	6	7	8	9	7	8	9
Tenkodogo	7	10	11	10	11	11	10	9	10	10
Tougan	5	5	5	5	5	5	6	5	6	5
Yako	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6
Ziniaré	5	6	6	6	6	6	7	7	7	6
Ensemble	**173**	**194**	**204**	**207**	**209**	**201**	**218**	**232**	**239**	**238**

* Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans les TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique autres que magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

❖ **Le greffier en chef**

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II.13 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**306**	**306**	**368**	**399**	**413**	**425**	**449**	**482**	**493**
Sexe									
Hommes	223	225	274	297	304	315	335	358	374
Femmes	83	81	94	102	109	110	114	124	119

Tableau II.14 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**63**	**64**	**78**	**89**	**100**	**109**	**114**	**122**	**122**
Sexe									
Hommes	44	47	59	70	79	87	90	98	100
Femmes	19	17	19	19	21	22	24	24	22
Ancienneté									
Moins de 5 ans	25	33	35	27	22	20	23	19	8
5 à 9 ans	13	10	18	27	34	41	42	32	34
10 à 14 ans	5	3	7	17	25	24	25	31	36
15 à 19 ans	5	5	0	0	0	5	5	21	26
20 à 24 ans	12	8	10	7	6	1	1	0	0
25 ans et plus	3	5	8	11	13	18	18	18	18
Position									
Chancellerie	5	8	12	12	16	19	22	19	34
Juridictions (y compris les hautes cours)	57	53	64	73	79	84	88	87	80
Disponibilité	1	3	1	1	1	2	2	3	3
Mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Détachement	0	0	1	1	0	1	0	1	1
Stage à l'ENAM	-	-	-	2	2	1	0	7	1
Mission onusienne	-	-	-	-	2	2	2	3	2

Juridictions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**48**	**57**	**53**	**64**	**73**	**79**	**84**	**88**	**87**	**80**
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2	2	2	5
Conseil constitutionnel	1	1	1	2	2	2	2	2	2	1
Conseil d'État	1	1	1	1	2	2	2	2	1	2
Cour des comptes	1	1	1	2	3	3	4	4	4	4
Cours d'appel	4	6	4	5	6	8	9	9	9	9
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	30	32	30	38	43	47	50	50	48	41
Tribunaux du travail	3	4	3	4	4	4	4	4	5	4
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	3	2	3	3	3	6	6	4
Tribunaux de Commerce	-	4	4	4	4	4	4	5	6	6

Source : DRH

Tableau II.15 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):

	Greffiers en chef									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cours d'appel	**4**	**6**	**4**	**5**	**6**	**8**	**9**	**9**	**10**	**9**
Bobo-Dioulasso	2	3	1	1	2	3	3	3	2	3
Ouagadougou	2	3	3	4	4	5	6	6	6	4
Fada N'Gourma									2	2
Tribunaux pour enfants	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Juges des enfants	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	**3**	**4**	**3**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**5**	**4**
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	2	1	2	2	2	2	2	3	2
Tribunaux d'instance	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	**-**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**5**	**6**	**6**
Bobo-Dioulasso	-	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Ouagadougou	-	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Tribunaux administratifs	**2**	**2**	**3**	**2**	**3**	**3**	**3**	**6**	**6**	**4**
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	4	4	2
Tribunaux de grande instance	**30**	**32**	**30**	**38**	**43**	**47**	**50**	**50**	**48**	**40**
Banfora	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	3	3	4	3	4	5	5	5	5	2
Bogandé	0	1	1	2	3	3	2	2	2	2
Boromo	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	2	2	1	2	2	2	2	1	1	1
Diébougou	-	1	0	0	1	1	2	2	2	1
Diapaga	0	0	0	1	0	1	2	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Kaya	2	2	1	2	3	2	2	3	3	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Koudougou	1	1	2	3	2	2	2	2	2	3
Koupéla									0	1
Léo	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Manga	1	1	1	2	2	3	3	3	2	1
Nouna	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	6	4	3	3	5	5	7	8	7	6
Ouahigouya	2	2	2	2	2	1	2	2	2	1
Tenkodogo	1	1	1	3	2	2	2	2	2	1
Tougan	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	1	2	2	2	3	2	2	1	1
Ziniaré	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Ensemble	**43**	**52**	**48**	**57**	**64**	**70**	**74**	**78**	**79**	**67**

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II.16 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	120	118	125	149	165	169	193	222	251	237
Sexe										
Hommes	91	102	107	126	135	134	156	180	195	192
Femmes	29	16	18	23	30	35	37	42	56	45
Ancienneté										
Moins de 5 ans	50	77	54	51	53	44	47	62	58	47
5 à 9 ans	41	24	34	46	56	49	52	60	52	51
10 à 14 ans	0	2	13	30	29	48	59	63	79	85
15 à 19 ans	11	0	1	1	1	1	10	12	33	34
20 à 24 ans	6	5	12	12	11	12	1	1	1	3
25 ans et plus	12	10	11	9	15	15	24	24	28	17
Position										
Chancellerie	3	3	3	5	6	8	11	9	10	15
Juridictions (y compris les hautes cours)	116	113	121	140	142	146	166	199	206	197
Disponibilité	0	1	1	2	4	3	3	3	5	4
Mise à disposition	1	1	0	0	0	0	1	1	3	2
Détachement	0	0	0	2	0	0	0	0	2	4
Stage à l'ENAM	0	0	0	0	13	12	12	10	32	15
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Greffiers en juridictions									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**116**	**113**	**121**	**140**	**142**	**146**	**166**	**199**	**207**	**200**
Cour de cassation	6	4	8	8	5	5	4	6	7	6
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	3	3	6	2
Conseil d'État	2	2	3	3	4	5	4	6	6	6
Cour des comptes	4	3	3	5	5	6	4	5	5	5
Cours d'appel	14	17	14	19	19	20	24	26	30	32
Tribunaux d'instance	6	6	5	5	5	4	7	9	7	6
Tribunaux de grande instance	77	66	73	84	87	82	98	117	116	115
Tribunaux du travail	2	2	3	3	3	3	4	5	8	8
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Tribunaux pour enfants	0	1	0	0	1	3	2	3	4	3
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	3	5	6	7	5	5
Tribunaux de commerce	-	7	7	7	7	10	10	11	12	11

Tableau II.17 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Greffiers									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cours d'appel	**14**	**17**	**14**	**19**	**19**	**20**	**24**	**26**	**27**	**32**
Bobo-Dioulasso	6	5	5	6	7	7	10	11	12	14
Ouagadougou	8	12	9	13	12	13	14	15	15	15
Fada N'Gourma									3	3
Tribunaux pour enfants	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**3**	**2**	**3**	**4**	**3**
Bobo-Dioulasso	0	1	0	0	1	2	1	1	2	2
Ouagadougou	0	0	0	0	0	1	1	2	2	1
Juges des enfants	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**4**	**1**
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	1	2	1
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Tribunaux du travail	**2**	**2**	**3**	**3**	**3**	**3**	**4**	**5**	**8**	**8**
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	1	1	1	0	3	3
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Ouagadougou	1	1	2	2	1	1	2	4	4	5
Tribunaux d'instance	**6**	**6**	**5**	**5**	**5**	**4**	**7**	**9**	**7**	**6**
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2	2	2	3	4	3
Ouagadougou	3	3	3	3	3	2	5	6	3	3
Tribunaux de commerce	**-**	**7**	**7**	**7**	**7**	**10**	10	11	12	11
Bobo-Dioulasso	-	1	1	1	1	2	2	2	3	4
Ouagadougou	-	6	6	6	6	8	8	9	9	7
Tribunaux administratifs	**2**	**1**	**1**	**2**	**3**	**5**	**6**	**6**	**5**	**5**
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	1	1	1	2	2	2
Ouagadougou	2	1	1	2	2	4	5	4	3	3
Tribunaux de grande instance	**77**	**66**	**73**	**84**	**87**	**82**	**98**	**117**	**116**	**115**
Banfora	2	2	2	2	4	4	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	8	8	8	9	9	9	11	13	15	16
Bogandé	3	3	2	1	0	1	3	3	3	3
Boromo	3	1	2	2	3	3	2	3	3	3
Dédougou	3	2	3	4	3	3	4	5	4	3
Diébougou	-	1	3	3	3	2	3	2	1	1
Diapaga	2	0	2	2	3	3	2	4	5	2
Djibo	2	2	2	2	2	3	4	5	4	3
Dori	1	1	1	2	3	3	3	3	1	2
Fada N'gourma	2	2	2	2	3	3	4	5	1	4
Gaoua	2	1	4	4	3	3	3	1	3	4
Kaya	2	2	2	1	1	1	3	4	3	3
Kongoussi	2	2	2	2	2	2	2	3	2	2
Koudougou	4	4	2	3	7	4	6	7	7	7
Koupéla									2	2
Léo	2	2	2	2	3	3	3	3	4	2
Manga	2	2	2	1	2	0	3	3	3	3
Nouna	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2
Orodara	2	2	2	3	3	3	4	3	3	3
Ouagadougou	18	13	16	23	19	19	20	26	31	34
Ouahigouya	4	3	3	2	2	2	3	5	3	2
Tenkodogo	3	2	3	5	4	2	5	6	6	5
Tougan	2	2	2	2	2	3	2	2	1	2
Yako	3	3	2	2	2	1	0	2	2	1
Ziniaré	3	4	2	3	3	3	3	4	4	3
Ensemble	**101**	**101**	**104**	**120**	**125**	**127**	**151**	**179**	**181**	**181**

Concepts

- **Le Secrétaire des greffes et parquets.**

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II.18 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**137**	**125**	**117**	**141**	**145**	**144**	**123**	**113**	**109**	**134**
Sexe										
Hommes	90	77	71	89	92	91	72	65	65	82
Femmes	47	48	46	52	53	53	51	48	44	52
Ancienneté										
Moins de 5 ans	78	53	27	33	27	26	24	21	20	58
5 à 9 ans	24	43	59	67	74	63	33	30	25	22
10 à 14 ans	6	9	2	8	11	21	33	33	20	23
15 à 19 ans	5	4	1	4	4	5	5	4	7	10
20 à 24 ans	14	6	17	15	12	11	1	1	1	1
25 ans et plus	10	10	11	14	17	18	27	24	30	20
Position										
Chancellerie	11	11	9	15	12	9	13	10	8	5
Juridictions (y compris les hautes cours)	124	112	106	116	98	82	79	86	90	98
Disponibilité	0	0	1	1	0	2	0	0	1	1
Mise à disposition	2	2	1	2	1	1	1	0	6	0
Détachement	-	-	-	1	2	0	0	0	1	1
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	6	32	50	30	17	20	29

	Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**124**	**112**	**106**	**116**	**98**	**82**	**79**	**86**	**90**	**98**
Cour de cassation	2	2	2	0	2	3	3	3	6	5
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Conseil d'État	2	2	2	2	1	1	1	3	5	5
Cour des comptes	0	0	1	2	3	5	5	4	3	3
Cours d'appel	18	17	13	13	12	7	7	6	7	10
Tribunaux d'instance	3	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Tribunaux de grande instance	78	68	68	78	64	56	53	59	58	63
Tribunaux du travail	7	4	5	5	4	3	3	3	3	2
Juges des enfants	2	2	1	1	1	1	1	0	1	0
Tribunaux pour enfants	4	4	4	4	2	0	1	2	1	2
Tribunaux administratifs	7	7	5	5	6	3	2	3	4	5
Tribunaux de commerce	-	5	4	5	3	3	3	3	2	2

Source : DRH

Tableau II.19 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cours d'appel	**18**	**17**	**13**	**13**	**12**	**7**	**7**	**6**	**9**	**10**
Bobo-Dioulasso	10	11	8	8	7	4	4	4	4	3
Ouagadougou	8	6	5	5	5	3	3	2	1	3
Fada N'Gourma									4	4
Tribunaux pour enfants	**4**	**4**	**4**	**4**	**2**	**0**	**1**	**2**	**1**	**2**
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	1	0	0	1	0	0
Ouagadougou	2	2	2	2	1	0	1	1	1	2
Juges des enfants	**2**	**2**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**0**	**1**	**0**
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Ouagadougou	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0
Tribunaux du travail	**7**	**4**	**5**	**5**	**4**	**3**	**3**	**3**	**3**	**2**
Bobo-Dioulasso	3	2	2	2	1	1	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	2	3	3	3	2	2	2	2	1
Tribunaux d'instance	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**
Bobo-Dioulasso	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Tribunaux de commerce	**-**	**5**	**4**	**4**	**3**	**3**	**3**	**3**	**2**	**2**
Bobo-Dioulasso	-	2	2	2	1	1	0	1	1	1
Ouagadougou	-	3	2	2	2	2	3	2	1	1
Tribunaux administratifs	**7**	**7**	**5**	**5**	**6**	**3**	**2**	**4**	**4**	**5**
Bobo-Dioulasso	2	2	1	1	1	1	1	2	2	2
Ouagadougou	5	5	4	4	5	2	1	2	2	3
Tribunaux de grande instance	**78**	**68**	**68**	**78**	**64**	**56**	**53**	**59**	**56**	**63**
Banfora	5	4	5	5	3	3	4	4	3	1
Bobo-Dioulasso	6	7	7	8	6	5	4	4	4	4
Bogandé	3	3	2	1	1	1	1	1	0	0
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Dédougou	2	2	0	0	0	0	1	2	3	3
Diébougou	-	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Diapaga	3	2	1	2	2	2	2	0	1	2
Djibo	2	2	2	2	2	2	1	1	1	2
Dori	3	0	1	1	1	1	2	3	3	4
Fada N'gourma	3	2	2	3	2	2	1	2	1	1
Gaoua	3	2	1	2	2	1	1	1	1	1
Kaya	4	4	3	3	2	2	2	2	1	1
Kongoussi	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
Koudougou	5	5	5	5	2	2	2	2	3	2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3
Léo	2	3	4	4	3	2	2	1	1	1
Manga	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Nouna	2	2	2	2	2	1	1	1	2	2
Orodara	2	2	2	2	2	1	1	2	1	1
Ouagadougou	18	16	16	19	19	18	14	16	13	13
Ouahigouya	0	0	1	2	2	2	2	2	3	3
Tenkodogo	5	3	3	4	3	3	2	2	2	3
Tougan	3	2	2	3	2	1	2	1	1	4
Yako	2	2	2	3	2	2	3	4	3	3
Ziniaré	2	1	3	3	3	2	2	3	3	3
Ensemble	**119**	**107**	**100**	**110**	**92**	**73**	**70**	**77**	**76**	**85**

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des d'inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire

Tableau II.20 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**802**	**1 371**	**1 472**	**1 638**	**1 730**	**1 846**	**2 030**	**2 032**	**2 113**
Sexe									
Hommes	723	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789
Femmes	79	135	161	212	237	255	300	299	324

Source : DRH

Tableau II.21 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**622**	**622**	**800**	**1 006**	**1 183**	**1 215**	**1 324**	**1 410**	**1 485**	**1 444**
CPA de Baporo	20	16	20	26	33	34	37	28	24	25
Centre pour mineurs de Laye	9	12	12	16	8	9	11	10	12	15
CERMICOL									20	18
Maisons d'arrêt et de correction	**593**	**594**	**768**	**964**	**1 142**	**1 172**	**1 276**	**1 372**	**1 429**	**1 386**
Banfora	17	19	28	34	40	37	39	44	46	53
Bobo-Dioulasso	65	69	88	102	126	122	136	140	141	125
Bogandé	18	17	22	26	33	35	37	40	46	45
Boromo	22	21	24	33	31	33	34	38	40	39
Dédougou	23	23	35	38	39	39	42	46	53	49
Diapaga	16	14	21	28	38	37	39	39	34	36
Diébougou	-	13	14	19	26	28	32	34	38	35
Djibo	14	13	19	23	35	29	29	28	57	51
Dori	20	22	31	37	35	35	39	39	39	34
Fada N'gourma	18	18	28	34	35	36	42	45	46	39
Gaoua	19	15	25	31	36	37	35	39	38	41
Kaya	21	27	38	41	38	41	40	46	45	41
Kongoussi	23	19	23	26	30	25	28	28	33	32
Koudougou	24	27	37	44	42	41	50	58	54	54
Koupéla									23	32
Léo	18	16	20	25	35	32	33	38	35	36
Manga	18	15	16	19	32	30	36	38	36	34
Nouna	11	14	15	19	32	30	31	36	37	40
Orodara	13	19	20	28	31	30	30	31	35	33
Ouagadougou (MACO)	140	119	154	214	198	290	228	231	226	220
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	101	127	122	125
Ouahigouya	27	26	35	40	84	43	56	51	50	43
Tenkodogo	24	23	30	38	41	44	40	51	50	48
Tougan	16	18	18	24	46	29	30	30	32	32
Yako	10	12	12	19	32	29	26	30	32	33
Ziniaré	16	15	15	22	27	40	43	45	41	36

- Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

- Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

- Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

- Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II.22 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**40**	**41**	**65**	**66**	**66**	**71**	**95**	**98**	**102**	**97**
Sexe										
Hommes	36	37	59	60	61	66	87	90	94	89
Femmes	4	4	6	6	5	5	8	8	8	8
Ancienneté										
Moins de 5 ans	31	27	20	21	19	15	18	10	1	0
5 à 9 ans	3	7	35	35	38	36	47	44	26	23
10 à 14 ans	0	0	3	3	2	13	22	29	65	59
15 à 20 ans	6	7	7	7	0	0	1	9	10	9
20 à 25 ans	-	-	-	-	7	7	7	6	38	0
26 ans et plus										6
Position										
Chancellerie	10	12	15	16	26	23	36	35	37	33
DSP-DGGSP	6	7	10	12	19	13	24	23	24	24
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	4	5	5	4	7	10	10	9	10	13
DR GSP Ouagadougou							1	2	2	1
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	1	1	1
DR GSP Fada N'Gourma									1	1
ENP (encadreurs)	1	0	0	0	0	1	6	7	7	10
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CERMICOL									2	2
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	**25**	**21**	**22**	**26**	**29**	**28**	**27**	**31**	**31**	**27**
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3	2	2	3	2	1
Bogandé	1	1	1	0	0	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1
Diapaga	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1
Diébougou	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	0	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	3	1	1	1	1	1
Koupéla									1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Nouna	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	0	1	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	2	1	2	3	3	3	2	3	3	1
Ouagadougou (PHS)					1	2	2	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2	1	1	2	2	1
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	1	0	0	1	0	0	0	1	1	1
En mission	3	7	7	7	8	16	9	13	15	17
Mise à disposition	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus								0	0	0
Disponibilité	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0
Détachement					1	0	1	1	2	3
ENP/ENGSP (1è, 2è, 3è année prof.)	0	0	19	15	0	0	15	10	9	0

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.23 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**91**	**123**	**173**	**173**	**173**	**186**	**232**	**242**	**250**	**240**
Sexe										
Hommes	87	112	160	160	160	172	214	221	226	219
Femmes	4	11	13	13	13	14	18	21	24	21
Ancienneté										
Moins de 5 ans	48	43	40	39	31	15	24	10	115	0
5 à 9 ans	16	40	51	52	66	46	61	73	115	60
10 à 14 ans	0	0	34	34	28	77	89	78	18	101
15 à 20 ans	27	40	48	48	0	0	10	33		33
20 à 25 ans	0	0	0	0	48	48	48	48	2	00
26 ans et plus										46
Position										
Chancellerie	12	26	29	25	27	41	63	60	51	71
DSP-DGGSP	8	19	22	21	23	30	44	44	30	49
DAPRS-DGAP-DGPCS	4	5	5	3	3	2	1	1	2	1
Autres au Ministère	0	2	2	1	1	9	3	5	5	3
DR GSP Ouagadougou							7	6	7	6
DR GSP Bobo-Dioulasso							8	4	7	8
DR GSP Fada N'Gourma										4
ENP/ENGSP (encadreurs)	1	2	2	2	3	3	8	9	13	13
CPA de Baporo	3	3	3	3	4	5	5	4	3	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	0	0	1	1	1	1	2
CERMICOL									3	3
Maisons d'arrêt et de correction	**65**	**71**	**72**	**76**	**93**	**86**	**91**	**119**	**138**	**122**
Banfora	3	3	3	3	3	3	2	4	6	5
Bobo-Dioulasso	3	4	5	4	6	3	6	9	8	6
Bogandé	3	3	3	4	4	2	3	3	5	4
Boromo	3	3	3	4	4	5	4	4	5	5
Dédougou	3	3	3	3	3	3	3	3	5	5
Diapaga	3	3	3	3	2	3	3	3	3	4
Diébougou	-	3	3	3	3	3	3	4	5	4
Djibo	2	3	3	3	3	3	3	3	4	3
Dori	3	4	4	3	4	3	3	3	3	3
Fada N'gourma	3	2	2	3	4	3	4	5	5	4
Gaoua	3	3	3	3	4	3	3	4	3	4
Kaya	3	3	3	3	3	3	3	4	5	4
Kongoussi	3	2	2	3	3	3	3	3	6	6
Koudougou	3	3	3	3	3	3	4	6	7	6
Koupéla									5	4
Léo	3	2	2	2	3	4	4	5	5	4
Manga	3	3	3	3	3	3	3	5	7	6
Nouna	2	2	2	3	3	3	3	4	4	4
Orodara	2	2	2	3	3	3	3	4	4	4
Ouagadougou (MACO)	3	6	6	5	11	11	9	14	12	10
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3	3	5	7	7	5
Ouahigouya	3	1	2	3	4	3	3	4	5	5
Tenkodogo	3	2	2	3	4	3	3	5	5	5
Tougan	3	4	3	3	4	3	3	3	3	4
Yako	2	5	5	3	3	3	4	4	5	3
Ziniaré	3	2	2	3	3	4	4	6	6	5
En mission	9	20	20	32	29	28	11	11	8	10
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Suspendus						1	1	1	1	1
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Détachement	-	-	-	-	2	0	2	2	2	1
Stage	-	-	46	35	15	19	50	35	30	13

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.24 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**147**	**493**	**1 028**	**1 130**	**1 255**	**1 371**	**1 509**	**1 680**	**1 660**	**1 773**
Sexe										
Hommes	137	446	924	1 000	1 076	1 165	1 280	1 409	1 392	1 478
Femmes	10	47	104	130	179	206	229	271	268	295
Ancienneté										
Moins de 5 ans	25	302	599	697	695	790	649	558	544	510
5 à 9 ans	62	135	307	310	435	381	595	778	1073	705
10 à 14 ans	2	2	62	62	67	144	205	237	40	451
15 à 20 ans	58	54	60	61	0	0	5	55		56
21 à 25 ans	0	0	0	0	58	56	55	52	3	00
26 ans et plus										51
Position										
Chancellerie	21	66	93	106	137	199	229	281	284	359
DSP-DGGSP	14	46	74	93	116	169	200	228	236	276
DAPRS-DGAP-DGPCS	2	7	7	5	3	4	5	5	07	08
Autres au Ministère	5	13	12	8	18	26	24	29	25	27
DR GSP Ouagadougou							7	11	8	09
DR GSP Bobo-Dioulasso							1	8	6	22
DR GSP Fada N'Gourma										17
ENP/ENGSP (encadreurs)	5	5	6	8	10	11	20	29	31	45
CPA de Baporo	3	9	13	22	27	28	31	23	20	20
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	7	8	10	9	11	13
CERMICOLE										13
Maisons d'arrêt et de correction	**111**	**387**	**546**	**781**	**1 024**	**1086**	**1 152**	**1 218**	**1 257**	**1 237**
Banfora	4	14	23	27	34	33	36	39	40	47
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	112	117	128	128	130	118
Bogandé	3	8	13	18	28	32	33	36	40	40
Boromo	5	14	17	27	24	27	29	33	34	33
Dédougou	3	15	27	33	35	34	37	43	47	43
Diapaga	3	7	14	23	36	33	35	35	30	31
Diébougou	-	8	9	14	22	24	28	29	32	30
Djibo	4	7	13	18	30	25	25	24	52	47
Dori	4	12	21	31	27	29	33	33	35	30
Fada N'gourma	2	11	21	25	28	32	37	38	40	34
Gaoua	3	9	17	22	30	33	31	34	34	36
Kaya	4	20	31	31	34	37	36	41	39	36
Kongoussi	4	9	13	17	25	21	24	24	26	25
Koudougou	4	19	29	35	35	37	45	51	46	47
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	17	27
Léo	4	9	13	22	31	27	28	32	29	31
Manga	6	9	10	12	26	26	32	32	28	27
Nouna	2	6	7	12	27	26	27	31	32	35
Orodara	2	9	10	23	28	26	26	26	30	28
Ouagadougou (MACO)	24	93	128	193	176	189	215	213	211	209
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	80	80	94	118	113	118
Ouahigouya	6	17	25	31	35	73	52	46	44	37
Tenkodogo	3	12	8	29	38	40	36	44	42	42
Tougan	3	10	11	18	26	25	26	26	27	27
Yako	2	3	3	14	22	25	21	25	26	29
Ziniaré	2	12	12	17	35	35	38	37	33	30
En mission	1	18	19	21	13	62	6	12	31	27
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0	2	2	1	01
Disponibilité	1	1	0	1	1	0	0	1	4	05
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0	0	00
Suspendus						4	7	7	7	07
Stage			344	178	40	50	44	98	600	46

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.25 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**466**	**145**	**105**	**103**	**144**	**102**	**10**	**10**	**8**	**3**
Sexe										
Hommes	410	128	93	91	129	90	10	10	8	3
Femmes	56	17	12	12	15	12	0	0	0	0
Ancienneté										
Moins de 5 ans	381	134	93	90	52	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	73	5	5	5	84	93	2	2	1	1
10 à 14 ans	0	1	2	3	3	4	2	2	1	1
15 à 20 ans	12	5	5	5	0	0	1	1	2	1
21 à 25 ans	0	0	0	0	5	5	5	5	4	0
26 ans et plus									1	0
Position										
Chancellerie	54	20	20	18	10	2	2	2	3	2
DSP-DGGSP	48	16	16	12	8	1	1	2	3	2
DAPRS-DGAP-DGPCS	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Autres au Ministère	5	3	3	5	1	0	0		0	0
DR GSP Ouagadougou						0	0	0	0	0
DR GSP Bobo-Dioulasso						0	0	1	0	0
ENP/ENGSP (encadreurs)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	13	3	3	0	1	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	4	4	4	3	1	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	**271**	**116**	**128**	**81**	**39**	**6**	**6**	**4**	**4**	**0**
Banfora	9	1	1	3	2	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	46	10	10	7	5	0	0	0	1	0
Bogandé	11	5	5	4	1	0	0	0	0	0
Boromo	13	3	3	1	1	0	0	0	0	0
Dédougou	16	4	4	1	0	1	1	0	0	0
Diapaga	9	3	3	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Djibo	7	2	2	1	1	0	0	0	0	0
Dori	12	6	6	2	3	2	2	2	0	0
Fada N'gourma	12	4	4	5	2	0	0	0	0	0
Gaoua	12	2	4	5	1	0	0	0	0	0
Kaya	13	3	3	6	1	0	0	0	0	0
Kongoussi	15	7	7	5	1	0	0	0	0	0
Koudougou	16	4	4	4	1	0	0	0	0	0
Léo	10	4	4	0	0	0	0	0	0	0
Manga	8	3	3	3	2	0	0	0	0	0
Nouna	6	5	5	3	0	0	0	0	0	0
Orodara	8	7	7	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	111	19	18	14	7	2	2	1	1	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	17	7	7	6	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	17	8	19	5	3	0	0	0	1	0
Tougan	9	3	3	2	1	0	0	0	0	0
Yako	5	4	4	0	2	0	0	0	0	0
Ziniaré	10	1	1	1	1	1	1	1	1	0
En mission	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	1	0	0	1	0	0
Détachement	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Suspendus						2	2	2	1	1
ENP (1è, 2è, 3è année prof.)	-	-	-	-	92	92	0	0	0	0

Source : Direction des ressources humaines/DGGSP

Tableau II.26 : Personnel des droits humains par sexe et par position en 2017

	Conseillers en droits humains	Attachés en droits humains
Ensemble	**120**	**102**
Sexe		
Hommes	82	70
Femmes	38	32
Ancienneté		
Moins de 5 ans	41	41
5 à 9 ans	69	58
10 à 14 ans	1	0
15 à 19 ans	2	0
20 à 24 ans	5	1
25 ans et plus	2	2
Position		
Chancellerie	56	55
Directions régionales	**Conseillers en droits humains**	**Attachés en droits humains**
Boucle du Mouhoun	4	3
Cascades	3	4
Hauts Bassins	6	4
Centre-Est	4	4
Centre-Nord	8	3
Centre-Ouest	5	4
Centre-Sud	3	3
Est	5	4
Nord	3	5
Plateau-Central	4	3
Sud-Ouest	3	3
Sahel	4	3
Total	**52**	**43**
Disponibilité	2	3
Mis à disposition	4	1
Détachement	4	0
Stage	18	15
Mission onusienne	2	0

Tableau II.27 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	131	140	167	184	175	211
Femmes	45	48	49	68	72	91
Total	**176**	**188**	**216**	**252**	**247**	**302**

Source : DRH du ministère de la justice (les données de 2015 sont celles du Ministère de la Justice des droits humains et de la promotion civique).

Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes					Hommes				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**48**	**49**	**68**	**72**	**91**	**140**	**167**	**184**	**175**	**211**
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	5	6	5	6	10
Adjoints administratifs	1	1	2	1	2	1	1	2	2	1
Adjoints de secrétariat	3	4	7	7	8	1	2	3	6	4
Adjoints des services financiers	1	1	1	0	2	1	0	1	0	0
Adjoint social	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	1	2	2	2
Administrateurs civils	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Agent itinérant de santé			0	0	0		2	2	0	0
Agent spécialisé en GRH	0	0	1	1	0	1	2	0	0	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agents de bureau	8	7	8	9	9	2	3	4	4	6
Agents de liaison	7	8	6	11	17	7	14	14	22	25
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	1	1	2	2
Assistants de police	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0
Assistants des Aff. Economiques	0	0	1	1	1	4	5	3	4	3
Assistants en GRH	0	1	3	3	3	0	0	4	6	8
Attaché de direction					4					0
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	10	9	10	1	1
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	0	1	1	2	1	1	4	4	7
Chauffeurs	0	0	1	1	1	23	27	30	40	54
Comptables	0	0	1	1	1	0	0	0	0	1
Conseiller en science et technique					0					1
Conseillers en science et tech.de l'info	0	0	1	0	0	1	1	1	1	0
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	1	4	3	5	4	5
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Conseillers en GRH	0	1	2	1	1	3	4	5	8	13
Conseillers en relation publique	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	0	1	2	3	3
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	0	0	2	2	2	1	1	2	2	6
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	3	2	2	6	7
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	1	2	2
Economistes	0	0	1	1	1	0	0	1	1	1
Educateurs sociaux	7	5	6	1	1	19	19	18	2	2
Informaticiens	0	0	0	0	0	0	2	2	3	6
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	16	16	16	0	0
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	8	8	8	0	0
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Inspecteurs du trésor	1	1	1	0	1	0	0	0	0	2
Interprètes	8	8	1	8	8	19	24	14	27	25
Juristes	0	0	0	1	2	0	0	1	1	1
Moniteur d'éducation spécialisé	1	1	1	0	0	4	4	4	0	0
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprographes	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Secrétaires	2	3	8	8	8	0	0	0	0	0
Secrétaires dactylo	2	2	2	0	1	0	0	0	0	0
Secrétaires de Direction	0	1	5	7	11	0	0	0	0	0
Secrétaires sténo dactylo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologues	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0
Standardistes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Archivistes	0	0	0	0	1	1	0	1	3	7
Aide social	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Gardien	0	0	0	0	0	0	0	9	9	9

Concepts

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régis par le règlement N°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi 16 – 2000/AN du 23 mai2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par la loi 054/2017du 05 décembre 2017portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau II.29 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice							Avocats (Année judiciaire)						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	**34**	**33**	**33**	**29**	**29**	**27**	**27**	**139**	**157**	**156**	**168**	**164**	**174**	**181**
Sexe														
Hommes	28	27	27	24	24	22	22	111	126	125	135	132	139	146
Femmes	6	6	6	5	5	5	5	28	31	31	33	32	35	35
Ancienneté														
Moins de 5 ans	5	5	5	5	0	0	0	26	26	28	31	31	38	44
5 à 9 ans	0	0	0	0	5	5	5	28	29	32	38	38	23	23
10 à 14 ans	13	12	12	0	0	0	0	35	18	19	16	15	21	20
15 à 19 ans	15	15	15	13	14	13	13	38	68	61	57	54	31	32
20 à 24 ans	0	0	0	11	10	9	9	5	7	7	16	16	50	51
25 ans et plus	1	1	1	0	0	0	0	7	9	9	10	10	11	11
Ville de résidence														
Bobo-Dioulasso	7	7	7	6	6	5	5	13	13	13	13	13	10	10
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	21	20	20	18	18	17	17	126	144	143	155	151	164	171
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Fada	1	1	1	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats de années judiciaires.

Tableau II.30 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble	**8**	**8**	**13**	**13**	**13**	**17**	**17**	**18**	**18**
Sexe									
Hommes	5	5	9	9	9	10	10	10	10
Femmes	3	3	4	4	4	7	7	8	8
Ancienneté									
Moins de 5 ans	0	0	5	5	5	9	4	5	5
5 à 9 ans	1	1	1	1	1	0	5	5	5
10 à 14 ans	7	7	7	7	7	1	1	1	1
15 ans et plus						7	7	7	7
Lieu de résidence									
Bobo-Dioulasso	2	2	4	4	4	3	3	3	3
Ouagadougou	6	6	9	9	9	14	14	15	15

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III Activités des juridictions de l’ordre judiciaire

III.1 Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audiencier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose:

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers
- du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- d'avocats généraux
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre.

Elle comprend quatre chambres :

- une chambre civile ;
- une chambre commerciale ;
- une chambre sociale ;
- une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central

Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**155**	**183**	**158**	**169**	**206**	**236**	**225**	**167**	**231**	**263**
Chambre civile	57	59	56	60	75	82	77	53	64	83
Chambre commerciale	30	23	22	26	37	36	29	29	28	47
Chambre sociale	38	53	46	34	54	57	61	33	49	46
Chambre criminelle	19	27	8	33	15	22	24	30	50	47
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	2	2	1	3	5	0	4	2
Juridiction du 1er Président	11	21	24	14	24	36	29	22	36	38

Nature de la décision rendue										
Ensemble	**132**	**145**	**122**	**102**	**159**	**152**	**138**	**108**	**161**	**184**
Avant dire droit	0	11	16	2	2	4	0	1	0	0
Cassation	21	21	14	15	17	13	15	19	14	18
dont annulation et renvoi	12	11	7	10	13	11	*8*	9	11	17
Rejet	49	21	30	34	46	49	41	17	37	44
Incompétence	nd	nd	nd	nd	nd	4	5	10	5	2
Irrecevabilité	44	69	52	27	64	72	58	45	90	81
Désistement	11	3	5	3	14	8	7	5	7	13
Autres décisions	7	20	5	21	16	2	12	21	8	26

Décisions rédigées										
Ensemble	**115**	**117**	**100**	**108**	**130**	**125**	**105**	**117**	**106**	**157**

Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	total
	2015	**13**	**2**	**8**	**8**	**5**	**10**	**47**	**93**
Ensemble	**2016**	**11**	**2**	**9**	**10**	**12**	**9**	**108**	**161**
	2017	**4**	**3**	**11**	**6**	**26**	**45**	**89**	**184**
	2015	0	0	2	5	4	7	35	**53**
Chambre civile	2016	4	0	4	8	3	5	34	**58**
	2017	2	3	3	4	16	25	47	**100**
	2015	0	0	2	0	1	1	0	**4**
Chambre commerciale	2016	0	2	1	2	6	2	18	**31**
	2017	0	0	1	0	4	3	10	**18**
	2015	0	0	0	2	0	2	5	**9**
Chambre sociale	2016	0	0	0	0	3	0	51	**54**
	2017	0	0	5	2	5	13	22	**47**
	2015	13	2	4	1	0	0	3	**23**
Chambre criminelle	2016	7	0	4	0	0	2	4	**17**
	2017	2	0	2	0	0	4	10	**18**
	2015	0	0	0	0	0	0	4	**4**
Chambres mixtes et Chambres réunies	2016	0	0	0	0	0	0	1	**1**
	2017	0	0	0	0	1	0	0	**1**

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**119**	**113**	**65**	**133**	**147**	**139**	**115**	**141**	**225**	**347**
Chambre civile	51	56	23	57	72	58	61	63	88	131
Chambre commerciale	14	31	13	19	25	29	9	12	32	41
Chambre sociale	18	12	12	38	37	41	38	17	75	119
Chambre criminelle	32	14	16	18	10	10	6	47	29	52
Chambres mixtes et Chambres réunies	4	0	1	1	3	1	1	2	1	4

Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**146**	**113**	**76**	**133**	**137**	**128**	**96**	**57**	**179**	**243**
Chambre civile	43	52	28	57	58	43	57	22	87	94
Chambre commerciale	27	19	18	19	19	26	14	12	23	26
Chambre sociale	32	14	11	38	47	47	19	9	57	88
Chambre criminelle	41	23	19	18	10	11	6	13	11	34
Chambres mixtes et Chambres réunies	3	5	0	1	3	1	0	1	1	1

III.2 Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1er degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1er degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau III.5 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/Tribunal de commerce	889	961	615	542	939	1 190	819	892	862	1 008
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	304	303
Tribunal du travail	252	230	230	281	67	181	319	319	401	522
Tribunal d'instance	25	30	42	37	45	69	31	19	39	21
Saisine directe	34	54	110	30	56	172	38	35	35	361
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	19	30
Ensemble	**1 200**	**1 275**	**997**	**890**	**1 107**	**1 612**	**1 207**	**1 265**	**1 660**	**2 245**

Décisions rendues selon la compétence	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Chambres civile et commerciale	263	267	365	327	345	398	334	191	389	371
Chambre sociale	154	250	194	178	278	285	339	206	298	433
Chambre correctionnelle	110	128	145	172	273	278	400	207	314	402
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Juridiction du 1er Président	215	218	240	199	287	272	274	267	353	501
Référés	*188*	193	221	178	267	244	260	259	333	477
Contestations d'honoraire	*7*	10	5	7	8	4	6	7	14	24
Ordonnances de taxation	*13*	14	14	13	6	15	3	0	0	0
Sentences arbitrales	*7*	1	0	1	6	9	5	1	6	0
Ensemble	**742**	**863**	**944**	**876**	**1 183**	**1 233**	**1 347**	**871**	**1 372**	**1 707**

Nature de la décision rendue	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Avant dire droit	16	23	22	56	87	115	156	69	46	55
Décisions sur le fond	525	633	744	589	821	826	915	629	1 019	1 123
Confirmations	310	*444*	448	390	554	564	589	401	614	718
Infirmations	*215*	*189*	*296*	199	267	262	*326*	*228*	*405*	*405*
Reformations	*109*	*121*	173	155	175	192	250	177	238	313
Annulations	*39*	*68*	45	44	92	70	76	39	167	92
Autres	*67*	*0*	78	0	0	0	0	12	0	0
Autres décisions	192	169	174	228	270	273	*276*	*168*	*285*	*389*
Désistement	*54*	*50*	*62*	*83*	*104*	96	64	84	124	157
Incompétence	0	5	0	2	17	10	9	16	14	22
Irrecevabilité	*63*	*42*	*59*	*59*	*89*	115	103	53	105	169
Autres décisions	*75*	*77*	*53*	*86*	*77*	62	100	31	42	41
Radiations	9	38	4	3	5	19	9	5	22	140
Ensemble	**742**	**863**	**944**	**876**	**1 183**	**1 233**	**1 347**	**871**	**1 372**	**1 707**

Décisions rédigées	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**480**	**717**	**588**	**543**	**910**	**983**	**851**	**846**	**1 096**	**1 153**

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 200**	**1 275**	**997**	**890**	**1 107**	**1 612**	**1 207**	**1 265**	**1 660**	**2 245**
Bobo-Dioulasso	445	425	345	243	349	513	274	414	342	551
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64
Ouagadougou	755	850	652	647	758	1 099	933	851	1 318	1 630

Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2008	2009	2010*	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016	2017
Ensemble	**889**	**961**	**615**	**542**	**939**	**1 190**	**819**	**892**	**862**	**1 008**
Bobo-Dioulasso	347	327	241	158	273	334	200	320	170	353
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64
Ouagadougou	542	634	374	384	666	856	619	572	692	591

*Les données de 2010 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**742**	**863**	**944**	**876**	**1 183**	**1 233**	**1 235**	**871**	**1 372**	**1 707**
Bobo-Dioulasso	292	280	292	282	374	282	216	113	290	604
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Ouagadougou	450	583	652	594	809	951	1 019	758	1 082	1 066

Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**525**	**633**	**744**	**589**	**821**	**826**	**842**	**629**	**1 019**	**1 123**
Bobo-Dioulasso	211	188	217	188	258	180	169	85	179	382
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Ouagadougou	314	445	527	401	563	646	673	544	840	721

Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**215**	**218**	**240**	**199**	**287**	**272**	**274**	**267**	**353**	**501**
Bobo-Dioulasso	75	65	97	78	93	70	49	80	106	196
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouagadougou	140	153	143	121	194	202	225	187	247	305

Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**480**	**717**	**588**	**543**	**910**	**983**	**851**	**846**	**1 096**	**1 153**
Bobo-Dioulasso	204	221	135	150	202	116	70	169	324	414
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23
Ouagadougou	276	496	453	393	708	867	781	677	772	716

Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contraventions	12	2	1	4	4	5	49	2	14	12
Délits	192	181	115	143	226	315	242	392	332	470
Crimes	322	410	255	383	355	314	143	245	146	339
Ensemble	**526**	**593**	**371**	**530**	**585**	**634**	**434**	**639**	**492**	**821**

Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**526**	**593**	**371**	**530**	**585**	**634**	**434**	**639**	**492**	**821**
Tribunal de grande instance	518	591	370	526	581	629	428	639	491	778
Tribunal d'instance	8	2	1	4	4	5	6	0	1	2
Tribunal de Commerce										0
Autres										41

Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**526**	**593**	**371**	**530**	**585**	**634**	**434**	**639**	**719**	**997**
Bobo-Dioulasso	255	350	183	228	278	293	79	201	99	184
Fada N'Gourma										114
Ouagadougou	271	243	188	302	307	341	355	438	620	699

Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**85**	**268**	**83**	**207**	**97**	**233**	**129**	**20**	**161**	**313**
Bobo-Dioulasso	85	47	83	59	59	168	108	0	64	137
Fada N'Gourma										20
Ouagadougou	0	221	0	148	38	65	21	20	97	156

Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**377**	**396**	**588**	**642**	**519**	**938**	**434**	**639**	**492**	**759**
Chambres correctionnelles	128	177	166	240	228	363	293	394	346	445
Chambres d'accusation	249	219	422	402	291	575	141	245	146	314

Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**234**	**188**	**260**	**153**	**168**	**205**	**222**	**110**	**399**	**562**
Avant dire droit	57	39	50	17	36	35	3	0	2	4
Renvoi en chambre criminelle	163	129	183	126	97	94	129	60	239	270
Renvoi en chambre correctionnelle	5	0	8	6	5	1	1	2	0	113
Non-lieu			3	1	3	5	3	3	1	5
Autres décisions	9	20	16	3	27	70	86	45	157	170

Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**234**	**188**	**260**	**153**	**168**	**205**	**222**	**110**	**399**	**562**
Bobo-Dioulasso	101	84	121	72	87	91	175	67	120	269
Fada N'Gourma										0
Ouagadougou	133	104	139	81	81	114	47	43	279	293

Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**111**	**414**	**201**	**167**	**123**	**99**	**54**	**39**	**52**	**35**
Contradictoire	59	205	72	51	36	37	23	23	17	26
Contumace	36	184	92	82	82	62	29	16	35	9
Autres décisions	16	25	37	34	5	0	2	0	0	0

Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**111**	**414**	**201**	**167**	**123**	**99**	**54**	**39**	**52**	**35**
Bobo-Dioulasso	69	238	120	47	8	99	35	21	52	15
Fada N'Gourma										20
Ouagadougou	42	176	81	120	115	0	19	18	0	0

Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 6 mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
Ensemble	**2013**	**158**	**315**	**276**	**138**	**887**
	2014	**237**	**259**	**286**	**109**	**891**
	2015	**399**	**109**	**55**	**41**	**604**
	2016	**249**	**288**	**256**	**244**	**1 037**
	2017	**277**	**382**	**417**	**232**	**1 308**
Civiles	2013	78	78	72	58	286
	2014	50	67	69	42	228
	2015	114	36	0	3	153
	2016	79	76	77	78	310
	2017	92	63	58	67	280
Commerciales	2013	0	35	43	30	108
	2014	10	26	16	18	70
	2015	28	5	2	3	38
	2016	6	17	34	32	89
	2017	13	45	53	34	145
Sociales	2013	24	109	122	33	288
	2014	12	88	161	17	278
	2015	111	40	36	19	206
	2016	30	83	77	73	263
	2017	54	174	128	61	417
Correctionnelles	2013	56	93	39	17	205
	2014	165	78	40	32	315
	2015	146	28	17	16	207
	2016	134	112	68	61	375
	2017	118	100	178	70	466

III.3 Tribunaux de grande instance

III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires civiles et commerciales	3 935	5153	6494	6747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319
dont divorce	-	-	-	-	357	125	314	312	400	390
Référés	704	861	1088	693	791	764	795	643	838	727
Ensemble	**4639**	**6014**	**7582**	**7440**	**7629**	**9 918**	**10 423**	**9 857**	**13 739**	**14 046**

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Injonctions de payer	846	491	887	166	261	260	309	463	251	135
Saisie des biens	435	131	858	746	269	520	555	302	113	234
Familiales	7 590	5 874	7 819	6 210	5 864	8 095	7 528	7 797	7 195	7 707
Etat civil	4 860	4 297	6 296	8 521	11 164	10 478	13 974	11 140	13 817	15 982
Autres	2 260	1 048	2 293	2 034	3 715	3 524	3 234	2 662	4 442	6 091
Ensemble	**15 991**	**11 841**	**18 153**	**17 677**	**21 273**	**22 877**	**25 600**	**22 364**	**25 818**	**30 149**

Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**3 935**	**5 153**	**6 494**	**6 747**	**6 838**	**9 154**	**9 628**	**9 214**	**12 901**	**13 319**
Banfora	93	91	74	141	34	196	212	204	318	174
Bobo-Dioulasso	317	615	1 009	811	904	1 215	1 086	785	1 256	1 266
Bogandé	42	58	76	64	67	62	68	115	118	93
Boromo	80	0	124	133	134	180	149	177	337	233
Dédougou	121	117	150	151	159	182	208	184	191	206
Diapaga	31	36	117	76	121	79	54	87	76	93
Diébougou	-	-	107	111	215	211	355	299	237	329
Djibo	-	55	113	78	70	88	102	121	191	198
Dori	86	135	175	182	144	158	201	263	223	93
Fada N'gourma	86	95	177	159	220	219	295	503	519	473
Gaoua	77	131	170	134	137	138	203	214	371	305
Kaya	182	205	291	274	260	291	356	309	336	392
Kongoussi	90	95	169	90	81	89	73	98	195	253
Koudougou	219	352	696	523	1 325	1 349	1 091	992	1 072	1 482
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	49	524
Léo	28	116	172	134	153	119	149	99	168	317
Manga	194	222	350	369	315	245	280	323	287	343
Nouna	-	23	74	73	87	87	127	123	127	151
Orodara	-	19	78	66	111	91	72	85	212	135
Ouagadougou	1 549	2 009	1 082	2 010	1 031	2 735	2 763	2 529	4 160	3 007
Ouahigouya	92	122	158	172	154	173	205	278	242	405
Tenkodogo	290	261	374	398	493	507	705	634	874	974
Tougan	97	78	141	145	115	115	154	153	340	729
Yako	95	124	275	215	295	265	345	298	456	504
Ziniaré	166	194	342	238	213	360	375	341	546	640

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**15 991**	**11 837**	**18 153**	**17 677**	**21 273**	**22877**	**25 602**	**22 364**	**25 818**	**30 149**
Banfora	377	296	516	434	508	733	624	1 079	1 510	845
Bobo-Dioulasso	2 870	1 740	2 004	1 911	2 204	2 199	2 381	2 526	3 368	2 922
Bogandé	200	112	138	212	183	303	215	241	239	215
Boromo	152	262	337	478	390	324	314	311	515	1 174
Dédougou	830	410	429	462	511	712	672	602	712	1 082
Diapaga	140	172	200	217	145	233	152	155	118	214
Diébougou	-	-	299	230	589	438	239	510	374	809
Djibo	-	44	64	53	145	205	217	266	119	167
Dori	85	140	139	230	183	311	116	95	97	96
Fada N'gourma	223	539	303	479	661	701	807	454	393	547
Gaoua	375	454	330	401	484	238	442	694	407	433
Kaya	280	385	319	500	612	367	316	432	1 293	1 197
Kongoussi	211	182	211	221	256	328	307	378	256	255
Koudougou	487	707	570	1 227	1 845	521	2 145	1340	1 295	1 514
Koupéla									75	577
Léo	61	215	107	96	266	383	570	401	688	965
Manga	190	246	250	626	285	330	801	943	716	677
Nouna	-	71	140	163	192	191	188	212	194	138
Orodara	-	62	101	202	254	159	204	273	296	524
Ouagadougou	7 703	3 212	9 225	7 011	8 383	11 902	11 473	8 060	8 951	12 303
Ouahigouya	413	548	494	472	910	513	867	1 266	1 465	656
Tenkodogo	792	1055	876	794	1 225	325	1 215	847	944	1 156
Tougan	259	376	371	479	250	497	671	517	689	586
Yako	170	193	467	423	508	295	319	449	527	487
Ziniaré	173	416	263	356	284	669	347	313	577	610

Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**846**	**491**	**887**	**166**	**261**	**260**	**351**	**463**	**251**	**135**
Banfora	11	14	5	2	38	4	19	14	5	0
Bobo-Dioulasso	115	141	241	25	33	34	70	19	0	18
Bogandé	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	0	8	1	6	23	33	19	0	10	1
Dédougou	13	2	12	4	5	5	0	2	4	1
Diapaga	0	1	0	0	0	0	0	6	2	0
Diébougou	-	-	1	2	0	0	0	1	3	0
Djibo	-	3	1	2	2	1	15	0	0	11
Dori	1	25	23	0	1	2	9	14	13	0
Fada N'gourma	4	3	2	0	0	0	0	1	0	1
Gaoua	0	1	1	0	1	1	2	0	2	1
Kaya	5	4	29	9	7	9	2	0	0	0
Kongoussi	5	1	2	0	3	8	0	0	2	6
Koudougou	18	11	23	7	3	2	45	18	39	13
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Léo	1	1	0	0	0	1	0	4	0	1
Manga	12	0	13	12	2	2	1	11	0	0
Nouna	-	0	3	0	0	0	0	0	1	0
Orodara	-	2	13	1	0	0	3	16	5	8
Ouagadougou	629	248	491	87	125	138	147	344	138	71
Ouahigouya	12	15	10	8	12	15	10	7	17	3
Tenkodogo	18	10	13	0	0	2	3	1	4	0
Tougan	0	0	0	1	1	1	5	2	0	0
Yako	1	0	1	0	2	0	0	2	0	0
Ziniaré	1	1	0	0	3	2	1	0	5	0

Concepts

Acceptation: Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016	2 017
Affaires civiles	3363	4179	4968	5715	5 713	7 852	8 287	7 027	10 062	11 448
dont divorce	-	-	-	-	*312*	*315*	*339*	*248*	*400*	*324*
Affaires commerciales	279	388	252	26	5	17	6	9	20	22
Référés	621	684	774	609	631	706	622	517	736	718
Ensemble	**4 263**	**5 251**	**5 994**	**6 350**	**6 349**	**8 575**	**8 915**	**7 553**	**10 818**	**12 188**

Ordonnances rendues	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Injonctions de payer	829	576	434	573	65	157	232	240	202	65
Saisie des biens	273	312	120	460	338	306	339	261	294	48
Familiales	9 108	8 237	5 507	6 376	5 144	6 298	5 218	5 499	5 314	5 592
Etat civil	1 898	2 633	2 682	2 794	3 194	3 664	3 946	6 051	5 161	8 360
Autres	1 240	2 443	1 041	1 914	2 330	1 645	1 019	1 197	2 498	7 012
Ensemble	**13 348**	**14 201**	**9 784**	**12 117**	**11 071**	**12 070**	**10 754**	**13 248**	**13 469**	**21 077**

Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)										
Ensemble	**4 308**	**5 314**	**6 108**	**6 608**	**6 351**	**8 575**	**8 915**	**7 553**	**11 498**	**12 816**
Avant dire droit	75	101	96	86	65	75	126	111	97	103
Décisions sur le fond	3 920	4 751	5 499	5 917	5 618	7 459	8 141	7 029	10 333	11 628
Acceptation	*3 605*	*4 239*	*5 082*	*5 620*	*5 273*	*6 938*	*7 724*	*6 669*	*9 736*	*11 050*
Rejet	*315*	*512*	*417*	*297*	*345*	*521*	*418*	*360*	*597*	*578*
Autres décisions	313	462	513	605	668	1041	648	302	377	457
Incompétence	*124*	*231*	*156*	*179*	*187*	*231*	*166*	*157*	*214*	*187*
Irrecevabilité	*97*	*113*	*138*	*96*	*93*	*76*	*98*	*88*	*84*	*149*
Désistement	*47*	*55*	*108*	*72*	*64*	*51*	*79*	*57*	*79*	*121*
Radiations	45	63	111	258	324	683	305	111	691	628

Opposition aux décisions rendues										
Affaires civiles	50	ND	9	14	2	12	13	11	17	4
Affaires commerciales	144	ND	36	0	0	1	0	0	0	1
Ensemble	**194**	ND	**45**	**14**	**2**	**13**	**13**	**11**	**17**	**5**

Type de décisions*	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contradictoire	4 201	5 120	5 725	6 245	5 919	7 692	8 310	7 214	10 634	11 923
Réputé contradictoire	32	72	220	39	45	55	80	47	100	106
Par défaut	30	59	49	66	61	145	220	181	84	159
Ensemble	**4 263**	**5 251**	**5 994**	**6 350**	**6 025**	**7 892**	**8 610**	**7 442**	**10 818**	**12 188**

Décisions rédigées (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)										
Ensemble	**2 507**	**3 644**	**5 328**	**5 891**	**5 517**	**5 540**	**6 248**	**6 498**	**8 345**	**11 274**

* A partir de 2008, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

Tableau III.27 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4 233**	**5 213**	**6 012**	**6 521**	**6 286**	**8 500**	**8 789**	**7 442**	**11 347**	**12 713**
Banfora	98	129	140	131	126	205	200	211	279	236
Bobo-Dioulasso	586	697	1 006	812	941	1 072	1 044	540	1 210	1 233
Bogandé	35	63	79	58	71	60	66	106	120	80
Boromo	83	65	125	117	112	175	149	156	298	223
Dédougou	112	97	131	143	154	176	173	139	200	165
Diapaga	28	30	95	77	110	67	41	72	68	84
Diébougou	-	-	77	115	165	170	205	172	311	347
Djibo	-	34	122	84	64	78	90	116	191	198
Dori	68	107	138	147	128	122	165	145	144	131
Fada N'gourma	84	103	170	142	194	184	233	373	451	400
Gaoua	84	113	179	141	136	145	204	224	354	282
Kaya	172	194	264	265	267	299	352	306	313	366
Kongoussi	86	85	172	83	71	83	74	67	205	236
Koudougou	262	301	466	680	1115	1287	1 140	703	993	1 416
Koupéla									38	445
Léo	23	109	167	126	168	95	124	78	142	305
Manga	154	189	274	247	275	285	258	325	286	328
Nouna	-	15	71	74	68	71	133	88	112	130
Orodara	-	16	58	64	91	99	56	69	160	113
Ouagadougou	1 669	2109	1264	1976	927	2610	2 567	2098	3 385	3 064
Ouahigouya	97	119	12	140	162	152	219	264	209	356
Tenkodogo	250	251	319	288	420	470	500	488	599	812
Tougan	86	76	140	122	79	82	119	125	346	748
Yako	90	125	235	231	256	236	322	279	442	427
Ziniaré	166	186	308	258	186	277	355	298	491	588

Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**3 920**	**4 751**	**5 499**	**5 916**	**5 618**	**7 459**	**8 378**	**7 014**	**9 890**	**12 085**
Banfora	94	117	134	128	120	198	177	203	260	236
Bobo-Dioulasso	524	620	910	631	826	1 000	1 206	487	1 065	1 103
Bogandé	33	62	79	57	70	59	65	106	118	80
Boromo	83	59	123	113	102	173	147	153	265	210
Dédougou	108	89	127	135	141	173	171	137	166	165
Diapaga	28	29	92	70	89	67	41	67	66	84
Diébougou	-	-	77	112	158	167	198	166	221	325
Djibo	-	33	121	84	63	78	90	112	183	198
Dori	66	106	131	145	126	117	155	139	139	131
Fada N'gourma	83	102	164	136	190	179	227	352	446	382
Gaoua	81	112	178	122	135	141	200	221	346	259
Kaya	156	188	261	265	252	293	332	297	294	365
Kongoussi	84	80	171	82	67	79	70	64	193	236
Koudougou	245	282	426	511	890	791	869	640	895	1 314
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	38	421
Léo	21	101	155	112	149	89	123	75	125	297
Manga	154	181	260	229	261	282	257	316	283	309
Nouna	-	15	64	67	65	65	127	84	111	130
Orodara	-	15	57	56	85	91	45	63	150	95
Ouagadougou	1 486	1839	992	1860	822	2314	2 435	1982	2963	2 858
Ouahigouya	94	111	10	133	154	152	213	240	206	356
Tenkodogo	246	224	288	273	344	382	475	447	590	812
Tougan	83	76	139	122	76	80	107	125	334	748
Yako	85	124	233	219	253	228	316	269	433	427
Ziniaré	166	186	307	254	180	261	332	269	443	544

Tableau III.29 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**3 507**	**3 644**	**5 416**	**5 891**	**5 517**	**5 304**	**7 437**	**6 498**	**9 217**	**11 274**
Banfora	88	136	146	135	84	103	197	171	247	202
Bobo-Dioulasso	478	620	649	702	928	978	956	449	903	955
Bogandé	33	63	79	54	71	61	65	107	96	80
Boromo	83	0	117	107	88	165	142	151	259	210
Dédougou	102	80	103	143	141	163	157	139	162	153
Diapaga	28	30	81	70	110	67	40	70	66	77
Diébougou	-	-	72	114	165	107	89	150	169	318
Djibo	-	34	115	90	66	71	85	104	186	184
Dori	64	107	123	133	115	0	119	118	122	111
Fada N'gourma	79	91	152	114	171	142	130	303	448	395
Gaoua	44	113	69	138	107	147	202	170	334	236
Kaya	173	134	204	255	231	212	303	234	224	339
Kongoussi	79	76	161	58	62	78	70	63	176	236
Koudougou	216	273	438	531	839	839	833	606	870	1 029
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	38	420
Léo	23	106	163	113	153	94	122	70	132	288
Manga	139	56	242	281	275	248	210	280	282	291
Nouna	-	15	71	74	73	68	133	84	113	128
Orodara	-	16	65	66	90	84	52	65	222	113
Ouagadougou	1 192	979	1686	1746	770	655	2 262	1811	2147	2 704
Ouahigouya	97	121	nd	149	145	142	204	267	164	345
Tenkodogo	247	208	213	237	306	300	486	423	604	804
Tougan	86	76	145	122	71	81	71	105	337	743
Yako	90	125	nd	221	272	232	276	260	427	408
Ziniaré	166	185	322	238	184	267	233	298	489	505

Tableau III.30 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**14 201**	**9 784**	**12 117**	**11 071**	**12 070**	**10 754**	**13 248**	**13 469**	**21 077**	**18 907**
Banfora	377	296	467	505	469	626	595	662	884	845
Bobo-Dioulasso	2 200	1 699	3 276	2 357	1 738	1 420	2 143	841	1 763	2 510
Bogandé	154	82	180	124	106	204	136	203	175	175
Boromo	152	162	204	397	242	277	235	254	467	723
Dédougou	729	410	369	298	421	0	538	367	638	783
Diapaga	149	165	152	132	116	52	48	77	113	168
Diébougou	-	-	140	189	253	194	239	267	275	324
Djibo	-	23	45	46	74	76	75	104	95	103
Dori	149	180	76	91	121	130	89	95	76	67
Fada N'gourma	285	321	214	300	383	336	367	326	271	370
Gaoua	345	342	305	202	175	226	241	307	401	433
Kaya	421	279	339	217	316	334	292	373	578	800
Kongoussi	254	153	189	194	236	260	299	246	215	246
Koudougou	432	440	502	452	362	400	501	710	659	711
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	43	411
Léo	56	47	113	96	109	285	354	252	543	513
Manga	68	158	195	265	280	344	349	572	715	677
Nouna	-	69	108	136	164	121	94	98	104	138
Orodara	-	47	89	163	90	61	125	159	292	307
Ouagadougou	6 885	3 212	3 912	3 531	4 967	3 821	4 290	5 252	10 607	6 275
Ouahigouya	413	454	365	545	571	573	656	567	587	652
Tenkodogo	608	569	414	269	336	325	468	593	266	598
Tougan	227	376	240	279	200	254	518	534	567	420
Yako	117	134	59	124	135	169	185	194	260	324
Ziniaré	180	166	164	159	206	266	411	416	483	334

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau III.31 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	**Total**
Affaires civiles	2012	0	0	4 461	461	312	96	33	9	**5 372**
	2013	4 639	1 027	414	469	372	141	29	17	**7 108**
	2014	3 409	1 119	273	296	284	154	28	56	**5 619**
	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	**6 826**
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	**9 979**
	2017	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	**11 345**
Affaires commerciales	2012	0	0	0	0	1	1	0	0	**2**
	2013	8	3	0	3	1	0	0	1	**16**
	2014	2	1	0	1	1	1	0	0	**6**
	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	**9**
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	**12**
	2017	9	4	1	5	2	0	1	0	**22**
Ensemble	**2012**	**0**	**0**	**4 461**	**461**	**313**	**97**	**33**	**9**	**5 374**
	2013	**4 647**	**1 030**	**414**	**472**	**373**	**141**	**29**	**18**	**7 124**
	2014	**3 411**	**1 120**	**273**	**297**	**285**	**155**	**28**	**56**	**5 625**
	2015	**1 833**	**524**	**3 533**	**436**	**280**	**163**	**39**	**27**	**6 835**
	2016	**6 434**	**1 638**	**469**	**614**	**432**	**289**	**71**	**44**	**9 991**
	2017	**8 222**	**1 478**	**473**	**406**	**444**	**193**	**97**	**54**	**11 367**

Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins d' 1 mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Ensemble	**1833**	**6 434**	**8 222**	**524**	**1 637**	**1 478**	**3531**	**465**	**473**	**434**	**611**	**406**
Banfora	155	202	357	3	14	12	1	1	16	23	12	8
Bobo-Dioulasso	0	260	70	0	335	298	386	95	61	40	175	80
Bogandé	82	93	171	15	9	2	5	5	2	1	6	5
Boromo	122	203	134	20	32	7	0	12	4	2	1	14
Dédougou	112	120	55	11	26	8	5	2	2	7	3	7
Diapaga	59	51	257	10	3	17	1	4	2	2	1	6
Diébougou	0	158	182	0	25	30	149	5	13	9	9	13
Djibo	0	150	79	0	15	6	102	2	5	5	5	2
Dori	0	71	374	0	24	26	121	9	16	5	13	2
Fada	0	273	211	310	80	4	0	28	2	26	32	0
Gaoua	189	300	317	12	24	28	6	8	3	6	4	4
Kaya	227	219	202	26	23	18	23	14	8	10	14	3
Kongoussi	58	195	1066	0	0	21	0	0	2	0	0	3
Koudougou	462	660	302	50	75	84	28	31	41	36	62	30
Koupéla		37	236		1	98		0	0		0	8
Léo	57	102	205	14	13	34	0	5	11	3	7	12
Manga	0	235	106	0	18	54	307	8	19	5	8	21
Nouna	52	66	70	15	13	16	6	8	2	7	5	2
Orodara	0	117	1381	0	11	6	54	11	3	3	3	3
Ouagadougou	0	1680	337	0	336	485	1431	137	103	154	197	93
Ouahigouya	181	171	450	27	12	3	14	4	2	15	5	3
Tenkodogo	0	504	665	0	11	116	365	4	116	36	2	44
Tougan	77	0	377	11	319	45	11	0	18	11	0	12
Yako	0	356	462	0	52	20	261	9	7	5	14	18
Ziniaré	0	211	156	0	166	40	255	63	15	23	33	13

Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)

	De 6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 an à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Ensemble	**279**	**429**	**444**	**160**	**289**	**193**	**38**	**70**	**97**	**27**	**44**	**54**
Banfora	11	23	19	5	7	8	2	4	1	0	3	0
Bobo-Dioulasso	26	91	108	9	49	47	0	8	8	0	3	8
Bogandé	1	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	4	2	8	1	1	1	0	0	0	1	0	0
Dédougou	2	6	7	0	2	4	0	3	0	0	0	0
Diapaga	0	2	3	0	4	1	0	2	0	0	1	0
Diébougou	5	12	6	1	6	1	0	2	0	0	1	1
Djibo	2	9	2	2	5	0	0	0	0	0	0	1
Dori	10	9	2	1	9	0	1	1	0	0	0	0
Fada	8	30	0	8	4	0	2	1	0	0	0	0
Gaoua	3	10	2	3	0	3	1	0	1	0	0	0
Kaya	7	16	7	2	3	3	0	1	1	1	0	0
Kongoussi	0	0	2	1	0	0	2	0	1	1	0	0
Koudougou	28	28	30	9	26	11	0	3	7	3	1	2
Koupéla		0	2		0	0		0	0		0	0
Léo	0	2	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0
Manga	3	4	3	1	1	2	0	3	0	0	1	2
Nouna	6	10	2	0	7	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	5	5	1	0	2	7	1	0	2	0	3	0
Ouagadougou	90	130	192	94	103	87	21	29	62	17	27	36
Ouahigouya	6	5	0	7	7	0	1	1	0	1	0	0
Tenkodogo	27	1	30	6	45	14	5	7	13	3	0	3
Tougan	13	8	5	2	8	0	0	2	0	0	3	0
Yako	9	10	4	1	0	0	1	0	0	0	1	0
Ziniaré	13	12	7	6	0	3	0	3	1	0	0	1

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

III.3.1.2 Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Rectifications matérielles	5 427	4 976	5 273	6 253	6 236	5 657	4 828	5 511
Etat des personnes	5 497	3 656	3 683	2 488	4 088	3 071	3 841	2 294
Rectifications, modifications et ajouts de nom	*5 299*	*3 421*	*3 522*	*2 229*	*3887*	*2 964*	*3 716*	*2 133*
Adoptions	*146*	*102*	*104*	*199*	*131*	*98*	*88*	*123*
Naturalisations	*1*	*133*	*57*	*60*	*2*	*9*	*37*	*38*
Procédures collectives	0	0	2	0	0	0	0	0
Redressements	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Liquidations	*0*	*0*	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres	238	345	564	550	239	323	527	478
Ensemble	**11 162**	**8 977**	**9 522**	**9 291**	**10 563**	**9 051**	**9 196**	**8 283**

Tableau III.35 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**11 162**	**8 977**	**9 522**	**9291**	**10 592**	**9 051**	**9 196**	**8 283**
Banfora	271	312	326	15	296	311	326	0
Bobo-Dioulasso	297	617	362	411	566	509	214	409
Bogandé	163	253	272	305	162	248	272	304
Boromo	193	291	726	643	195	280	681	612
Dédougou	407	451	564	343	379	451	563	343
Diapaga	79	70	154	129	90	72	155	148
Diébougou	330	148	95	48	348	111	59	35
Djibo	113	28	68	73	113	28	68	73
Dori	122	100	128	103	114	100	128	103
Fada N'gourma	64	58	65	107	61	56	88	98
Gaoua	401	323	132	151	395	336	132	150
Kaya	436	376	416	854	436	376	416	852
Kongoussi	269	209	51	71	269	209	51	67
Koudougou	2 065	707	250	370	1 013	509	338	260
Koupéla	-	-	33	80	-	-	33	11
Léo	252	188	218	245	230	188	218	245
Manga	806	938	610	447	795	847	649	464
Nouna	204	148	131	214	198	143	131	214
Orodara	146	70	291	263	138	43	331	83
Ouagadougou	1 343	1 464	1 565	1 832	1 683	1 200	1 270	1 594
Ouahigouya	739	948	951	590	739	948	951	464
Tenkodogo	880	0	457	425	791	816	453	304
Tougan	947	833	938	560	962	837	1 004	498
Yako	376	254	412	595	373	236	390	582
Ziniaré	259	191	307	417	246	197	275	370

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Ensemble	**4 976**	**5 273**	**6 253**	**3 656**	**3 683**	**2 488**	**0**	**2**	**0**	**345**	**564**	**550**
Banfora	30	52	15	282	270	0	0	0	0	0	4	0
Bobo-Dioulasso	12	314	381	594	45	30	0	2	0	11	1	0
Bogandé	145	100	169	106	169	134	0	0	0	2	3	2
Boromo	291	445	377	0	275	266	0	0	0	0	6	0
Dédougou	200	224	337	251	340	6	0	0	0	0	0	0
Diapaga	25	153	56	45	1	73	0	0	0	0	0	0
Diébougou	79	38	37	69	55	11	0	0	0	0	2	0
Djibo	0	44	73	28	24	0	0	0	0	0	0	0
Dori	85	61	59	14	66	42	0	0	0	1	1	2
Fada N'gourma	46	56	96	12	9	11	0	0	0	0	0	0
Gaoua	94	99	137	228	32	11	0	0	0	1	1	3
Kaya	287	258	486	85	158	368	0	0	0	4	0	0
Kongoussi	78	51	69	131	0	2	0	0	0	0	0	0
Koudougou	102	132	244	594	118	77	0	0	0	11	0	49
Koupéla	-	18	75	-	15	5	-	0	0	-	0	0
Léo	167	172	162	18	45	77	0	0	0	3	1	6
Manga	934	0	389	0	602	53	0	0	0	4	8	5
Nouna	37	25	16	111	103	195	0	0	0	0	3	3
Orodara	64	88	103	1	203	157	0	0	0	5	0	3
Ouagadougou	1 141	1 055	1 207	194	201	291	0	0	0	129	309	334
Ouahigouya	559	779	538	223	7	2	0	0	0	166	165	50
Tenkodogo	0	454	420	0	3	5	0	0	0	0	0	0
Tougan	371	386	336	456	545	179	0	0	0	6	7	45
Yako	193	192	191	59	209	397	0	0	0	2	11	7
Ziniaré	36	77	280	155	188	96	0	0	0	0	42	41

Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Ensemble	**5 657**	**4 828**	**5 511**	**3 071**	**3 841**	**2 294**	**0**	**0**	**0**	**323**	**527**	**478**
Banfora	30	52	0	281	270	0	0	0	0	0	4	0
Bobo-Dioulasso	96	212	379	402	2	30	0	0	0	11	0	0
Bogandé	145	100	168	101	169	134	0	0	0	2	3	2
Boromo	279	435	414	1	242	198	0	0	0	0	4	0
Dédougou	200	224	337	251	339	6	0	0	0	0	0	0
Diapaga	24	154	75	48	1	73	0	0	0	0	0	0
Diébougou	78	19	22	33	39	13	0	0	0	0	1	0
Djibo	0	44	73	28	24	0	0	0	0	0	0	0
Dori	85	61	59	14	66	42	0	0	0	1	1	2
Fada	46	79	93	10	9	5	0	0	0	0	0	0
Gaoua	99	99	137	237	32	11	0	0	0	0	1	2
Kaya	287	258	486	85	158	366	0	0	0	4	0	0
Kongoussi	78	51	65	131	0	2	0	0	0	0	0	0
Koudougou	96	93	60	402	241	183	0	0	0	11	4	17
Koupéla	-	18	11		15	0	-	0	0	-	0	0
Léo	167	172	162	18	45	77	0	0	0	3	1	6
Manga	843	0	396	0	641	61	0	0	0	4	8	7
Nouna	37	25	16	106	103	195	0	0	0	0	3	3
Orodara	42	94	79	1	237	4	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	1026	760	1049	63	201	241	0	0	0	111	309	304
Ouahigouya	559	779	415	223	7	0	0	0	0	166	165	49
Tenkodogo	813	450	300	0	3	4	0	0	0	3	0	0
Tougan	398	380	274	433	617	179	0	0	0	6	7	45
Yako	179	192	189	56	193	386	0	0	0	1	5	7
Ziniaré	50	77	252	147	187	84	0	0	0	0	11	34

III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Sources statistiques

Registre des parquets.

***Note** :*

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**9 587**	**10 568**	**10 696**	**8 771**	**10 186**	**10 031**	**9 704**	**8 668**	**9 121**	**8 690**
Crimes et délits contre les particuliers	2 595	2 767	2654	2237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831
dont										
Homicides et blessures involontaires	*641*	*623*	*407*	*445*	*700*	*646*	*501*	*343*	*39*	*651*
Coups et blessures volontaires	*718*	*786*	*717*	*761*	*791*	*757*	*738*	*651*	*733*	*699*
Vols aggravés	*135*	*180*	*147*	*125*	*153*	*191*	*209*	*229*	*57*	*44*
Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats	*151*	*135*	*123*	*90*	*115*	*121*	*130*	*117*	*209**	*240**
Viols	*147*	*189*	*179*	*115*	*164*	*187*	*181*	*171*	*155*	*313*
Coups mortels	*98*	*98*	*96*	*81*	*95*	*80*	*69*	*66*	*61*	*81*
Crimes et délits contre les biens	5 598	6 164	5971	5135	5714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394
dont										
Vols, recels, extorsions, escroqueries	*4 510*	*4 888*	*4615*	*3 945*	*4273*	*4 363*	*4 351*	*3 817*	*3 475*	*3 057*
Abus de confiance	*740*	*803*	*833*	*722*	*796*	*798*	*732*	*707*	*685*	*642*
Destructions, dégradations, dommages	*248*	*292*	*332*	*328*	*370*	*349*	*268*	*301*	*249*	*248*
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	601	693	801	481	598	588	670	589	683	624
dont										
Stupéfiants	*249*	*327*	*344*	*155*	*176*	*251*	*275*	*221*	*328*	*263*
Enlèvements d'enfants	*58*	*103*	*139*	*106*	*139*	*121*	*139*	*126*	*141*	*142*
Trafic d'enfants	*38*	*11*	*19*	*14*	*17*	*13*	*4*	*6*	*4*	*10*
Mutilations génitales féminines	*38*	*32*	*20*	*23*	*28*	*34*	*24*	*29*	*22*	*44*
Attentats aux mœurs	*90*	*120*	*123*	*73*	*95*	*65*	*90*	*96*	*68*	*36*
Crimes et délits contre la chose publique	418	578	562	305	525	527	583	478	520	582
dont										
Faux et usage de faux	*163*	*271*	*261*	*93*	*235*	*189*	*249*	*190*	*220*	*224*
Détournement de biens et deniers publics	*21*	*37*	*29*	*25*	*33*	*63*	*25*	*31*	*43*	*64*
Association de malfaiteurs	*42*	*51*	*13*	*22*	*38*	*39*	*96*	*23*	*25*	*59*
Infractions en matière d'armes et munitions	97	95	81	70	87	111	79	93	93	95
Infractions en matière de code de la route	221	232	568	516	287	211	260	161	203	145
Infractions en matière informatique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4	3
Terrorisme	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5	16

*les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III.39 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**9 587**	**10 568**	**10 696**	**8 771**	**10 186**	**10 031**	**9 704**	**8 668**	**9 121**	**8 690**
Banfora	423	488	531	381	519	520	428	527	514	384
Bobo-Dioulasso	1 106	1 109	1 095	957	844	918	724	674	1 020	723
Bogandé	201	233	241	218	282	270	316	302	157	120
Boromo	358	438	326	383	423	372	342	257	328	373
Dédougou	425	396	364	373	343	336	371	324	335	461
Diapaga	151	173	201	160	189	176	158	198	117	131
Diébougou	-	-	14	143	228	224	279	222	260	204
Djibo	-	245	210	199	184	175	211	222	253	234
Dori	381	396	317	265	315	333	321	288	273	267
Fada N'gourma	380	507	522	363	505	429	355	418	332	291
Gaoua	440	457	480	259	268	220	292	278	238	314
Kaya	446	512	361	335	324	329	405	208	233	244
Kongoussi	325	189	145	101	128	148	108	118	94	74
Koudougou	467	123	638	559	622	775	724	465	732	582
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	4	472
Léo	89	261	184	160	288	276	254	252	181	166
Manga	368	386	356	298	352	353	385	230	184	158
Nouna	-	61	139	124	169	177	102	133	162	124
Orodara	-	99	135	147	179	147	148	160	142	168
Ouagadougou	2 589	2 806	2 787	2 317	2 556	2 418	2 455	2 271	2 325	2 157
Ouahigouya	261	277	292	232	230	285	346	343	274	304
Tenkodogo	739	851	789	420	817	758	553	409	454	250
Tougan	152	222	216	171	148	106	117	87	132	171
Yako	124	175	151	63	60	79	106	151	137	110
Ziniaré	162	164	202	143	213	207	204	131	240	208

Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**2 595**	**2 767**	**2 654**	**2 237**	**2 968**	**2 773**	**2 509**	**2 280**	**2 577**	**2 831**
Banfora	179	143	126	129	235	158	111	168	130	110
Bobo-Dioulasso	281	308	237	178	226	249	185	108	275	195
Bogandé	53	55	59	49	70	78	68	134	66	66
Boromo	103	130	69	69	154	145	88	52	96	117
Dédougou	95	106	99	144	105	93	74	95	109	191
Diapaga	54	67	62	55	77	63	43	49	34	53
Diébougou	-	-	5	46	87	93	98	82	95	49
Djibo	-	136	89	80	67	68	80	103	99	79
Dori	146	132	87	83	126	116	121	83	87	110
Fada N'gourma	120	143	133	105	133	146	140	157	81	110
Gaoua	141	133	163	67	87	83	97	86	59	100
Kaya	101	119	62	62	73	71	89	39	66	91
Kongoussi	122	70	47	15	46	47	33	30	34	39
Koudougou	150	28	219	226	242	264	208	82	217	171
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	4	304
Léo	18	64	28	43	90	72	49	88	73	73
Manga	62	91	84	61	88	95	116	52	61	69
Nouna	-	29	61	45	56	53	26	42	43	40
Orodara	-	25	38	41	61	45	49	61	52	55
Ouagadougou	580	512	513	452	584	473	485	474	542	451
Ouahigouya	52	81	68	61	55	65	64	86	60	70
Tenkodogo	230	211	208	121	187	180	160	113	152	87
Tougan	30	71	70	34	39	24	24	19	36	64
Yako	28	79	57	10	14	29	43	33	34	48
Ziniaré	50	34	70	61	66	63	58	44	72	89

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**5 598**	**6 164**	**5 971**	**5 135**	**5 714**	**5 820**	**5 598**	**5 065**	**5 036**	**4 394**
Banfora	182	304	258	206	213	253	247	301	338	239
Bobo-Dioulasso	610	636	663	541	534	578	434	440	606	444
Bogandé	119	130	143	148	164	156	157	141	38	22
Boromo	199	240	174	189	230	193	190	168	156	186
Dédougou	261	214	187	189	199	183	214	179	156	191
Diapaga	74	79	97	77	79	76	76	103	61	50
Diébougou	-	-	8	88	109	118	146	125	125	119
Djibo	-	84	87	103	97	100	110	105	124	123
Dori	175	206	162	134	154	176	172	179	152	116
Fada N'gourma	215	271	259	196	245	211	166	188	173	130
Gaoua	238	243	221	147	151	120	171	149	143	167
Kaya	282	314	234	228	209	229	246	139	127	99
Kongoussi	150	110	72	71	64	75	65	71	54	29
Koudougou	275	78	340	293	329	443	404	310	442	314
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	115
Léo	62	170	125	97	161	152	160	133	71	60
Manga	252	239	218	203	220	216	215	143	98	60
Nouna	-	28	61	67	99	98	51	59	90	61
Orodara	-	50	55	76	83	89	68	72	68	80
Ouagadougou	1 676	1 793	1 674	1 532	1 531	1 531	1 552	1 384	1 343	1 273
Ouahigouya	170	155	139	134	134	178	231	219	193	207
Tenkodogo	412	544	509	227	491	430	282	239	215	111
Tougan	97	101	113	90	88	68	73	57	84	83
Yako	51	70	67	38	29	40	46	85	77	42
Ziniaré	98	105	105	61	101	107	122	76	102	73

Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4 510**	**4 888**	**4 615**	**3 945**	**4 273**	**4 363**	**4 351**	**3 817**	**3 475**	**3 057**
Banfora	126	217	164	122	115	162	192	157	214	166
Bobo-Dioulasso	434	471	506	414	392	441	337	352	419	276
Bogandé	112	120	121	137	152	144	141	127	20	12
Boromo	166	179	137	146	142	144	147	126	123	154
Dédougou	203	164	146	130	140	142	160	117	122	127
Diapaga	59	62	72	54	54	59	63	69	39	38
Diébougou	-	-	3	78	93	82	121	99	91	116
Djibo	-	64	72	78	68	77	82	94	93	94
Dori	140	159	126	104	112	138	147	155	126	97
Fada N'gourma	177	241	210	159	208	145	112	143	92	62
Gaoua	194	191	175	118	108	89	124	103	106	116
Kaya	251	277	209	178	176	200	225	132	95	60
Kongoussi	121	92	62	61	51	58	56	55	43	25
Koudougou	220	69	274	209	214	277	252	209	238	195
Koupéla	-	-	-	-	-	-		-	0	45
Léo	59	145	109	78	131	129	141	114	43	32
Manga	219	189	173	170	182	155	168	113	62	33
Nouna	-	23	39	45	62	70	40	42	70	45
Orodara	-	23	35	55	49	62	51	49	52	58
Ouagadougou	1 321	1 418	1 254	1 179	1 154	1 153	1 189	1 023	941	923
Ouahigouya	152	117	116	96	102	142	189	174	156	163
Tenkodogo	340	426	385	175	388	320	219	200	154	74
Tougan	85	79	86	77	68	55	60	43	60	65
Yako	46	60	52	31	24	32	33	53	45	26
Ziniaré	85	102	89	51	88	87	102	68	71	55

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**601**	**693**	**801**	**481**	**598**	**588**	**670**	**589**	**683**	**624**
Banfora	43	21	19	21	27	20	30	41	26	20
Bobo-Dioulasso	70	56	70	55	57	54	56	66	51	25
Bogandé	18	17	20	9	33	27	26	13	36	26
Boromo	23	24	22	17	16	15	13	23	25	24
Dédougou	24	19	22	23	18	15	21	7	22	21
Diapaga	11	15	25	13	11	15	11	12	11	16
Diébougou	-	-	0	3	12	7	18	9	21	18
Djibo	-	11	8	11	5	4	15	8	11	10
Dori	16	23	32	15	14	17	19	15	10	23
Fada N'gourma	22	38	54	36	48	30	38	37	33	32
Gaoua	19	29	35	16	20	4	6	16	13	28
Kaya	26	25	32	20	18	14	37	20	27	30
Kongoussi	17	5	12	4	13	10	4	8	6	2
Koudougou	25	5	40	21	23	30	30	18	26	36
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	23
Léo	6	21	11	5	21	29	21	13	19	18
Manga	21	18	13	1	19	16	23	15	18	17
Nouna	-	0	9	6	8	8	10	9	10	7
Orodara	-	12	5	3	14	6	10	11	9	15
Ouagadougou	172	236	301	149	144	179	199	166	219	140
Ouahigouya	20	25	14	7	18	12	19	21	11	22
Tenkodogo	41	55	37	23	41	51	41	29	44	30
Tougan	15	17	9	16	7	7	11	6	6	17
Yako	2	9	5	2	4	5	6	17	11	5
Ziniaré	10	12	6	5	7	13	6	9	18	19

Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**418**	**578**	**562**	**305**	**525**	**527**	**583**	**478**	**520**	**582**
Banfora	13	18	42	17	37	47	25	17	20	15
Bobo-Dioulasso	80	66	59	62	18	31	37	27	52	56
Bogandé	7	23	10	5	1	5	64	14	12	4
Boromo	10	16	11	17	11	14	9	10	8	15
Dédougou	12	13	19	13	12	9	24	13	10	30
Diapaga	4	7	8	8	16	19	22	30	10	11
Diébougou	-	-	0	2	9	5	16	5	11	14
Djibo	-	8	10	2	2	1	4	5	10	15
Dori	24	21	18	15	17	16	5	8	14	12
Fada	13	33	21	14	39	16	11	18	36	11
Gaoua	9	26	23	8	5	4	10	14	12	12
Kaya	22	28	15	10	21	14	30	6	12	12
Kongoussi	11	3	11	7	3	5	4	0	0	3
Koudougou	12	7	32	15	23	26	46	30	39	26
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	22
Léo	2	2	8	4	12	13	10	4	11	8
Manga	17	25	13	3	18	19	10	9	5	3
Nouna	-	1	5	2	6	11	5	10	5	8
Orodara	-	5	23	6	10	3	11	8	8	15
Ouagadougou	138	201	162	44	214	185	179	208	177	256
Ouahigouya	9	15	15	11	10	15	11	9	5	1
Tenkodogo	20	26	35	23	21	48	35	20	31	15
Tougan	8	20	10	10	6	6	4	2	3	3
Yako	6	10	4	3	7	5	7	9	11	3
Ziniaré	1	4	8	4	7	10	4	2	18	12

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III.45 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**9 587**	**10 568**	**10 696**	**8 771**	**10 186**	**10 031**	**9 704**	**8 668**	**9 121**	**8 690**
Chambre correctionnelle	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583
Flagrants délits	*5 070*	*6 077*	*5 653*	*4 594*	*5 209*	*5 541*	*5 497*	*5 319*	*4 877*	*5 075*
Citations directes	*2 072*	*1 764*	*1 914*	*1 940*	*2 094*	*1 747*	*1 491*	*1 232*	*1 781*	*1 508*
Renvois à l'instruction	968	1 112	822	875	914	992	1076	908	915	901
Affaires classées sans suite	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969	1751	1 640	1 209	1 548	1 206

Tableau III.46 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**7 142**	**7 841**	**7 567**	**6 534**	**7 303**	**7 288**	**6 988**	**6 551**	**6 658**	**6 583**
Banfora	263	328	268	239	299	367	280	348	378	261
Bobo-Dioulasso	764	764	805	686	694	828	548	503	765	634
Bogandé	149	173	192	192	259	230	223	218	128	97
Boromo	260	272	194	219	265	248	235	208	225	268
Dédougou	262	308	305	280	247	240	258	166	188	223
Diapaga	115	132	180	120	133	94	114	153	86	101
Diébougou	-	-	12	124	197	192	231	172	206	172
Djibo	-	107	122	142	123	131	135	135	150	147
Dori	201	235	183	188	221	232	280	268	239	203
Fada N'gourma	297	398	365	259	363	294	239	280	237	232
Gaoua	269	320	338	175	178	171	196	205	179	235
Kaya	341	404	304	321	262	270	341	180	199	139
Kongoussi	221	142	117	94	111	93	75	79	79	67
Koudougou	360	93	481	320	269	343	350	281	284	318
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	233
Léo	74	218	165	139	214	231	170	166	118	118
Manga	263	268	242	220	256	229	258	208	141	134
Nouna	-	45	96	90	114	116	62	81	106	98
Orodara	-	70	81	105	112	133	96	96	120	138
Ouagadougou	2 150	2 291	2 074	1 885	1 900	1 826	1 930	1 873	1 985	1 931
Ouahigouya	239	227	181	168	168	222	297	293	240	265
Tenkodogo	561	661	541	285	564	492	354	348	280	173
Tougan	140	154	127	124	120	87	106	78	94	154
Yako	96	86	63	40	48	48	45	100	88	77
Ziniaré	117	145	131	119	186	171	165	112	142	165

Tableau III.47 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**5 070**	**6 077**	**5 653**	**4 594**	**5 209**	**5 541**	**5 497**	**5 319**	**4 877**	**5 075**
Banfora	94	242	170	158	170	211	193	171	228	199
Bobo-Dioulasso	570	611	648	457	498	624	417	502	503	469
Bogandé	124	154	157	168	213	178	185	183	78	65
Boromo	223	244	172	187	201	223	201	200	173	227
Dédougou	187	188	177	152	157	154	171	119	123	164
Diapaga	82	101	111	86	89	80	96	137	74	89
Diébougou	-	-	0	98	113	123	162	133	135	162
Djibo	-	74	88	109	101	108	90	98	103	122
Dori	158	196	152	137	156	167	203	209	154	157
Fada N'gourma	246	313	281	227	280	247	202	248	203	178
Gaoua	217	263	234	132	129	116	141	158	155	200
Kaya	296	326	283	257	231	260	303	174	171	111
Kongoussi	157	113	98	78	92	74	68	70	62	59
Koudougou	252	79	340	199	184	228	257	268	237	289
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	98
Léo	67	181	140	94	140	166	148	130	59	83
Manga	210	201	192	184	206	200	226	190	99	76
Nouna	-	33	65	54	70	91	53	63	96	72
Orodara	-	47	59	57	66	93	84	61	89	119
Ouagadougou	1 335	1 723	1 491	1 219	1 354	1 421	1 517	1 453	1 485	1 507
Ouahigouya	200	169	124	114	121	185	242	224	205	237
Tenkodogo	397	516	427	215	404	371	304	299	220	141
Tougan	111	115	105	112	94	79	83	61	65	102
Yako	59	78	44	37	29	34	35	81	63	48
Ziniaré	85	110	95	63	111	108	116	87	96	101

Tableau III.48 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**2 072**	**1 764**	**1 914**	**1 940**	**2 094**	**1 747**	**1 491**	**1 232**	**1 781**	**1 508**
Banfora	169	86	98	81	129	156	87	177	150	62
Bobo-Dioulasso	194	153	157	229	196	204	131	1	262	165
Bogandé	25	19	35	24	46	52	38	35	50	32
Boromo	37	28	22	32	64	25	34	8	52	41
Dédougou	75	120	128	128	90	86	87	47	65	59
Diapaga	33	31	69	34	44	14	18	16	12	12
Diébougou	-	-	12	26	84	69	69	39	71	10
Djibo	-	33	34	33	22	23	45	37	47	25
Dori	43	39	31	51	65	65	77	59	85	46
Fada N'gourma	51	85	84	32	83	47	37	32	34	54
Gaoua	52	57	104	43	49	55	55	47	24	35
Kaya	45	78	21	64	31	10	38	6	28	28
Kongoussi	64	29	19	16	19	19	7	9	17	8
Koudougou	108	14	141	121	85	115	93	13	47	29
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	135
Léo	7	37	25	45	74	65	22	36	59	35
Manga	53	67	50	36	50	29	32	18	42	58
Nouna	-	12	31	36	44	25	9	18	10	26
Orodara	-	23	22	48	46	40	12	35	31	19
Ouagadougou	815	568	583	666	546	405	413	420	500	424
Ouahigouya	39	58	57	54	47	37	55	69	35	28
Tenkodogo	164	145	114	70	160	121	50	49	60	32
Tougan	29	39	22	12	26	8	23	17	29	52
Yako	37	8	19	3	19	14	10	19	25	29
Ziniaré	32	35	36	56	75	63	49	25	46	64

Tableau III.49 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**968**	**1 112**	**822**	**875**	**914**	**992**	**1 076**	**908**	**915**	**901**
Banfora	30	52	38	26	36	25	40	61	29	11
Bobo-Dioulasso	98	74	71	53	53	57	55	56	62	39
Bogandé	39	49	23	26	23	32	93	58	28	19
Boromo	21	24	21	30	21	32	21	21	15	16
Dédougou	34	28	25	32	33	42	42	26	36	25
Diapaga	20	17	19	15	38	19	26	25	26	17
Diébougou	-	-	2	19	22	21	29	28	23	17
Djibo	-	104	14	15	12	15	19	18	44	43
Dori	29	25	21	27	26	23	17	19	18	50
Fada N'gourma	58	62	60	42	26	43	61	55	44	46
Gaoua	52	42	35	19	21	12	30	29	12	25
Kaya	55	54	22	9	22	31	34	23	4	15
Kongoussi	36	21	17	7	9	20	11	4	11	4
Koudougou	52	18	61	49	61	59	40	27	34	32
Koupéla									1	171
Léo	13	24	15	17	42	43	41	23	30	26
Manga	35	37	35	26	38	33	30	22	22	19
Nouna	-	8	10	12	18	15	13	7	6	2
Orodara	-	17	20	18	21	14	25	23	21	25
Ouagadougou	260	323	180	354	280	300	330	285	320	208
Ouahigouya	10	26	32	20	14	22	13	4	21	18
Tenkodogo	84	59	61	20	56	75	63	56	39	34
Tougan	8	10	9	7	8	14	9	9	19	11
Yako	23	20	15	8	7	9	12	10	15	10
Ziniaré	11	18	16	24	27	36	22	19	35	18

Tableau III.50 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 477**	**1 615**	**2 307**	**1 362**	**1 969**	**1 751**	**1 640**	**1 209**	**1 548**	**1 206**
Banfora	130	108	225	116	184	128	108	118	107	112
Bobo-Dioulasso	244	271	219	218	97	33	121	115	193	50
Bogandé	13	11	26	0	0	8	0	26	1	4
Boromo	77	142	111	134	137	92	86	28	88	89
Dédougou	129	60	34	61	63	54	71	132	111	213
Diapaga	16	24	2	25	18	63	18	20	5	13
Diébougou	-	-	0	0	9	11	19	22	31	15
Djibo	-	34	74	42	49	29	57	69	59	44
Dori	151	136	113	50	68	78	24	1	16	14
Fada N'gourma	25	47	97	62	116	92	55	83	51	13
Gaoua	119	95	107	65	69	37	66	44	47	54
Kaya	50	54	35	5	40	28	30	5	30	90
Kongoussi	68	26	11	0	8	35	22	35	4	3
Koudougou	55	12	96	190	292	373	334	157	414	232
Koupéla									2	68
Léo	2	19	4	4	32	2	43	63	33	22
Manga	70	81	79	52	58	91	97	0	21	5
Nouna	-	8	33	22	37	46	27	45	50	24
Orodara	-	12	34	24	46	0	27	41	1	5
Ouagadougou	179	192	533	78	376	292	195	113	20	18
Ouahigouya	12	24	79	44	48	41	36	46	13	21
Tenkodogo	94	131	187	115	197	191	136	5	135	43
Tougan	4	58	80	40	20	5	2	0	19	6
Yako	5	69	73	15	5	22	49	41	34	23
Ziniaré	34	1	55	0	0	0	17	0	63	25

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III.51 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Mineurs impliqués	**558**	**503**	**331**	**325**	**384**	**366**	**394**	**334**	**326**	**288**
Mineurs renvoyés en flagrant délit	317	357	233	255	268	223	298	284	272	247
Mineurs renvoyés en citation directe	147	54	33	18	38	55	46	21	11	18
Mineurs renvoyés à l'instruction	34	44	27	25	24	40	26	18	26	14
Mineurs relaxés après classement sans suite	60	48	38	27	54	48	24	11	17	9
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	448	315	93	125	248	204	243	270	222	221

Tableau III.52 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**558**	**502**	**326**	**323**	**384**	**366**	**394**	**334**	**326**	**288**
Banfora	11	12	6	9	11	12	10	13	20	21
Bobo-Dioulasso	69	29	9	6	33	48	28	50	52	35
Bogandé	11	13	2	2	20	14	20	12	13	11
Boromo	16	19	8	13	10	9	6	9	19	10
Dédougou	30	22	13	0	20	25	10	2	13	2
Diapaga	3	7	14	0	1	1	5	2	5	4
Diébougou	-	-	-	5	6	13	7	10	12	10
Djibo	-	13	10	25	8	8	9	1	10	9
Dori	25	28	12	17	19	18	18	23	11	22
Fada N'gourma	27	33	22	16	13	17	15	26	18	16
Gaoua	19	12	16	14	13	13	14	17	13	9
Kaya	39	41	15	23	20	13	48	25	12	4
Kongoussi	17	12	16	0	12	13	6	5	3	5
Koudougou	16	15	38	17	43	36	37	34	31	39
Koupéla									0	8
Léo	2	13	11	8	4	9	6	11	5	8
Manga	9	15	19	40	27	9	16	13	27	2
Nouna	-	2	7	7	8	13	10	1	2	0
Orodara	-	6	10	13	5	0	14	1	6	2
Ouagadougou	83	128	29	48	37	43	58	35	nd	0
Ouahigouya	5	4	15	23	9	8	14	7	19	25
Tenkodogo	10	30	26	18	41	28	21	17	19	18
Tougan	152	9	14	8	16	3	7	2	6	13
Yako	4	13	5	5	2	5	2	9	5	11
Ziniaré	10	26	9	6	6	8	13	9	5	4

III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III.53 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**6 183**	**6 954**	**6 686**	**5 755**	**6 414**	**6 959**	**6 719**	**5 401**	**5 681**	**6 732**
Flagrants délits	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567
Citations directes	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165
Jugements rendus selon le type de décision										
Ensemble	**6 183**	**6 954**	**6 686**	**5 755**	**6 414**	**6 959**	**6 719**	**5 401**	**5 681**	**6 732**
Contradictoire	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386
Réputé contradictoire		10	1	7	16	2	1	0	3	17
Défaut	234	186	112	129	154	425	110	68	203	294
Autre	216	31	14	15	2	5	10	33	21	35
Décisions rédigées										
Ensemble	**3 958**	**4 282**	**3 150**	**3 517**	**3 445**	**3 749**	**3 130**	**3 035**	**3 089**	**4 229**
Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise										
Ensemble	**6 183**	**6 954**	**6 686**	**5 755**	**6 414**	**6 959**	**6 719**	**5 401**	**5 681**	**6 732**
Délits contre la chose publique	201	328	300	208	264	370	298	216	245	343
dont :										
Faux et usage de faux	*73*	*130*	*129*	*73*	*108*	*126*	*129*	*91*	*86*	*118*
Détournement de biens et de deniers publics	*2*	*60*	*12*	*3*	*7*	*2*	*4*	*2*	*9*	*14*
Délits contre les particuliers	1 014	1038	963	829	1262	1 404	1 114	1059	1073	1 691
dont :										
Coups et blessures volontaires	*479*	*576*	*548*	*480*	*558*	*599*	*538*	*430*	*488*	*598*
Homicides et blessures involontaires	*336*	*267*	*206*	*168*	*445*	*472*	*221*	*218*	*276*	*427*
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	432	517	514	370	375	464	486	*404*	517	*617*
dont :										
Stupéfiants	*207*	*262*	*244*	*132*	*134*	*216*	*237*	*189*	*262*	*343*
Mutilations génitales féminines	*33*	*33*	*18*	*22*	*21*	*32*	*19*	*19*	*21*	*17*
Délits contre les biens	4 398	4868	4 604	4002	4281	4 415	4 504	3533	3685	3 929
dont :										
Vols, extorsions, recels, escroqueries	*3 685*	*4 109*	*3 881*	*3356*	*3506*	*3 615*	*3 771*	*2975*	*2897*	*3 088*
Abus de confiance	*514*	*527*	*540*	*494*	*533*	*555*	*550*	*415*	*456*	*524*
Destructions, dégradations, dommages	*145*	*183*	*127*	*104*	*190*	*186*	*132*	*104*	*148*	*169*
Délits en matière d'armes et de munitions	79	89	69	54	66	90	74	77	89	75
Infractions en matière de code de la route	59	114	236	292	166	216	243	112	72	76
Infractions en matière informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau III.54 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**6 183**	**6 954**	**6 686**	**5 755**	**6 414**	**6 959**	**6 719**	**5 401**	**5 681**	**6 732**
Banfora	231	330	247	270	316	280	335	258	301	349
Bobo-Dioulasso	808	652	695	516	654	939	709	369	485	655
Bogandé	150	170	187	191	238	215	200	246	168	108
Boromo	257	297	251	212	238	256	248	190	269	313
Dédougou	349	285	245	217	252	309	254	152	222	236
Diapaga	101	121	157	112	99	59	81	155	98	92
Diébougou	-	-	0	124	184	182	232	154	201	232
Djibo	-	89	135	128	127	131	122	115	148	144
Dori	168	228	197	142	204	218	231	224	185	220
Fada N'gourma	277	314	282	217	294	305	212	231	185	203
Gaoua	303	288	290	187	172	181	158	182	177	193
Kaya	349	390	289	281	254	294	284	163	151	126
Kongoussi	222	139	108	100	97	87	81	64	90	72
Koudougou	331	463	520	327	407	328	374	275	278	379
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	174
Léo	60	173	151	108	190	179	193	161	151	186
Manga	293	256	246	227	241	219	219	199	127	115
Nouna	-	39	79	85	94	126	65	75	108	84
Orodara	-	65	92	96	90	102	89	92	99	131
Ouagadougou	1 175	1 436	1 686	1 364	1 312	1 602	1 743	1 210	1 407	1 900
Ouahigouya	238	197	nd	151	157	195	264	210	224	247
Tenkodogo	591	615	500	423	468	443	334	337	235	194
Tougan	125	143	146	145	120	91	86	75	105	174
Yako	54	75	58	49	47	47	43	91	90	68
Ziniaré	101	189	125	83	159	171	162	173	177	137

Tableau III.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**5 097**	**5 849**	**5 619**	**4 686**	**4 941**	**5 411**	**5 625**	**4 668**	**4 674**	**5 567**
Banfora	169	227	167	155	173	186	205	168	198	218
Bobo-Dioulasso	652	564	622	446	545	601	594	369	464	602
Bogandé	130	150	155	181	224	186	163	190	93	69
Boromo	224	258	208	186	198	225	201	174	173	258
Dédougou	210	192	176	132	161	156	179	118	185	185
Diapaga	87	99	112	81	80	50	79	151	88	84
Diébougou	-	-	0	98	111	113	161	131	143	183
Djibo	-	74	102	98	104	111	94	84	109	130
Dori	144	194	159	113	146	151	194	146	151	158
Fada N'gourma	246	292	258	208	255	253	194	217	169	184
Gaoua	236	248	234	129	121	122	137	152	155	184
Kaya	296	325	272	248	208	251	267	152	140	101
Kongoussi	194	121	98	86	80	73	76	59	72	66
Koudougou	234	358	349	207	203	224	253	220	237	292
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	88
Léo	58	160	140	95	150	145	164	141	78	93
Manga	231	193	205	190	195	201	198	178	109	70
Nouna	-	29	57	53	66	94	54	63	94	74
Orodara	-	36	69	60	56	75	75	76	80	115
Ouagadougou	1 058	1 341	1 552	1 206	1 109	1 424	1 586	1 113	1 271	1 766
Ouahigouya	209	179	nd	135	119	171	227	189	186	229
Tenkodogo	469	517	421	355	401	367	303	327	216	168
Tougan	114	112	115	125	100	88	75	62	76	119
Yako	49	69	54	35	33	35	33	81	68	44
Ziniaré	87	111	94	64	103	109	113	107	119	87

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 086**	**1 105**	**1 067**	**1 069**	**1 473**	**1 548**	**1 094**	**733**	**1 007**	**1 165**
Banfora	62	103	80	115	143	94	130	90	103	131
Bobo-Dioulasso	156	88	73	70	109	338	115	0	21	53
Bogandé	20	20	32	10	14	29	37	56	75	39
Boromo	33	39	43	26	40	31	47	16	96	55
Dédougou	139	93	69	85	91	153	75	34	37	51
Diapaga	14	22	45	31	19	9	2	4	10	8
Diébougou	-	-	0	26	73	69	71	23	58	49
Djibo	-	15	33	30	23	20	28	31	39	14
Dori	24	34	38	29	58	67	37	78	34	62
Fada N'gourma	31	22	24	9	39	52	18	14	16	19
Gaoua	67	40	56	58	51	59	21	30	22	9
Kaya	53	65	17	33	46	43	17	11	11	25
Kongoussi	28	18	10	14	17	14	5	5	18	6
Koudougou	97	105	171	120	204	104	121	55	41	87
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	86
Léo	2	13	11	13	40	34	29	20	73	93
Manga	62	63	41	37	46	18	21	21	18	45
Nouna	-	10	22	32	28	32	11	12	14	10
Orodara	-	29	23	36	34	27	14	16	19	16
Ouagadougou	117	95	134	158	203	178	157	97	136	134
Ouahigouya	29	18	nd	16	38	24	37	21	38	18
Tenkodogo	122	98	79	68	67	76	31	10	19	26
Tougan	11	31	31	20	20	3	11	13	29	55
Yako	5	6	4	14	14	12	10	10	22	24
Ziniaré	14	78	31	19	56	62	49	66	58	50

Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**5 733**	**6 727**	**6 559**	**5 604**	**6 242**	**6 527**	**6 598**	**5 300**	**5 454**	**6 386**
Banfora	217	323	229	240	277	248	304	230	216	274
Bobo-Dioulasso	767	645	695	516	637	712	696	369	483	619
Bogandé	146	163	186	190	229	214	189	243	141	106
Boromo	256	270	223	210	238	254	244	187	243	302
Dédougou	274	284	244	214	243	253	252	152	222	236
Diapaga	98	114	157	112	99	59	81	155	98	87
Diébougou	-	-	0	120	184	182	232	154	196	199
Djibo	-	89	133	126	127	128	121	114	145	135
Dori	160	227	176	140	195	200	231	224	185	220
Fada N'gourma	263	314	281	216	293	300	212	231	185	203
Gaoua	275	277	284	176	165	177	158	174	177	193
Kaya	330	381	285	280	247	267	279	163	150	126
Kongoussi	213	139	108	99	97	87	81	64	90	71
Koudougou	298	428	503	261	357	283	345	261	269	337
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	139
Léo	60	173	151	108	186	179	187	155	114	134
Manga	281	249	243	224	239	217	218	199	127	115
Nouna	-	37	79	83	94	123	61	75	108	84
Orodara	-	65	91	96	90	102	89	79	99	131
Ouagadougou	1 012	1 412	1 678	1 360	1 309	1 602	1 737	1 207	1 402	1 899
Ouahigouya	238	197	nd	148	155	193	264	210	223	247
Tenkodogo	577	562	491	415	463	442	331	337	230	194
Tougan	121	140	144	138	120	91	86	68	98	148
Yako	52	75	58	49	46	46	43	91	89	68
Ziniaré	95	163	120	83	152	168	157	158	164	119

Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**234**	**186**	**112**	**129**	**154**	**425**	**110**	**68**	**203**	**294**
Banfora	14	7	15	30	39	32	30	22	71	68
Bobo-Dioulasso	41	6	0	0	5	226	12	0	1	11
Bogandé	3	5	0	1	7	1	11	3	27	2
Boromo	1	27	28	2	0	2	4	3	25	10
Dédougou	75	1	1	0	9	55	2	0	0	0
Diapaga	2	3	0	0	0	0	0	0	0	5
Diébougou	-	-	0	0	0	0	0	0	4	29
Djibo	-	0	2	2	0	3	1	1	3	4
Dori	0	1	20	2	9	18	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	1	4	0	0	0	0
Gaoua	28	9	6	8	7	0	0	0	0	0
Kaya	9	8	2	1	7	27	4	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	33	35	17	65	50	45	25	14	9	42
Koupéla									0	27
Léo	0	0	0	0	1	0	6	6	37	52
Manga	6	7	2	3	2	2	1	0	0	0
Nouna	-	0	0	2	0	3	2	0	0	0
Orodara	-	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	2	3	4	4	3	0	5	3	4	1
Ouahigouya	0	0	nd	0	1	2	0	0	1	0
Tenkodogo	14	45	8	7	5	1	2	0	5	0
Tougan	4	3	2	1	0	0	0	1	1	25
Yako	1	0	0	0	1	1	0	0	1	0
Ziniaré	1	26	3	0	7	3	5	15	13	18

Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 014**	**1 038**	**963**	**829**	**1 262**	**1 404**	**1 114**	**1 059**	**1 073**	**1 691**
Banfora	45	53	37	45	89	79	85	58	68	87
Bobo-Dioulasso	116	64	53	47	113	205	118	38	57	130
Bogandé	22	24	21	25	32	29	29	70	57	57
Boromo	46	50	41	26	56	79	56	30	86	105
Dédougou	90	69	51	50	63	85	56	32	29	76
Diapaga	24	25	39	34	26	11	10	44	20	38
Diébougou	-	-	0	30	47	53	64	32	51	57
Djibo	-	26	45	51	48	36	31	31	40	34
Dori	35	47	33	23	60	64	53	61	49	76
Fada N'gourma	42	44	46	27	38	50	29	75	24	68
Gaoua	52	45	61	34	41	56	36	43	36	44
Kaya	54	55	28	35	37	52	29	25	20	42
Kongoussi	57	25	20	13	26	23	17	10	26	32
Koudougou	73	94	108	40	132	57	71	47	52	108
Koupéla									0	92
Léo	5	26	16	12	13	33	31	34	48	72
Manga	35	50	32	32	38	29	29	51	25	37
Nouna	-	9	15	18	23	23	16	11	23	24
Orodara	-	18	17	20	20	24	23	30	36	38
Ouagadougou	111	95	174	119	185	245	219	168	153	259
Ouahigouya	36	30	nd	23	29	23	38	38	43	40
Tenkodogo	130	95	61	68	63	75	38	70	43	47
Tougan	15	23	32	28	24	12	9	8	19	60
Yako	11	13	8	10	7	10	9	10	21	26
Ziniaré	15	58	25	19	52	51	18	43	47	42

Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4 398**	**4 868**	**4 604**	**4 002**	**4 281**	**4 415**	**4 504**	**3 533**	**3 685**	**3 929**
Banfora	160	227	160	148	165	159	198	159	189	228
Bobo-Dioulasso	593	491	531	388	467	577	475	265	368	459
Bogandé	113	128	145	152	173	154	142	151	62	26
Boromo	171	208	161	154	160	145	154	134	137	167
Dédougou	223	178	159	122	149	179	169	104	174	140
Diapaga	61	72	86	62	64	35	60	89	61	38
Diébougou	-	-	0	85	113	86	140	106	104	137
Djibo	-	53	73	66	71	89	79	74	96	89
Dori	111	149	136	92	124	122	147	125	116	114
Fada N'gourma	192	226	177	153	181	172	146	115	125	87
Gaoua	205	197	179	120	114	108	116	119	118	114
Kaya	251	286	222	208	185	211	210	116	97	68
Kongoussi	141	104	68	77	59	50	60	47	57	32
Koudougou	227	331	315	195	210	193	220	178	190	225
Koupéla									0	54
Léo	52	127	119	91	141	116	127	112	71	68
Manga	226	170	179	169	170	160	153	116	72	49
Nouna	-	25	44	50	66	80	37	48	74	47
Orodara	-	35	42	65	52	68	53	49	47	77
Ouagadougou	896	1 046	1 216	1 020	965	1 078	1214	844	994	1 255
Ouahigouya	170	135	nd	107	103	138	185	133	157	178
Tenkodogo	405	436	367	304	353	301	229	224	142	97
Tougan	85	81	95	88	74	72	60	57	79	91
Yako	40	50	48	34	28	28	28	61	49	31
Ziniaré	76	113	82	52	94	94	102	107	106	58

Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**432**	**511**	**514**	**370**	**375**	**464**	**486**	**404**	**517**	**617**
Banfora	13	16	2	32	20	2	17	18	17	17
Bobo-Dioulasso	50	37	50	29	36	58	51	45	39	36
Bogandé	9	14	16	7	28	19	12	17	35	20
Boromo	15	17	14	11	11	13	10	13	22	28
Dédougou	19	11	9	12	14	10	9	3	11	13
Diapaga	11	14	23	6	6	7	7	8	11	12
Diébougou	-	-	0	3	9	6	13	11	20	16
Djibo	-	3	7	7	3	3	7	5	5	5
Dori	11	17	14	11	6	15	19	20	9	19
Fada N'gourma	24	26	34	23	33	20	20	28	17	23
Gaoua	22	21	21	11	8	4	4	10	10	23
Kaya	21	21	20	21	11	19	22	13	25	12
Kongoussi	16	7	8	3	9	7	2	6	5	5
Koudougou	13	15	31	12	14	20	9	6	9	20
Koupéla									0	3
Léo	3	17	6	5	17	18	12	10	20	26
Manga	18	15	9	5	9	11	13	14	20	21
Nouna	-	0	6	6	1	6	3	7	6	6
Orodara	-	6	13	1	8	6	7	8	6	8
Ouagadougou	125	159	184	113	78	167	180	103	162	220
Ouahigouya	15	19	nd	8	14	7	19	18	9	15
Tenkodogo	23	51	35	26	23	30	35	23	31	29
Tougan	16	10	10	15	8	3	8	6	3	17
Yako	1	6	1	0	4	4	1	9	9	5
Ziniaré	7	9	1	3	5	9	6	3	16	18

Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15jours	15jours-1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an et plus	Total
2011	1 200	1 259	1 782	326	73	46	**4 686**
2012	1 446	1 515	1 571	255	54	100	**4 941**
2013	1 622	1 657	1 730	241	80	81	**5 411**
2014	1 229	1 802	2 080	320	81	114	**5 626**
2015	991	1 096	1 987	432	103	59	**4 668**
2016	576	709	1 677	1 178	453	81	**4 674**
2017	919	1 252	2 502	542	137	215	**5 567**

Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an à 2 ans	2ans à 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	337	222	208	137	116	49	**1 069**
2012	489	250	262	197	137	138	**1 473**
2013	424	259	278	277	112	198	**1 548**
2014	371	228	196	134	66	99	**1 094**
2015	279	145	128	67	51	63	**733**
2016	351	179	160	124	67	126	**1 007**
2017	344	161	243	151	82	184	**1 165**

Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 229**	**991**	**576**	**919**	**1 802**	**1 096**	**709**	**1 252**	**2 080**	**1 987**	**1 677**	**2 502**
Banfora	39	8	5	10	88	65	19	25	68	79	111	122
Bobo-Dioulasso	130	149	22	45	190	39	71	79	220	134	222	322
Bogandé	7	15	6	7	37	48	18	19	90	87	48	27
Boromo	122	54	29	53	48	56	66	109	26	59	58	78
Dédougou	30	52	29	23	144	26	24	37	5	37	107	96
Diapaga	4	15	13	6	7	7	15	12	26	81	24	46
Diébougou	60	44	45	100	55	47	41	46	39	31	37	10
Djibo	37	39	62	68	33	18	37	32	22	24	7	30
Dori	17	93	33	23	67	50	36	70	91	2	47	47
Fada N'gourma	45	32	24	35	61	51	23	55	70	97	57	66
Gaoua	71	57	80	34	39	54	39	54	22	38	27	85
Kaya	30	23	7	9	109	43	10	36	112	69	62	54
Kongoussi	25	9	12	29	21	18	20	15	25	29	23	17
Koudougou	122	65	32	95	89	62	44	83	33	76	87	85
Koupéla			0	29			0	24			0	28
Léo	31	16	7	21	66	41	23	36	55	67	25	19
Manga	111	28	41	39	57	66	30	19	28	75	23	10
Nouna	15	6	5	21	14	17	25	29	18	33	44	21
Orodara	24	16	25	42	20	20	16	28	18	24	27	34
Ouagadougou	96	84	1	123	380	194	13	285	900	611	358	1 028
Ouahigouya	54	51	16	9	90	35	25	58	69	88	109	135
Tenkodogo	88	46	15	23	118	76	47	28	79	168	104	66
Tougan	33	15	21	49	22	16	19	32	18	28	24	23
Yako	15	42	14	3	6	18	24	13	10	20	13	23
Ziniaré	23	32	32	23	41	29	24	28	36	30	33	30

Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**320**	**432**	**1 178**	**542**	**86**	**103**	**453**	**137**	**110**	**59**	**81**	**215**
Banfora	6	11	46	28	3	4	11	21	1	1	6	12
Bobo-Dioulasso	34	16	128	137	12	29	21	14	9	2	0	5
Bogandé	14	25	11	4	12	8	7	2	3	7	3	10
Boromo	4	2	11	7	0	1	2	3	1	2	7	8
Dédougou	0	3	23	17	0	0	1	3	0	0	1	9
Diapaga	27	21	20	5	10	19	16	3	5	8	0	12
Diébougou	4	6	10	5	3	2	9	6	0	1	1	16
Djibo	1	2	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	9	1	24	6	1	0	8	0	9	0	3	12
Fada N'gourma	15	26	40	11	2	4	23	9	1	7	2	8
Gaoua	4	1	6	6	0	1	2	2	1	1	1	3
Kaya	11	13	40	1	2	4	21	0	3	0	0	1
Kongoussi	4	2	10	2	1	1	6	0	0	0	1	3
Koudougou	8	14	57	11	1	1	12	2	0	2	5	16
Koupéla			0	7			0	0			0	0
Léo	4	9	6	2	4	2	1	6	4	6	16	9
Manga	2	7	11	2	0	2	1	0	0	0	3	0
Nouna	5	6	20	3	1	1	0	0	1	0	0	0
Orodara	7	10	11	7	5	4	1	2	1	2	0	2
Ouagadougou	130	203	598	230	19	14	285	50	61	7	16	50
Ouahigouya	11	14	28	22	3	1	6	2	0	0	2	3
Tenkodogo	7	25	40	24	1	1	6	7	10	11	4	20
Tougan	0	3	7	2	2	0	4	0	0	0	1	13
Yako	2	1	14	2	0	0	1	1	0	0	2	2
Ziniaré	11	11	14	1	3	3	9	4	0	2	7	1

Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**371**	**279**	**351**	**344**	**228**	**145**	**179**	**161**	**196**	**128**	**160**	**243**
Banfora	7	17	2	2	38	19	4	3	51	25	30	31
Bobo-Dioulasso	31	0	7	10	19	0	2	16	21	0	4	11
Bogandé	10	22	23	18	9	3	13	6	3	9	9	1
Boromo	23	8	27	15	4	3	11	11	6	2	5	17
Dédougou	63	26	6	16	9	6	11	9	2	2	6	11
Diapaga	1	1	4	5	0	0	1	0	0	2	5	2
Diébougou	55	17	45	18	14	3	5	10	2	2	5	9
Djibo	21	16	28	11	5	9	7	3	2	3	4	0
Dori	14	50	15	21	11	25	8	4	4	3	5	11
Fada N'gourma	11	2	3	12	2	4	7	2	0	2	4	3
Gaoua	5	12	9	8	6	8	9	0	9	3	1	1
Kaya	2	3	2	15	4	2	4	5	6	3	5	4
Kongoussi	1	3	2	4	0	1	5	0	3	1	9	1
Koudougou	8	1	5	3	18	2	6	13	22	19	7	14
Koupéla			0	24			0	10			0	52
Léo	10	8	21	22	8	2	13	9	6	2	10	8
Manga	18	17	8	34	0	1	7	4	2	3	3	2
Nouna	2	5	6	2	2	6	4	4	3	1	1	0
Orodara	4	9	8	8	5	5	8	2	2	1	3	3
Ouagadougou	41	26	48	35	41	25	24	21	22	22	23	31
Ouahigouya	9	8	13	6	8	9	6	4	12	2	7	6
Tenkodogo	12	6	16	5	5	4	0	4	10	0	2	1
Tougan	6	6	20	32	3	3	6	4	2	4	1	2
Yako	6	5	10	4	0	1	5	8	1	3	0	8
Ziniaré	11	11	23	14	17	4	13	9	5	14	11	14

Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**134**	**67**	**124**	**151**	**66**	**51**	**67**	**82**	**99**	**63**	**126**	**184**
Banfora	19	8	33	55	10	12	19	30	5	9	15	10
Bobo-Dioulasso	21	0	0	5	8	0	1	2	15	0	7	9
Bogandé	6	10	5	4	1	4	16	6	8	8	9	4
Boromo	7	1	7	8	7	0	3	4	0	2	43	0
Dédougou	1	0	4	3	0	0	2	2	0	0	8	10
Diapaga	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Diébougou	0	1	3	5	0	0	0	4	0	0	0	3
Djibo	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	2	4	1	0	0	1	7	0	4	21
Fada N'gourma	1	1	2	2	1	0	0	0	3	5	0	0
Gaoua	1	5	1	0	0	2	1	0	0	0	1	0
Kaya	2	2	0	1	1	1	0	0	2	0	0	0
Kongoussi	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Koudougou	18	7	9	9	17	11	4	15	38	15	10	33
Koupéla	-	-	0	0	-	-	0	0	-	-	0	0
Léo	3	4	12	9	1	1	9	1	1	3	8	44
Manga	1	0	0	4	0	0	0	1	0	0	0	0
Nouna	2	0	2	0	0	0	0	0	2	0	1	4
Orodara	3	1	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0
Ouagadougou	28	6	23	19	10	2	5	7	15	16	13	21
Ouahigouya	7	1	9	1	1	1	0	1	0	0	3	0
Tenkodogo	2	0	1	6	0	0	0	1	2	0	0	9
Tougan	0	0	2	7	0	0	0	2	0	0	0	8
Yako	1	0	4	2	2	0	1	0	0	1	2	2
Ziniaré	10	19	3	4	6	14	6	4	0	4	2	5

Tableau III.68 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**3 958**	**4 282**	**3 150**	**3 517**	**3 445**	**3 749**	**3 130**	**3 035**	**3 089**	**4 229**
Banfora	217	273	166	257	81	161	111	192	127	22
Bobo-Dioulasso	635	325	520	319	319	856	0	255	242	602
Bogandé	121	143	142	19	237	182	115	166	108	130
Boromo	178	225	65	147	135	157	308	137	224	295
Dédougou	219	117	174	192	98	154	28	74	91	181
Diapaga	98	110	123	79	73	33	37	81	24	85
Diébougou	0	0	0	34	116	0	54	48	173	168
Djibo	0	88	135	100	127	85	105	117	148	136
Dori	151	153	101	85	62	0	91	176	157	140
Fada	199	156	89	156	97	135	33	64	57	41
Gaoua	213	286	0	183	156	97	115	135	112	151
Kaya	91	169	100	186	138	97	19	14	20	85
Kongoussi	198	118	66	74	68	60	32	50	77	63
Koudougou	235	357	496	249	165	49	423	221	259	218
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	94
Léo	44	148	32	154	184	123	65	88	94	124
Manga	31	112	156	211	362	167	131	125	111	88
Nouna	-	39	79	56	108	65	26	46	85	84
Orodara	-	61	92	58	80	26	60	78	98	126
Ouagadougou	358	349	436	270	221	587	687	359	392	733
Ouahigouya	134	169	0	150	97	119	282	189	125	175
Tenkodogo	591	530	0	325	301	333	223	197	103	201
Tougan	109	121	79	147	99	75	60	51	93	170
Yako	50	75	0	45	47	40	0	63	63	39
Ziniaré	86	158	99	21	74	148	125	109	106	78

III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2017.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1er janvier 1995.

Tableau III.69 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**995**	**1 109**	**900**	**754**	**893**	**1 000**	**1 123**	**936**	**875**	**974**
Affaires criminelles	812	929	772	562	732	881	882	788	633	810
Affaires correctionnelles	183	180	128	192	161	119	241	148	242	164

Tableau III.70 : Affaires nouvelles criminelles en instruction par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**995**	**1 109**	**900**	**754**	**893**	**1 000**	**1 123**	**936**	**875**	**974**
Banfora	43	43	32	25	33	26	32	54	23	13
Bobo-Dioulasso	95	73	75	59	52	65	103	62	91	63
Bogandé	38	44	23	25	24	34	94	56	28	20
Boromo	21	21	22	32	23	31	16	29	18	15
Dédougou	34	31	22	31	34	39	48	23	39	22
Diapaga	23	15	24	14	32	19	23	25	28	20
Diébougou	-	-	0	19	22	20	41	28	22	18
Djibo	-	94	14	11	14	15	20	21	44	41
Dori	26	26	21	26	24	22	20	17	19	46
Fada N'gourma	54	63	52	41	25	44	63	55	43	44
Gaoua	50	47	34	19	20	11	32	30	13	27
Kaya	57	55	23	12	21	31	31	23	10	18
Kongoussi	40	23	16	6	10	19	10	4	11	4
Koudougou	40	59	71	48	63	64	42	31	34	32
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	181
Léo	13	23	15	21	32	41	39	22	31	25
Manga	37	35	37	23	39	30	27	21	20	17
Nouna	-	14	60	23	18	15	14	10	5	4
Orodara	-	16	14	15	20	14	24	24	19	31
Ouagadougou	284	295	197	201	268	308	318	290	253	251
Ouahigouya	12	27	30	21	15	26	11	11	20	19
Tenkodogo	85	60	58	42	57	74	69	55	38	25
Tougan	9	12	10	11	9	15	11	9	19	11
Yako	24	15	13	7	10	6	12	8	11	7
Ziniaré	10	18	37	22	28	31	23	28	35	20

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**355**	**801**	**438**	**947**	**690**	**442**	**291**	**363**	**417**	**1 298**
Affaires criminelles	293	637	328	715	584	383	225	304	307	1 079
Affaires correctionnelles	62	164	110	232	106	59	66	59	110	219

Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**355**	**801**	**438**	**947**	**690**	**442**	**291**	**363**	**417**	**1 298**
Banfora	1	9	15	40	16	14	7	0	0	83
Bobo-Dioulasso	45	136	50	133	129	49	19	4	10	59
Bogandé	2	14	14	14	7	3	0	1	30	15
Boromo	8	7	1	23	44	35	2	16	45	44
Dédougou	29	119	11	13	28	13	10	7	4	46
Diapaga	3	0	0	0	4	1	2	0	0	14
Diébougou	-	-	0	0	2	2	2	4	12	24
Djibo	-	2	7	11	7	18	2	0	38	2
Dori	2	0	0	0	29	3	15	14	13	51
Fada N'gourma	0	0	6	22	5	44	2	1	5	37
Gaoua	20	19	3	109	13	4	1	36	22	147
Kaya	39	5	3	38	6	3	0	2	12	45
Kongoussi	36	24	20	15	4	2	3	11	9	26
Koudougou	22	25	39	51	21	24	27	25	23	39
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	36
Léo	0	0	8	9	1	23	1	3	1	42
Manga	8	0	0	13	23	17	6	3	0	7
Nouna	-	0	0	20	13	0	7	5	6	18
Orodara	-	0	14	11	3	10	2	0	0	30
Ouagadougou	87	362	233	303	170	88	136	161	127	307
Ouahigouya	22	32	4	29	30	25	17	13	3	8
Tenkodogo	4	12	2	64	100	46	16	42	32	155
Tougan	6	23	1	12	8	9	12	4	4	4
Yako	3	0	6	11	21	9	2	9	9	12
Ziniaré	18	12	1	6	6	0	0	2	12	47

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III.73 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**6 902**	**7 210**	**7 586**	**7 401**	**7 657**	**7 830**	**8 924**	**8 885**	**9 172**	**8 043**
Affaires criminelles	5 646	5 938	6169	5 305	6 217	6 897	6 931	7 255	6 680	6 407
Affaires correctionnelles	1 256	1 272	1 417	2 096	1 440	933	1 993	1 630	2 492	1 636

Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**6 902**	**7 210**	**7 586**	**7 401**	**7 657**	**7 830**	**8 924**	**8 885**	**9 172**	**8 043**
Banfora	234	268	268	286	293	192	366	424	401	338
Bobo-Dioulasso	788	725	677	589	406	404	663	109	235	245
Bogandé	112	142	137	141	151	183	273	324	323	277
Boromo	149	163	141	138	121	116	122	112	90	59
Dédougou	351	263	200	238	257	275	311	323	347	213
Diapaga	35	50	61	75	97	118	141	167	226	181
Diébougou	-	-	2	21	179	197	139	169	124	115
Djibo	-	92	100	92	106	105	122	136	148	187
Dori	238	264	279	298	286	238	330	338	297	285
Fada N'gourma	492	555	609	630	619	625	685	744	783	779
Gaoua	438	466	469	333	365	373	402	349	354	195
Kaya	308	358	320	390	307	339	343	378	385	325
Kongoussi	152	151	56	47	55	74	81	72	72	48
Koudougou	111	145	161	166	210	247	254	252	260	261
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	148
Léo	13	36	45	53	92	109	154	164	200	190
Manga	106	141	179	163	220	215	237	267	299	298
Nouna	-	14	60	37	41	56	66	65	67	51
Orodara	-	16	17	29	48	51	68	95	112	100
Ouagadougou	2 325	2 258	2772	2636	2 721	2767	2 938	3 048	2 914	2 741
Ouahigouya	150	145	140	148	125	132	130	126	143	156
Tenkodogo	750	798	719	733	777	789	857	945	1079	580
Tougan	76	65	73	40	58	58	53	61	71	82
Yako	47	62	56	56	46	44	48	52	51	45
Ziniaré	27	33	45	62	77	123	141	165	190	144

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III.75 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**642**	**1 449**	**587**	**515**	**717**	**635**	**643**	**534**	**530**	**613**
Moins de 6 mois	234	507	167	174	314	236	239	161	134	191
De 6 mois à moins de 1 an	175	399	182	135	199	182	182	129	133	171
De 1 an à moins de 2 ans	179	359	156	154	101	142	159	156	135	119
De 2 ans à moins de 3 ans	31	135	61	36	44	45	35	68	68	84
De 3 ans à moins de 4 ans	23	49	21	16	56	30	28	20	60	48
De 4 ans à moins de 5 ans	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
5 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau III.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**642**	**1 449**	**587**	**515**	**717**	**635**	**643**	**534**	**530**	**613**
Banfora	65	26	32	17	14	38	12	16	16	20
Bobo-Dioulasso	67	52	44	48	25	56	37	59	43	49
Bogandé	7	3	8	7	14	27	17	13	7	2
Boromo	20	15	10	24	38	23	11	17	8	3
Dédougou	24	16	21	26	33	12	35	16	25	36
Diapaga	29	11	13	6	21	22	10	0	2	11
Diébougou	-	-	0	7	15	8	9	10	5	7
Djibo	-	8	12	11	8	5	5	2	25	45
Dori	11	13	17	9	20	9	10	4	22	39
Fada N'gourma	42	64	60	69	67	35	39	41	49	27
Gaoua	27	9	1	13	13	17	14	26	17	18
Kaya	38	37	18	12	24	31	24	11	20	43
Kongoussi	15	12	12	2	11	9	5	7	9	8
Koudougou	31	24	17	32	41	47	75	15	19	40
Koupéla									0	12
Léo	7	21	14	18	6	19	14	20	27	18
Manga	19	16	9	20	30	24	28	28	46	18
Nouna	-	2	5	0	30	0	24	13	1	0
Orodara	-	5	0	8	26	11	4	37	14	18
Ouagadougou	208	1007	178	93	198	174	132	102	81	118
Ouahigouya	13	20	28	29	10	13	20	9	10	2
Tenkodogo	9	77	66	29	29	36	96	72	59	55
Tougan	2	3	4	11	12	13	14	3	8	3
Yako	3	6	13	12	12	2	0	6	12	2
Ziniaré	5	2	5	12	20	4	8	7	5	19

Tableau III.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**234**	**507**	**167**	**174**	**314**	**236**	**239**	**161**	**134**	**191**
Banfora	6	8	1	5	2	1	1	2	0	0
Bobo-Dioulasso	30	22	11	28	7	27	14	35	6	18
Bogandé	0	0	1	0	7	9	11	0	3	1
Boromo	1	4	2	8	15	6	2	0	0	0
Dédougou	7	16	3	13	8	4	7	0	5	8
Diapaga	18	3	2	1	5	3	2	0	2	0
Diébougou	-	-	0	4	5	4	0	1	0	4
Djibo	-	2	3	1	5	1	0	0	13	21
Dori	6	3	6	0	11	3	4	2	9	19
Fada N'gourma	7	20	26	32	10	11	25	22	26	12
Gaoua	3	0	1	1	2	0	1	4	0	3
Kaya	11	7	4	2	12	13	6	7	5	25
Kongoussi	2	1	6	0	1	0	0	0	0	1
Koudougou	11	15	7	11	23	22	33	1	8	11
Koupéla									0	4
Léo	7	15	2	8	1	12	9	6	11	1
Manga	12	9	1	5	12	11	16	7	3	2
Nouna	-	1	0	0	18	0	2	0	0	0
Orodara	-	5	0	2	24	2	1	1	1	2
Ouagadougou	98	344	58	30	115	82	71	46	21	37
Ouahigouya	6	7	8	11	4	1	2	1	1	0
Tenkodogo	6	21	21	5	9	16	21	17	10	14
Tougan	1	2	1	2	6	4	8	1	3	1
Yako	1	2	1	1	5	2	0	6	5	0
Ziniaré	1	0	2	4	7	2	3	2	2	7

Tableau III.78 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**409**	**906**	**349**	**309**	**513**	**418**	**421**	**290**	**267**	**362**
Banfora	26	18	7	15	8	16	4	9	6	0
Bobo-Dioulasso	46	31	25	33	15	50	24	47	31	23
Bogandé	2	0	5	1	9	14	14	5	3	1
Boromo	13	7	6	16	34	10	2	5	3	2
Dédougou	19	16	4	16	24	4	16	1	7	36
Diapaga	21	7	8	6	11	9	4	0	2	6
Diébougou	-	-	0	7	11	4	3	2	2	4
Djibo	-	7	8	2	5	2	0	2	17	27
Dori	9	7	12	3	19	7	4	4	12	22
Fada N'gourma	27	30	44	50	27	18	32	32	36	21
Gaoua	5	3	1	2	6	9	7	17	8	7
Kaya	15	19	7	2	15	30	12	9	9	28
Kongoussi	5	3	8	0	7	1	1	0	1	5
Koudougou	16	21	17	21	31	34	59	4	11	34
Koupéla									0	12
Léo	7	21	6	11	4	15	10	12	16	6
Manga	18	12	3	9	19	19	19	13	8	14
Nouna	-	2	2	0	26	0	20	10	0	0
Orodara	-	5	0	8	24	4	2	9	2	6
Ouagadougou	157	617	112	53	153	133	106	72	42	77
Ouahigouya	9	14	17	23	5	3	6	1	4	1
Tenkodogo	7	58	48	19	26	26	59	27	29	16
Tougan	2	2	4	3	6	5	12	1	6	1
Yako	3	6	1	2	10	2	0	6	8	1
Ziniaré	2	0	4	7	18	3	5	2	4	12

Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**233**	**543**	**238**	**206**	**204**	**217**	**222**	**244**	**263**	**251**
Banfora	39	8	25	2	6	22	8	7	10	20
Bobo-Dioulasso	21	21	19	15	10	6	13	12	12	26
Bogandé	5	3	3	6	5	13	3	8	4	1
Boromo	7	8	4	8	4	13	9	12	5	1
Dédougou	5	0	17	10	9	8	19	15	18	0
Diapaga	8	4	5	0	10	13	6	0	0	5
Diébougou	-	-	0	0	4	4	6	8	3	3
Djibo	-	1	4	9	3	3	5	0	8	18
Dori	2	6	5	6	1	2	6	0	10	17
Fada N'gourma	15	34	16	19	40	17	7	9	13	6
Gaoua	22	6	0	11	7	8	7	9	9	11
Kaya	23	18	11	10	9	1	12	2	11	15
Kongoussi	10	9	4	2	4	8	4	7	8	3
Koudougou	15	3	0	11	10	13	16	11	8	6
Koupéla									0	0
Léo	0	0	8	7	2	4	4	8	11	12
Manga	1	4	6	11	11	5	9	15	38	4
Nouna	-	0	3	0	4	0	4	3	1	0
Orodara	-	0	0	0	2	7	2	28	12	12
Ouagadougou	51	390	66	40	45	41	26	30	39	41
Ouahigouya	4	6	11	6	5	10	14	8	6	1
Tenkodogo	2	19	18	10	3	10	37	45	30	39
Tougan	0	1	0	8	6	8	2	2	2	2
Yako	0	0	12	10	2	0	0	0	4	1
Ziniaré	3	2	1	5	2	1	3	5	1	7

Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**54**	**184**	**82**	**52**	**103**	**75**	**63**	**88**	**128**	**132**
Banfora	1	0	13	0	1	2	4	3	1	20
Bobo-Dioulasso	4	4	6	4	6	3	4	5	2	11
Bogandé	0	0	2	1	1	12	3	0	3	1
Boromo	2	3	0	4	1	3	4	0	4	0
Dédougou	0	0	3	5	4	0	2	1	12	0
Diapaga	1	0	3	0	8	2	1	0	0	2
Diébougou	-	-	0	0	0	0	4	2	2	2
Djibo	-	1	1	3	1	2	3	0	3	5
Dori	0	0	0	2	0	0	0	0	6	15
Fada N'gourma	5	19	5	4	27	12	1	7	6	3
Gaoua	9	1	0	0	5	2	2	2	0	3
Kaya	6	6	7	9	5	1	7	1	7	8
Kongoussi	4	3	0	0	2	4	3	5	6	2
Koudougou	4	1	0	3	5	2	4	3	3	2
Koupéla									0	0
Léo	0	0	1	0	2	0	1	4	9	6
Manga	1	1	3	0	5	4	2	4	28	0
Nouna	-	0	2	0	1	0	1	1	0	0
Orodara	-	0	0	0	2	0	1	14	1	1
Ouagadougou	14	138	18	7	23	17	9	3	12	12
Ouahigouya	0	1	2	0	1	3	3	1	4	0
Tenkodogo	2	6	5	2	0	3	1	28	16	36
Tougan	0	0	0	3	1	2	1	2	1	2
Yako	0	0	11	3	1	0	0	0	2	0
Ziniaré	1	0	0	2	1	1	2	2	0	1

Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	**Total**
Affaires terminées	2012	52	74	80	61	75	348	**690**
	2013	34	79	50	39	45	195	**442**
	2014	24	58	46	26	28	110	**291**
	2015	19	54	44	39	27	180	**363**
	2016	22	65	72	61	41	156	**417**
	2017	85	118	129	146	112	708	**1 298**
Affaires en cours	2012	895	714	751	764	670	3 863	**7 657**
	2013	999	799	639	590	909	3 894	**7 830**
	2014	1 093	968	768	661	558	4 875	**8 924**
	2015	931	1 008	807	647	553	4 939	**8 885**
	2016	858	899	950	716	624	5 125	**9 172**
	2017	924	742	691	739	593	4 354	**8 043**
Affaires contre X en cours	2012	104	98	92	92	114	395	**895**
	2013	78	91	84	77	93	450	**873**
	2014	158	115	87	98	83	558	**1 097**
	2015	107	131	87	81	81	600	**1 087**
	2016	138	95	115	79	90	604	**1 121**
	2017	83	130	101	108	96	612	**1 130**

Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**24**	**19**	**22**	**85**	**58**	**54**	**65**	**118**	**46**	**44**	**72**	**129**
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	23
Bobo-Dioulasso	2	4	5	8	4	0	2	27	3	0	1	8
Bogandé	0	0	1	0	0	0	0	2	0	1	2	3
Boromo	2	0	2	13	0	6	10	10	0	4	13	6
Dédougou	0	0	1	5	2	5	1	8	7	0	1	12
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	1	4	2	2	0	2	4
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Dori	5	0	1	8	1	0	2	1	1	1	2	3
Fada N'gourma	0	1	0	0	0	0	1	0	1	0	1	2
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	8	10
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	3	0	2	1	2
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	0	1	1	4	2	2
Koudougou	0	2	3	3	6	12	9	5	8	4	6	2
Koupéla	-	-	0	36	-	-	0	0	-	-	0	0
Léo	0	0	0	2	0	0	1	2	1	3	0	6
Manga	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	1
Nouna	1	2	1	2	5	3	3	1	1	0	1	5
Orodara	2	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0	3
Ouagadougou	9	7	4	4	24	15	18	6	14	19	22	7
Ouahigouya	2	0	0	1	9	7	3	3	1	2	0	2
Tenkodogo	0	0	1	2	1	2	3	16	1	2	5	13
Tougan	1	0	0	0	3	0	1	2	3	0	1	0
Yako	0	1	1	0	2	3	2	1	0	1	2	7
Ziniaré	0	2	2	0	0	0	5	12	0	0	2	8

Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**26**	**39**	**61**	**146**	**28**	**27**	**41**	**112**	**110**	**180**	**156**	**708**
Banfora	1	0	0	12	5	0	0	6	0	0	0	37
Bobo-Dioulasso	2	0	1	5	2	0	0	2	7	0	1	9
Bogandé	0	0	7	1	0	0	6	1	0	0	14	8
Boromo	0	4	6	2	0	2	1	1	0	0	13	12
Dédougou	1	0	0	5	0	0	1	5	0	2	0	11
Diapaga	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
Diébougou	0	1	4	8	0	1	2	5	0	1	0	5
Djibo	0	0	2	0	0	0	6	0	2	0	30	0
Dori	1	3	0	2	0	2	4	6	7	8	4	31
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3	35
Gaoua	1	6	8	8	0	8	3	0	0	22	3	127
Kaya	0	0	1	2	0	0	4	9	0	0	6	29
Kongoussi	2	4	5	3	0	0	1	6	0	3	1	13
Koudougou	1	3	3	12	6	3	1	6	6	1	1	11
Koupéla	-	-	0	0	-	-	0	0	-	-	1	0
Léo	0	3	0	5	0	0	0	12	0	1	1	15
Manga	0	1	0	3	0	1	0	0	4	0	0	3
Nouna	0	0	0	2	0	0	0	4	0	0	0	4
Orodara	0	0	0	2	0	0	0	4	0	0	0	14
Ouagadougou	9	10	19	41	13	6	10	19	67	104	1	230
Ouahigouya	4	2	0	2	1	1	0	0	0	1	0	0
Tenkodogo	1	1	3	24	1	2	2	16	12	35	54	84
Tougan	1	0	1	0	0	0	0	2	4	0	0	0
Yako	0	1	0	1	0	1	0	2	0	2	18	1
Ziniaré	0	0	1	6	0	0	0	6	0	0	1	15

Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 093**	**931**	**858**	**924**	**968**	**1 008**	**899**	**742**	**768**	**807**	**950**	**691**
Banfora	32	55	23	9	27	36	57	18	29	26	34	30
Bobo-Dioulasso	81	57	81	61	72	19	51	61	57	12	29	32
Bogandé	95	56	27	20	34	91	56	24	23	30	92	43
Boromo	18	28	18	11	21	15	20	7	12	15	11	10
Dédougou	49	24	38	22	37	48	19	27	24	29	50	12
Diapaga	23	25	30	20	20	23	28	27	33	19	24	23
Diébougou	42	28	22	20	26	37	26	20	34	19	27	19
Djibo	20	23	44	41	14	20	22	43	14	12	20	22
Dori	23	16	20	46	22	20	15	11	21	20	17	16
Fada N'gourma	63	56	43	44	44	64	56	43	23	44	62	51
Gaoua	32	28	12	26	12	28	29	9	20	9	23	19
Kaya	31	22	10	18	31	31	24	8	20	30	28	21
Kongoussi	10	4	11	5	19	10	3	11	9	14	8	1
Koudougou	42	30	32	31	58	35	26	28	41	49	23	18
Koupéla	-	-	1	148	-	-	0	0	-	-	0	0
Léo	36	24	33	21	39	39	25	33	39	38	35	22
Manga	26	22	20	17	31	27	22	21	33	31	27	18
Nouna	13	7	5	2	15	12	6	6	15	11	9	4
Orodara	23	24	19	35	12	32	35	25	12	14	6	8
Ouagadougou	318	286	250	245	285	307	274	227	229	252	318	249
Ouahigouya	11	11	21	18	18	7	11	21	4	13	5	7
Tenkodogo	60	55	38	23	83	68	53	22	34	73	65	40
Tougan	10	9	17	11	11	11	10	19	6	14	10	6
Yako	12	8	10	10	5	11	8	10	8	2	8	5
Ziniaré	23	33	33	20	32	17	23	21	28	31	19	15

Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**661**	**647**	**716**	**739**	**558**	**553**	**624**	**593**	**4 875**	**4 939**	**5 125**	**4 354**
Banfora	24	33	24	18	23	22	17	21	231	252	246	242
Bobo-Dioulasso	49	5	18	27	41	6	5	12	362	10	51	52
Bogandé	24	24	25	86	22	23	18	25	75	100	105	79
Boromo	19	5	7	6	12	13	4	3	40	36	30	22
Dédougou	22	24	32	33	9	24	21	23	170	174	187	96
Diapaga	15	34	19	21	16	16	33	21	34	50	92	69
Diébougou	33	18	17	25	4	14	11	12	0	53	21	19
Djibo	12	12	12	20	13	9	8	12	49	60	42	49
Dori	24	20	18	13	20	20	17	12	220	242	210	187
Fada N'gourma	40	24	44	62	51	40	24	44	464	516	554	535
Gaoua	20	10	7	15	17	11	7	8	301	263	276	118
Kaya	12	19	29	26	18	12	16	16	231	264	278	236
Kongoussi	5	5	10	4	9	6	5	8	29	33	35	19
Koudougou	29	36	39	23	26	21	37	30	58	81	103	131
Koupéla	-	-	0	0	-	-	0	0	-	-	0	0
Léo	21	31	36	29	10	14	40	26	9	18	31	59
Manga	27	34	31	20	32	28	33	2	88	125	166	220
Nouna	9	11	12	5	5	10	12	16	9	14	23	18
Orodara	10	11	4	5	8	8	30	8	3	6	18	19
Ouagadougou	163	219	211	233	145	164	194	206	1 798	1 820	1 667	1 581
Ouahigouya	5	4	14	3	7	3	1	10	85	88	91	97
Tenkodogo	67	30	63	42	50	63	54	45	563	656	806	408
Tougan	7	5	12	9	1	1	4	9	18	21	18	28
Yako	3	6	1	3	4	3	5	0	16	22	19	17
Ziniaré	21	27	31	11	15	22	28	24	22	35	56	53

Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**223**	**107**	**138**	**83**	**107**	**131**	**95**	**130**	**81**	**87**	**119**	**101**
Banfora	7	6	3	0	2	5	5	1	1	1	1	2
Bobo-Dioulasso	11	1	9	13	8	2	2	8	6	2	2	4
Bogandé	7	5	6	1	1	2	4	6	1	0	3	1
Boromo	1	1	1	2	1	1	1	2	0	0	1	1
Dédougou	20	7	5	3	10	13	8	6	2	9	14	5
Diapaga	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1
Diébougou	6	4	7	0	2	4	5	2	1	2	2	4
Djibo	5	3	15	8	3	3	3	12	0	2	2	3
Dori	2	2	6	6	0	2	2	5	1	0	2	2
Fada N'gourma	9	2	4	2	3	7	3	4	1	3	7	1
Gaoua	2	3	0	3	2	0	3	0	1	2	0	1
Kaya	1	3	0	1	0	1	3	0	0	0	1	3
Kongoussi	2	1	3	0	0	2	0	1	0	0	0	3
Koudougou	4	0	4	2	1	0	0	4	2	2	0	0
Koupéla	-	-	0	9	-	-	0	0	-	-	14	0
Léo	21	4	3	5	13	11	4	1	2	3	7	11
Manga	3	7	4	3	2	3	0	5	2	2	1	5
Nouna	2	0	1	2	1	0	0	0	2	1	0	0
Orodara	1	0	0	1	1	0	0	0	5	1	44	1
Ouagadougou	85	49	46	18	37	61	47	52	44	37	1	49
Ouahigouya	4	2	6	2	3	1	0	6	1	4	6	2
Tenkodogo	18	1	5	1	10	6	1	3	7	7	0	1
Tougan	1	1	3	0	0	1	1	3	0	1	2	1
Yako	0	0	2	0	1	1	0	3	0	0	4	0
Ziniaré	11	5	5	1	6	4	2	6	2	8	4	0

Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**91**	**81**	**79**	**108**	**77**	**81**	**90**	**96**	**520**	**600**	**604**	**612**
Banfora	2	6	1	2	2	2	3	0	34	44	12	20
Bobo-Dioulasso	7	0	3	3	6	0	0	2	38	1	6	10
Bogandé	4	1	2	2	5	3	0	1	12	19	22	23
Boromo	3	2	0	1	0	0	1	0	2	1	0	1
Dédougou	1	3	6	13	0	1	3	12	21	18	5	15
Diapaga	1	0	0	1	1	1	0	0	2	3	3	3
Diébougou	0	1	0	2	1	0	0	1	0	4	1	0
Djibo	1	0	3	2	2	1	0	3	0	2	1	1
Dori	1	0	0	0	3	2	1	0	19	20	16	14
Fada N'gourma	0	1	3	5	7	1	1	3	22	32	43	27
Gaoua	2	1	2	0	0	1	2	2	18	17	19	13
Kaya	3	0	0	1	1	3	0	0	14	40	44	47
Kongoussi	1	1	2	0	2	0	0	0	3	4	5	1
Koudougou	2	2	2	0	0	2	2	2	0	2	3	5
Koupéla	-	-	0	0	-	-	0	0	-	-	0	0
Léo	3	3	3	3	1	9	14	17	0	3	6	0
Manga	4	2	3	2	4	3	2	0	11	13	2	25
Nouna	2	2	1	1	2	2	1	1	2	3	6	7
Orodara	3	5	0	0	3	2	5	1	0	2	5	2
Ouagadougou	34	41	29	60	21	39	41	35	222	260	257	312
Ouahigouya	0	1	2	1	1	0	0	2	6	7	7	8
Tenkodogo	13	6	7	4	8	7	10	5	81	88	121	55
Tougan	1	0	1	1	0	1	0	1	2	3	2	4
Yako	0	0	0	1	1	0	0	0	7	6	7	4
Ziniaré	3	3	9	3	6	1	4	8	4	8	11	15

III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de payement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés: Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Bulletins de casier judiciaire n°3	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026
Certificats de nationalité des personnes	58 709	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	5 277	4 526	6 118	1 432	1651	2104	3204	2368	4629	4809
Immatriculation des personnes physiques	*3 432*	*3 598*	*3942*	*1 157*	*1393*	*1823*	*2782*	*1965*	*3739*	*4190*
Immatriculation des personnes morales	*763*	*811*	*1078*	*96*	*53*	*70*	*97*	*112*	*581*	*219*
Modifications	*889*	*899*	*950*	*151*	*164*	*159*	*283*	*259*	*290*	*355*
Radiations	*112*	*138*	*135*	*26*	*31*	*46*	*36*	*29*	*19*	*45*
Sûretés mobilières	*81*	*117*	*13*	*2*	*10*	*6*	*6*	*3*	*0*	*0*
Certificats de non faillite	23	22	9 694	1 007	1 064	1 031	1 197	863	1 187	1 129
Cessions volontaires de salaires	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31 917	10 158
Actes notariés du greffe	317	327	288	769	845	630	685	577	858	692
Autres actes de greffe	1 828	2 234	2 181	1 890	1 895	2 262	2 190	2 133	2 303	809

Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**87 603**	**96 208**	**99017**	**118 664**	**156 350**	**169 316**	**184 880**	**178 654**	**237 551**	**268 026**
Banfora	2 572	2 419	2 421	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457	6 369	7 464
Bobo-Dioulasso	14 364	15 297	14 835	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371	29 935	32 359
Bogandé	733	910	779	973	1502	1631	1359	2 257	2 500	3 286
Boromo	1 541	1 821	2 110	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145	2 543	6 698
Dédougou	2 337	2 736	2 634	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472	7 504	7 830
Diapaga	793	893	1 061	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818	2 353	2 865
Diébougou	-	-	1 005	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922	3 709	4 156
Djibo	-	198	903	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548	2 239	672
Dori	1 047	1 103	1 330	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418	3 800	3 328
Fada N'gourma	2 425	2 451	2 252	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731	5 333	6 572
Gaoua	2 065	2 592	2 168	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627	3 904	4 282
Kaya	2 999	3 515	3 640	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586	8 153	9 096
Kongoussi	1 607	1 251	618	698	1 312	2 252	2 126	2 341	3 247	3 796
Koudougou	6 481	7 544	7 995	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091	19 017	20 809
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	338	5 689
Léo	306	951	681	893	1 444	2 132	2 425	2 615	3 756	4 181
Manga	1 976	2 396	2 365	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533	4 523	4 129
Nouna	-	0	710	986	1 759	1 902	1 945	2 046	3 120	3 152
Orodara	-	641	952	509	697	1018	2505	2 605	3 587	3 854
Ouagadougou	25 829	27 963	29 442	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671	70 300	71 292
Ouahigouya	5 112	5 893	6 113	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353	13 897	18 129
Tenkodogo	9 055	8 535	7 351	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721	18 462	12 800
Tougan	2 487	3 002	3 125	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452	6 214	7 791
Yako	1 732	1 768	2 420	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189	6 924	6 816
Ziniaré	2 142	2 329	2 107	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685	5 824	16 980

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents né au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.

- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.

- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.

- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

  Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie .

Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**58 709**	**64 492**	**85 424**	**79 670**	**92 662**	**90 142**	**106 688**	**109 492**	**126 587**	**146 952**
Banfora	1 760	2 032	2 699	2 086	2 585	2 418	3 193	4 739	4 197	6 950
Bobo-Dioulasso	10 774	10 311	13 269	10 178	12 322	10 102	10 050	11 095	17 205	16 023
Bogandé	243	290	389	338	548	657	647	1 010	1 110	1 698
Boromo	552	623	1 837	1 423	1 574	1 578	2 043	4 606	2 458	3 153
Dédougou	1 384	1 297	1 902	1 442	1 816	1 805	1 424	2 402	3 097	3 394
Diapaga	298	399	455	403	578	649	850	812	732	975
Diébougou	-	-	696	783	977	1 095	1 208	1 336	1 456	1 831
Djibo	-	317	663	710	838	937	922	815	962	963
Dori	267	614	898	809	1 292	1 448	1 279	1 339	1 626	2 433
Fada N'gourma	236	1 348	2 283	1648	1 434	1 405	3 133	3 341	3 826	4 425
Gaoua	826	1 068	1 441	712	1 003	1 073	1 125	1 550	1 609	2 008
Kaya	1 092	1 594	3 861	2 723	2 998	2 927	3 130	3 215	4 556	6 423
Kongoussi	767	867	985	617	1 167	1 222	1 420	1 391	1 540	1 701
Koudougou	3 415	3 983	7 635	5 016	5 422	6 006	7 078	6 982	7 798	11 498
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	195	4 149
Léo	138	425	1 002	635	985	943	1 223	1 469	1 530	2 606
Manga	995	1 555	2 248	2 238	2 110	2 330	3 573	5 985	6 620	5 686
Nouna	-	0	432	528	937	986	1 528	1 576	1 574	1 771
Orodara	-	132	435	130	136	55	854	1 382	1 269	1 809
Ouagadougou	25 179	24 241	25 436	28 411	31 019	32 724	35 657	31 916	40 757	42 871
Ouahigouya	2 262	2 889	nd	3 309	4 358	4 162	4 680	6 132	5 473	6 717
Tenkodogo	5 552	6 002	7 234	6 786	10 280	8 352	10 874	9 302	8 818	8 188
Tougan	848	914	1 914	1 365	1 572	1 593	2 025	1 825	2 504	2 846
Yako	685	1 070	2 610	1 687	771	1 700	2 172	1 933	2 485	2 547
Ziniaré	1 436	2 521	5 100	5 693	5 940	3 975	6 600	3 339	3 190	4 287

Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4 195**	**4 409**	**5 020**	**1 253**	**1 446**	**1893**	**2 879**	**2 077**	**4 320**	4 409
Banfora	55	76	61	73	67	115	159	167	244	273
Bobo-Dioulasso	486	393	469	-	-	-	-	-	0	0
Bogandé	16	18	18	27	17	22	44	54	123	80
Boromo	26	22	29	30	31	57	66	102	119	216
Dédougou	51	45	44	49	73	98	139	122	185	218
Diapaga	9	8	10	12	15	38	24	0	35	61
Diébougou	-	-	1	14	36	61	74	44	119	127
Djibo	-	18	21	23	32	54	54	35	91	118
Dori	17	28	56	72	64	91	141	115	172	254
Fada N'gourma	64	38	48	73	80	103	180	127	99	291
Gaoua	35	38	41	89	74	8	105	111	169	265
Kaya	31	83	96	94	101	126	164	109	265	245
Kongoussi	21	23	22	32	57	87	75	58	152	97
Koudougou	56	65	82	104	145	191	309	221	877	431
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	208
Léo	6	15	24	14	29	43	106	44	118	101
Manga	46	38	57	23	59	74	241	91	193	196
Nouna	-	0	20	20	22	37	30	14	34	38
Orodara	-	0	18	31	17	45	20	37	86	57
Ouagadougou	2 772	3071	3 532	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	176	124	116	181	175	220	288	220	467	507
Tenkodogo	199	177	123	148	185	205	301	234	496	302
Tougan	23	32	25	32	33	51	52	48	88	89
Yako	20	23	27	28	38	69	128	26	31	54
Ziniaré	86	74	80	84	96	98	179	98	157	181

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou entre 2011 et 2013 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**3 432**	**3 598**	**3 942**	**1 157**	**1 393**	**1 823**	**2 782**	**1 965**	**3 739**	**4 190**
Banfora	50	70	57	64	65	108	149	149	233	268
Bobo-Dioulasso	415	340	398	-	-	-	-	-		0
Bogandé	16	17	18	27	15	21	44	54	121	77
Boromo	26	22	28	30	31	52	64	96	114	211
Dédougou	48	42	40	43	73	96	138	122	172	203
Diapaga	8	6	8	11	14	36	23	0	0	61
Diébougou	-	-	0	14	36	57	70	41	115	124
Djibo	-	18	21	23	31	53	50	35	91	117
Dori	17	27	52	64	58	88	134	113	165	241
Fada N'gourma	62	33	45	71	75	102	168	113	89	255
Gaoua	34	35	40	81	73	4	99	106	166	259
Kaya	31	81	86	88	94	122	160	96	260	233
Kongoussi	19	23	21	32	56	86	74	56	146	96
Koudougou	48	55	73	88	139	191	298	212	446	394
Koupéla									0	194
Léo	5	12	22	13	29	40	105	41	116	96
Manga	46	36	56	23	59	71	239	87	189	186
Nouna	-	0	18	18	21	37	29	14	33	37
Orodara	-	0	18	31	16	42	20	36	83	55
Ouagadougou	2 121	2 380	2 609	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	170	115	106	178	170	214	276	208	453	482
Tenkodogo	194	169	119	124	179	194	288	219	485	295
Tougan	23	32	22	26	32	51	51	47	88	86
Yako	20	22	21	28	37	68	128	24	29	52
Ziniaré	79	63	64	80	90	90	175	96	145	168

Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**763**	**811**	**1 078**	**96**	**53**	**70**	**97**	112	581	219
Banfora	5	6	4	9	2	7	10	18	11	5
Bobo-Dioulasso	71	53	71	-	-	-	-	-		0
Bogandé	0	1	0	0	2	1	0	0	2	3
Boromo	0	0	1	0	0	5	2	6	5	5
Dédougou	3	3	4	6	0	2	1	0	13	15
Diapaga	1	2	2	1	1	2	1	0	35	0
Diébougou	-	-	1	0	0	4	4	3	4	3
Djibo	-	0	0	0	1	1	4	0	0	1
Dori	0	1	4	8	6	3	7	2	7	13
Fada N'gourma	2	5	3	2	5	1	12	14	10	36
Gaoua	1	3	1	8	1	4	6	5	3	6
Kaya	0	2	10	6	7	4	4	13	5	12
Kongoussi	2	0	1	0	1	1	1	2	6	1
Koudougou	8	10	9	16	6	0	11	9	431	37
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	14
Léo	1	3	2	1	0	3	1	3	2	5
Manga	0	2	1	0	0	3	2	4	4	10
Nouna	-	0	2	2	1	0	1	0	1	1
Orodara	-	0	0	0	1	3	0	1	3	2
Ouagadougou	651	691	923	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	6	9	10	3	5	6	12	12	14	25
Tenkodogo	5	8	4	24	6	11	13	15	11	7
Tougan	0	0	3	6	1	0	1	1	0	3
Yako	0	1	6	0	1	1	0	2	2	2
Ziniaré	7	11	16	4	6	8	4	2	12	13

III.4 Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	336	356	426	451	468	499
Décisions rendues	282	311	297	372	444	409
Décisions rédigées	277	302	283	372	442	423
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	13	1

Tableau III.95 : Activités commerciales des tribunaux de commerce

	Bobo-Dioulasso						Ouagadougou					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	65	96	111	105	98	85	271	260	315	346	370	414
Décisions rendues	46	58	77	99	102	64	236	253	220	273	342	345
Décisions rédigées	41	49	70	99	99	66	236	253	213	273	343	357
Décisions rendues sur opposition	10	15	30	33	13	0	0	0	0	0	0	1

Tableau III.96 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contradictoire	259	266	263	349	410	371
Réputé contradictoire	11	30	21	10	21	15
Défaut	12	15	13	13	13	23
Total	**282**	**311**	**297**	**372**	**444**	**409**

Tableau III.97 : Ensemble des décisions commerciales rendues par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso						Ouagadougou					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contradictoire	39	46	67	94	90	53	220	220	196	255	320	318
Réputé contradictoire	2	10	8	2	9	5	9	20	13	8	12	10
Défaut	5	2	2	3	3	6	7	13	11	10	10	17
Total	**46**	**58**	**77**	**99**	**102**	**64**	**236**	**253**	**220**	**273**	**342**	**345**

Tableau III.98 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation						Rejet					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**165**	**197**	**175**	**238**	**282**	262	**55**	**64**	**61**	**73**	**83**	90
Bobo-Dioulasso	28	39	38	59	55	37	10	12	20	22	18	16
Ouagadougou	137	158	137	179	227	225	45	52	41	51	65	74

Tableau III.99 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Incompétence					Irrecevabilité					Désistement				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**9**	**11**	**15**	**21**	12	**18**	**14**	**23**	**30**	15	**12**	**14**	**12**	**12**	15
Bobo-Dioulasso	0	5	8	13	3	3	3	4	14	1	2	3	4	2	6
Ouagadougou	9	6	7	8	9	15	11	19	16	14	10	11	8	10	9

Tableau III.100 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Radiations						Avant dire droit					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4**	**4**	**7**	**0**	**2**	**3**	**14**	**11**	**22**	**11**	**16**	**15**
Bobo-Dioulasso	0	1	2	0	1	3	3	2	8	2	0	1
Ouagadougou	4	3	5	0	1	0	11	9	14	9	16	14

Tableau III.101 : Référés des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	254	277	343	397	488	493
Décisions rendues	230	256	313	341	472	459
Décisions rédigées	226	244	313	249	477	459
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0

Tableau III.102 : Référés par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso						Ouagadougou					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	70	104	95	103	121	76	184	173	248	294	367	417
Décisions rendues	68	93	70	89	112	70	162	163	243	252	360	389
Décisions rédigées	64	81	70	86	112	70	162	163	243	163	365	389
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.
Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III.103 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contradictoire	217	241	298	337	440	432
Réputé contradictoire	12	5	12	4	28	26
Défaut	1	10	3	0	4	1
Total	**230**	**256**	**313**	**341**	**472**	459

Tableau III.104 : Ensemble des décisions de référés rendues par tribunal de commerce

	Bobo-Dioulasso						Ouagadougou					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contradictoire	57	78	60	88	104	64	160	163	238	249	336	368
Réputé contradictoire	10	5	7	1	4	5	2	0	5	3	24	21
Défaut	1	10	3	0	4	1	0	0	0	0	0	0
Total	**68**	**93**	**70**	**89**	**112**	**70**	**162**	**163**	**243**	**252**	**360**	**389**

Tableau III.105 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce

	Acceptation						Rejet					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**137**	**162**	**162**	**178**	**280**	263	**46**	**52**	**60**	**72**	**94**	67
Bobo-Dioulasso	53	65	34	43	62	35	4	13	14	13	15	10
Ouagadougou	84	97	128	135	218	228	42	39	46	59	79	57

Tableau III.106 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce

	Incompétence					Irrecevabilité					Désistement				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**22**	**30**	**26**	**33**	**62**	**6**	**14**	**29**	**26**	**17**	**6**	**31**	**25**	**36**	**34**
Bobo-Dioulasso	10	16	16	19	15	1	3	14	13	7	2	3	3	3	3
Ouagadougou	12	14	10	14	47	5	11	15	13	10	4	28	22	33	31

Tableau III.107 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce

	Radiations						Avant dire droit					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**8**	**11**	**12**	**2**	**9**	1	**5**	**8**	**16**	**11**	**8**	16
Bobo-Dioulasso	0	7	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Ouagadougou	8	4	12	2	9	1	5	6	16	11	8	16

Tableau III.108 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 062**	**1 080**	**1 257**	**1 496**	**1 172**	**1 290**
Bobo-Dioulasso	252	340	388	536	562	143
Ouagadougou	810	740	869	960	776	1147

Tableau III.109 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer						Autres ordonnances					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**418**	**353**	**399**	**372**	**306**	**242**	**644**	**727**	**858**	**1 124**	**1 102**	**1 048**
Bobo-Dioulasso	118	98	134	134	70	58	134	242	254	402	326	85
Ouagadougou	300	255	265	238	236	184	510	485	604	722	776	963

Tableau III.110 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**819**	**837**	**978**	**1 151**	**1 035**	905
Bobo-Dioulasso	255	302	335	391	310	100
Ouagadougou	564	535	643	760	725	805

Tableau III.111 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer						Autres ordonnances					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**251**	**251**	**281**	**268**	**230**	157	**568**	**586**	**697**	**883**	**805**	748
Bobo-Dioulasso	75	81	116	108	54	48	180	221	219	283	256	52
Ouagadougou	176	170	165	160	176	109	388	365	478	600	549	696

Tableau III.112 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		Immatri-culations des personnes physiques	*Immatri-culations des personnes morales*	*Modifications du RCCM*	*Radiations du RCCM*	*Sûretés mobilières*	Certificats de non faillite et autres
Ensemble	**2012**	**3 829**	**1 277**	**896**	**130**	**158**	**16 990**
	2013	**4 577**	**1 372**	**1 260**	**151**	**63**	**18 469**
	2014	**5 349**	**1 506**	**1 385**	**149**	**203**	**20 349**
	2015	**4 471**	**1 666**	**1 286**	**155**	**288**	**12 486**
	2016	**6 735**	**2 486**	**1 552**	**204**	**288**	**12 795**
	2017	**6 740**	**2 929**	**1 733**	**218**	**350**	**11 970**
Bobo-Dioulasso	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
	2016	1 566	170	272	27	0	1 247
	2017	1 376	202	239	27	0	1 844
Ouagadougou	2012	3 324	1 185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5 169	2 316	1 280	177	288	11 548
	2017	5 364	2 727	1 494	191	350	10 126

Tableau III.113 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	**Total**
Ensemble	**2012**	**59**	**79**	**79**	**43**	**8**	**0**	**268**
	2013	**84**	**77**	**102**	**37**	**8**	**2**	**310**
	2014	**95**	**80**	**92**	**22**	**3**	**5**	**297**
	2015	**110**	**100**	**125**	**20**	**8**	**7**	**370**
	2016	**135**	**119**	**134**	**47**	**8**	**1**	**444**
	2017	**167**	**96**	**99**	**29**	**10**	**8**	**409**
Bobo-Dioulasso	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
	2016	62	27	10	2	0	0	101
	2017	38	14	11	0	1	0	64
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343
	2017	129	82	88	29	9	8	345

Tableau III.114 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	**Total**
Total	**2012**	**22**	**19**	**15**	**3**	**0**	**3**	**62**
	2013	**154**	**79**	**41**	**7**	**6**	**15**	**302**
	2014	**138**	**47**	**63**	**13**	**16**	**6**	**283**
	2015	**130**	**79**	**118**	**25**	**11**	**7**	**370**
	2016	**193**	**137**	**65**	**37**	**7**	**3**	**442**
	2017	**145**	**103**	**103**	**43**	**13**	**4**	**411**
Bobo-Dioulasso	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
	2016	84	13	2	0	0	0	99
	2017	45	12	5	1	3	0	66
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343
	2017	100	91	98	42	10	4	345

III.5 Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant-dire-droit : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau III.115 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Saisines directes	554	466	577	559	511	486	303	405	399	540
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1
Ensemble	**554***	**466***	**577***	**559***	**511***	**486***	**303**	**405**	**403**	**541**
Affaires nouvelles selon leur nature										
Injonction de payer	355	280	395	350	245	231	203	213	99	127
Affaires civiles	199	186	172	209	266	245	92	192	242	341
Affaires commerciales	0	0	10	0	0	10	0	0	23	22
Référés									23	47
Contraventions	66	55	96	113	170	144	66	34	51	55
Ensemble	**620**	**521**	**673**	**672**	**681**	**630**	**361**	**439**	**438**	**592**
Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)										
Ensemble	**213***	**160***	**158***	**189***	**259***	**311***	**343***	**144***	**348***	**385**
Avant dire droit	0	4	1	0	0	0	2	4	1	4
Décisions sur le fond	164	121	135	116	178	207	197	90	203	258
Acceptation totale	*62*	*66*	*79*	*40*	*77*	*84*	*100*	*52*	*145*	*137*
Acceptation partielle	*74*	*38*	*40*	*62*	*77*	*94*	*66*	*20*	*45*	*88*
Rejet	*28*	*17*	*16*	*14*	*24*	*29*	*30*	*18*	*13*	*33*
Autres décisions	28	23	8	20	29	27	30	18	19	27
Irrecevabilité	*8*	*12*	*3*	*6*	*8*	*8*	*4*	*1*	*2*	*10*
Désistement	*10*	*5*	*2*	*9*	*7*	*12*	*12*	*5*	*3*	*9*
Incompétence	*10*	*6*	*3*	*5*	*14*	*7*	*14*	*12*	*14*	*8*
Radiations	16	9	12	28	32	36	42	6	71	56
Conciliations	5	3	2	25	20	41	72	26	54	40
Jugements rédigés (hors injonctions de payer)										
Ensemble	**126***	**112***	**122***	**113***	**163***	**182***	**319**	**129**	**233**	**290**

*sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III.116 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**199**	**186**	**182**	**209**	**266**	**255**	**124**	**192**	**265**	**363**
Bobo-Dioulasso	70	66	73	53	61	70	43	32	72	81
Ouagadougou	129	120	109	156	205	185	81	160	193	282

Tableau III.117 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**355**	**280**	**395**	**350**	**245**	**231**	**203**	**213**	**259**	**127**
Bobo-Dioulasso	142	126	202	214	64	40	24	37	88	72
Ouagadougou	213	154	193	136	181	191	179	176	171	94

Tableau III.118 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**164**	**121**	**135**	**116**	**178**	**207**	**197**	**90**	**203**	**258**
Bobo-Dioulasso	44	35	53	41	35	51	87	6	72	81
Ouagadougou	120	86	82	75	143	156	110	84	131	177

Sans les décisions pénales

Tableau III.119 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**126**	**112**	**122**	**113**	**163**	**182**	**319**	**129**	**233**	**290**
Bobo-Dioulasso	59	46	56	44	43	60	128	7	76	93
Ouagadougou	67	66	66	69	120	122	191	122	157	197

Sans les décisions pénales

Tableau III.120 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	**Total**
	2013	**184**	**43**	**10**	**1**	**0**	**0**	**238**
	2014	**173**	**42**	**7**	**0**	**0**	**0**	**221**
Ensemble	**2015**	**71**	**25**	**13**	**2**	**0**	**0**	**111**
	2016	**133**	**44**	**21**	**3**	**0**	**0**	**201**
	2017	**198**	**37**	**9**	**4**	**0**	**0**	**248**
	2013	177	41	10	0	0	0	**228**
	2014	153	38	7	0	0	0	**197**
Civiles	2015	67	22	13	2	0	0	**104**
	2016	122	34	15	3	0	0	**174**
	2017	180	33	9	4	0	0	**226**
	2013	7	2	0	1	0	0	**10**
	2014	20	4	0	0	0	0	**24**
Commerciales	2015	4	3	0	0	0	0	**7**
	2016	11	10	6	0	0	0	**27**
	2017	18	4	0	0	0	0	**22**

Tableau III.121 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso								Ouagadougou							
	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Affaires nouvelles	54	65	62	75	62	14	21	18	42	48	108	69	58	20	30	37
Décisions rendues	37	46	57	88	77	4	37	12	34	16	46	46	29	18	53	39
Décisions rédigées	37	46	57	88	122	4	16	12	26	6	25	58	34	16	23	39

III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise aux parents et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmation : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmation partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, plumitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	92	98	89	72	73	103	202	257	298	324
Contraventions	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*2*	1	2	0
Délits	*85*	*98*	*89*	*66*	*67*	*98*	*190*	231	263	301
Crimes	*7*	*0*	*0*	*5*	*6*	*5*	*10*	25	33	23
Décisions rendues	94	99	73	59	47	97	191	263	286	308
Placements	*15*	*25*	*15*	*15*	*19*	*18*	*34*	*48*	*52*	*61*
Remises à parents	*7*	*13*	*17*	*6*	*6*	*8*	*19*	*34*	*36*	*33*
Emprisonnements	*51*	*47*	*41*	*38*	*22*	*26*	*81*	*107*	*95*	*78*
Sursis	-	-	-	-	-	*26*	*26*	*13*	*9*	*16*
TIG	-	-	-	-	-	*5*	*12*	*25*	*33*	*45*
Incompétence	-	-	-	-	-	*5*	*9*	*3*	*0*	*0*
Relaxe	-	-	-	-	-	*6*	*10*	*21*	*60*	*75*
Remise à personne digne de confiance	-	-	-	-	-	*1*	*0*	*1*	*1*	*0*
Amende	-	-	-	-	-	*2*	*0*	*11*	*0*	*0*
Autres	*21*	*14*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Nombre de mineurs impliqués	112	112	97	79	87	110	272	291	327	382
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	-	5	*12	13	33	23
Affaires dont l'instruction est terminée	-	-	-	-	-	3	*2	5	5	9
Affaires en cours d'instruction au 31/12	7	15	21	20	29	27	*37	42	74	58

Tableau III.123 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	**20**	**7**	**11**	**11**	**56**	**24**	***16**	**28**	**10**	**39**
Mineurs concernés	**48**	**227**	**32**	**19**	***109***	***24***	***27***	**50**	**13**	**106**
Décisions rendues	**18**	**230**	**32**	**19**	***96***	***23***	****13***	**31**	**13**	**37**
Placements	*15*	*230*	*30*	*18*	*93*	*22*	*8*	*31*	*9*	*12*
Remises à parents	*2*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*4*	*21*
Autres	*1*	*0*	*2*	*1*	*2*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*

**Données définitives après l'atelier de validation*

Tableau III.124 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**92**	**98**	**89**	**72**	**73**	**98**	**194**	**232**	**298**	**324**
Banfora	-	-	-	-	-	-	8	10	23	14
Bobo-Dioulasso	29	26	21	33	23	31	32	31	59	51
Kaya	-	-	-	-	-	-	16	25	11	5
Koudougou	-	-	-	-	-	-	21	25	37	28
Ouagadougou	63	72	68	39	50	67	102	126	116	177
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	15	15	23	31
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	29	18

Tableau III.125 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**94**	**99**	**73**	**59**	**47**	**97**	**191**	**252**	**286**	**308**
Banfora	-	-	-	-	-	-	8	11	18	22
Bobo-Dioulasso	25	28	22	27	17	35	38	42	37	42
Kaya	-	-	-	-	-	-	19	27	15	5
Koudougou	-	-	-	-	-	-	24	17	38	38
Ouagadougou	69	71	51	32	30	62	87	139	139	152
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	15	16	24	30
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	15	19

Tableau III.126 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**20**	**7**	**11**	**11**	**56**	**24**	**16**	**28**	**10**	**39**
Banfora	-	-	-	-	-	-	0	0	1	1
Bobo-Dioulasso	5	0	5	4	3	6	6	1	0	2
Kaya	-	-	-	-	-	-	1	3	0	22
Koudougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouagadougou	15	7	6	7	53	18	7	24	9	14
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	2	0	0	0
Tenkodogo									0	0

Tableau III.127 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**18**	**230**	**32**	**18**	**96**	**23**	**13**	**31**	**13**	**37**
Banfora	-	-	-	-	-	-	0	0	1	1
Bobo-Dioulasso	13	3	6	3	3	5	5	4	0	2
Kaya	-	-	-	-	-	-	1	3	0	22
Koudougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouagadougou	5	227	26	15	93	18	7	24	12	12
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Il existe deux types de juridictions pour mineurs:

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans) ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges des enfants ». Ils sont au nombre de sept (07) actuellement à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau III.128 : Activités des tribunaux pour enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	**15**	**1**	**15**	**9**	**5**	**8**	**1**	**1**	**17**	**18**
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	4	1	0	2	1	2	0	1	4	8
Crimes	11	0	15	7	4	6	1	0	13	10

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Décisions rendues	**11**	**10**	**0**	**16**	**2**	**16**	**5**	**0**	**5**	**10**
Saisines directes	9	5	0	4	1	1	3	0	1	5
Placements	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2*	*0*	*1*	*0*
Remise à parents	*0*	*3*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3*
Emprisonnements	*7*	*1*	*0*	*2*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*2*
Autres	*2*	*1*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*
En appel	2	5	0	12	1	15	2	0	4	5
Confirmation	*1*	*2*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*2*
Réformation	*1*	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*
Infirmation	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*1*	*0*	*2*	*2*
Autres	*0*	*1*	*0*	*12*	*0*	*14*	*1*	*0*	*1*	*0*

Tableau III.129 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**15**	**1**	**15**	**9**	**5**	**8**	**1**	**1**	**17**	**18**
Bobo-Dioulasso	13	1	3	4	1	3	-	0	15	15
Ouagadougou	2	0	12	5	4	5	1	1	2	3

Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**11**	**10**	**0**	**16**	**2**	**16**	**5**	**0**	**5**	**10**
Bobo-Dioulasso	11	10	0	4	2	5	5	0	2	5
Ouagadougou	0	0	0	12	0	11	0	0	3	5

III.7 Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejuger une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III.131 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**673**	**710**	**739**	**756**	**1 104**	**996**	**977**	**1 225**	**1 241**	**786**
Rupture de contrat de travail	448	424	364	390	545	547	510	632	747	352
Non-paiement de salaire	82	109	143	163	234	234	241	224	182	162
Reconstitution de carrière	30	15	10	16	65	28	26	31	53	25
Référés	52	89	70	79	104	111	118	142	138	124
Sécurité sociale	3	8	5	11	33	18	24	50	32	23
Autres	58	65	147	97	123	58	58	146	89	100

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**423**	**496**	**681**	**618**	**742**	**975**	**817**	**874**	**1 080**	**1 189**
Décisions sur le fond	345	408	519	425	492	729	667	577	715	704
Acceptation	*114*	*79*	*101*	*117*	*138*	*224*	*204*	*183*	*608*	*587*
Rejet	*72*	*74*	*103*	*70*	*91*	*79*	*76*	*60*	*107*	*117*
Autres décisions	46	51	71	59	115	146	137	127	152	320
Incompétence	*15*	*21*	*25*	*25*	*36*	*38*	*32*	*23*	*56*	*31*
Désistement	*20*	*12*	*29*	*30*	*40*	*46*	*16*	*32*	*18*	*23*
Irrecevabilité		*8*	*7*	*0*	*30*	*38*	*41*	*27*	*28*	*52*
Avant dire droit	*11*	*10*	*10*	*4*	*9*	*24*	*48*	*45*	*50*	*49*
Radiation	*32*	*37*	*91*	*134*	*135*	*100*	*13*	170	213	165

Décisions rendues par type (y compris référés)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**390**	**454**	**590**	**484**	**607**	**875**	**804**	**704**	**866**	**859**
Contradictoire	332	382	469	363	506	706	633	518	682	659
Réputé contradictoire	22	19	36	43	45	51	51	59	57	63
Par défaut	36	53	85	78	56	118	120	127	127	137

NB : Hors radiations

Recours	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Opposition	7	21	22	25	12	14	7	29	37	17
Appel	240	318	296	241	274	338	260	281	341	519
Ensemble	**247**	**339**	**318**	**266**	**286**	**352**	**267**	**310**	**378**	**536**

Décisions rédigées	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**344**	**470**	**527**	**472**	**554**	**852**	**796**	**629**	**805**	**905**

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	**Total**
2012	21	63	158	190	43	25	**500**
2013	58	105	164	162	24	20	**533**
2014	85	116	212	184	49	45	**691**
2015	41	119	226	127	39	9	**559**
2016	34	144	269	228	42	9	**726**
2017	17	84	284	254	58	18	**715**

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III.132 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**673**	**710**	**739**	**756**	**1 104**	**996**	**977**	**1 225**	**1 241**	**786**
Bobo-Dioulasso	129	110	130	127	220	224	184	277	247	198
Koudougou	71	27	53	49	156	71	68	83	43	61
Ouagadougou	473	573	556	580	728	701	725	865	951	527

Tableau III.133 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**448**	**424**	**424**	**390**	**545**	**547**	**510**	**632**	**747**	**352**
Bobo-Dioulasso	73	14	83	17	149	153	118	202	138	111
Koudougou	40	2	34	30	61	35	30	30	16	38
Ouagadougou	335	408	307	343	335	359	362	400	593	203

Tableau III.134 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**82**	**109**	**143**	**163**	**234**	**234**	**241**	**224**	**182**	**162**
Bobo-Dioulasso	25	77	83	78	25	38	41	37	48	46
Koudougou	9	12	16	11	33	23	26	22	14	12
Ouagadougou	48	20	44	74	176	173	174	165	120	104

Tableau III.135 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**423**	**488**	**674**	**618**	**607**	**875**	**804**	**704**	**866**	**859**
Bobo-Dioulasso	140	100	102	85	112	240	151	136	224	221
Koudougou	48	56	50	29	60	128	66	50	54	42
Ouagadougou	235	332	522	504	435	507	587	518	588	596

Tableau III.136 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**345**	**408**	**519**	**425**	**492**	**729**	**667**	**579**	**714**	**704**
Bobo-Dioulasso	102	91	84	56	89	187	116	98	178	161
Koudougou	41	29	31	22	44	98	36	40	30	26
Ouagadougou	202	288	404	347	359	444	515	441	506	517

Tableau III.137 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**344**	**470**	**527**	**472**	**554**	**852**	**796**	**629**	**805**	**905**
Bobo-Dioulasso	116	102	83	47	80	217	143	74	171	294
Koudougou	41	37	34	29	60	128	66	50	54	42
Ouagadougou	187	331	410	396	414	507	587	505	580	569

IV Activités des juridictions de l’ordre administratif

IV.1 Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la règlementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques
Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Comptes de gestion reçus	**472**	**247**	**234**	**399**	**344**	**318**	**235**	**202**	**294**	**290**
CCOE	*112*	*76*	*74*	*73*	*71*	*72*	*86*	*83*	*81*	*79*
CCOCT	*336*	*158*	*144*	*304*	*255*	*180*	*134*	*100*	*131*	*162*
*CCEP**	*24*	*13*	*16*	*22*	*18*	*66*	*15*	*19*	*82*	*49*
Comptes de gestion attendus	**543**	**354**	**234**	**468**	**469**	**611**	**208**	**224**	**411**	**650**
CCOE	*65*	*66*	*74*	*71*	*72*	*73*	*74*	*75*	*77*	*85*
CCOCT	*364*	*267*	*144*	*364*	*364*	*364*	*116*	*116*	*116*	*116*
*CCEP**	*114*	*21*	*16*	*33*	*33*	*174*	*18*	*33*	*218*	*449*

Décisions rendues	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Arrêts provisoires	**24**	**94**	**36**	**22**	**0**	**60**	**36**	**0**	**43**	**8**
CCOE	*3*	*3*	*1*	*3*	*0*	*3*	*0*	*0*	*3*	*0*
CCOCT	*21*	*91*	*35*	*19*	*0*	*57*	*36*	*0*	*40*	*8*
Arrêts définitifs	**21**	**61**	**18**	**117**	**0**	**2**	**59**	**1**	**3**	**0**
Quitus	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Débet	*5*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Décharge et amendes	*16*	*61*	*18*	*116*	*0*	*2*	*59*	*1*	*3*	*0*

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Contrôles effectués	**11**	**11**	**3**	**8**	**5**	**7**	**11**	**11**	**39**	**27**
CCOE	*3*	*4*	*2*	*3*	*0*	*5*	*6*	*5*	*2*	*2*
CCEP	*6*	*4*	*1*	*4*	*2*	*1*	*3*	*4*	*3*	*3*
CCOCT	*2*	*3*	*0*	*1*	*3*	*1*	*2*	*2*	*34*	*22*

Décisions rendues par chambre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Référés	**6**	**6**	**0**	**4**	**4**	**3**	**5**	**6**	**0**	**0**
CCOE	*0*	*4*	*0*	*2*	*0*	*0*	*4*	*2*	*0*	*0*
CCEP	*6*	*1*	*0*	*1*	*0*	*3*	*1*	*4*	*0*	*0*
CCOCT	*0*	*1*	*0*	*1*	*4*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Lettres du président	**25**	**2**	**0**	**1**	**0**	**4**	**1**	**1**	**5**	**2**
CCOCT	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*1*	*3*	*0*
CCEP	*25*	*1*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*
CCOE	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*3*	*0*	*0*	*2*	*2*

Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Rapports	**3**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
Public	*2*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Exécution de la LDF	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Autres	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2 Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**63**	**79**	**87**	**94**	**172**	**103**	**120**	**149**	**277**	**137**
Fonction publique	21	24	24	13	25	10	31	25	26	30
Marchés publics	3	4	10	12	13	10	24	21	23	15
Foncier	24	29	26	30	37	36	30	53	54	45
Fiscal	4	0	5	0	2	1	0	3	2	6
Électoral	1	0	0	0	62	14	2	1	134	1
Contrat administratif									3	0
Sentences arbitrales	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	8	22	22	39	33	32	33	46	35	40

Affaires jugées selon la nature de la saisine	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**55**	**64**	**27**	**57**	**126**	**45**	**42**	**36**	**175**	**66**
Saisines directes	4	13	6	10	36	6	8	2	27	1
Appel	46	42	18	41	87	37	33	33	146	62
Cassation	5	9	3	6	3	2	1	1	2	3

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4**	**13**	**6**	**10**	**36**	**6**	**8**	**2**	**27**	**1**
Acceptation	0	2	2	3	0	2	0	0	6	0
Rejet	1	4	2	1	14	0	4	1	13	1
Incompétence	3	4	1	1	7	3	3	1	7	0
Irrecevabilité	0	3	1	5	15	1	1	0	1	0

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**46**	**42**	**18**	**41**	**87**	**37**	**33**	**33**	**146**	**62**
Confirmation (totale ou partielle)	29	25	11	26	48	27	22	22	106	40
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Incompétence	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Irrecevabilité	6	4	3	4	13	1	4	3	6	0
Annulation	10	13	4	11	25	9	6	8	33	22

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**5**	**9**	**3**	**6**	**3**	**2**	**1**	**1**	**2**	**3**
Cassation	0	2	1	2	0	0	0	0	1	0
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	5	7	1	4	2	2	1	0	1	3
Irrecevabilité	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0

Décisions rédigées	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**46**	**57**	**25**	**47**	**80**	**26**	**28**	**39**	**89**	**55**

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2017

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus
Ensemble	1	2	0	2	1	49
Fonction publique	0	0	0	0	0	13
Marchés publics	0	0	0	1	0	7
Foncier	0	0	0	0	0	10
Fiscal	0	0	0	0	0	3
Électoral	1	0	0	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0
Autres	0	2	0	1	1	16

Tableau IV.6 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**67**	**68**	**108**	**58**	**83**	**105**	**218**	**142**
Fonction publique	25	16	9	6	19	21	27	25
Marchés publics	4	9	6	9	9	13	12	19
Foncier	24	21	17	10	31	29	17	40
Fiscal	3	2	0	1	2	2	2	2
Électoral	1	0	62	14	2	1	134	7
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	1
Autres	10	20	14	18	20	39	26	48

Tableau IV.7 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**42**	**65**	**96**	**50**	**30**	**12**	**152**	**45**
Fonction publique	20	16	6	4	4	1	5	13
Marchés publics	3	8	4	7	4	4	4	3
Foncier	12	20	15	7	12	0	3	12
Fiscal	3	2	0	1	0	0	1	1
Électoral	0	0	62	14	0	1	134	7
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres	4	19	9	17	10	6	5	9

IV.3 Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**165**	**216**	**184**	**194**	**434**	**314**	**309**	**330**	**874**	**584**
Fonction publique	51	72	59	50	71	65	46	83	73	108
Marchés publics	18	17	23	42	61	60	30	39	77	72
Foncier	60	68	64	81	119	100	124	124	195	230
Fiscal	2	16	2	0	5	4	15	3	11	6
Électoral	3	5	1	0	127	32	5	8	423	21
Contrat administratif	-	-	-	-	5	6	64	43	5	43
Référé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65
Autres	31	38	35	21	46	47	25	30	90	39

Décisions rendues selon leur nature	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**115**	**126**	**193**	**128**	**317**	**258**	**188**	**253**	**687**	**421**
Décisions sur le fond	51	69	105	73	179	135	109	140	413	221
Acceptation totale	*20*	*37*	62	31	63	41	29	*51*	167	86
Acceptation partielle	*19*	*18*	19	17	41	40	33	*17*	29	35
Rejet	*12*	*14*	24	25	75	54	47	*72*	217	100
Autres décisions	64	57	88	55	138	123	79	113	274	200
Incompétence	*10*	*8*	16	10	40	16	11	*14*	69	45
Irrecevabilité	*29*	*31*	43	19	56	62	34	*45*	108	71
Désistement	*14*	*10*	9	14	20	17	14	*16*	38	32
Avant dire droit	*11*	*8*	20	12	22	28	20	*38*	59	52

Décisions rédigées	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**87**	**124**	**146**	**87**	**246**	**156**	**108**	**156**	**494**	**382**

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	**Total**
2011	13	4	17	49	10	6	**99**
2012	23	4	36	95	34	1	**193**
2013	20	9	33	97	22	24	**205**
2014	19	1	30	86	21	9	**166**
2015	35	6	29	86	39	25	**220**
2016	23	12	45	83	65	44	**272**
2017	19	10	79	96	60	43	**307**

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel
Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.
Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**165**	**216**	**184**	**194**	**434**	**314**	**309**	**330**	**874**	**584**
Banfora	1	2	1	0	7	0	4	7	18	11
Bobo-Dioulasso	31	25	23	30	43	51	49	56	191	136
Bogandé	0	1	1	1	3	4	1	0	8	2
Boromo	2	0	0	3	3	5	2	1	8	2
Dédougou	2	2	2	4	6	4	3	3	18	4
Diapaga	0	0	0	2	2	0	2	0	6	0
Diébougou				0	7	1	2	0	12	3
Djibo	-	1	1	0	3	1	2	0	13	1
Dori	0	0	1	4	9	3	3	1	16	5
Fada N'gourma	4	3	2	0	1	0	3	4	24	5
Gaoua	8	6	0	5	4	3	6	1	12	15
Kaya	3	1	2	7	9	6	3	5	12	4
Kongoussi	2	3	0	0	1	4	1	2	20	0
Koudougou	3	18	5	3	15	15	3	4	45	9
Koupéla									0	9
Léo	1	2	2	0	15	1	1	1	7	0
Manga	3	1	4	0	9	0	3	1	11	4
Nouna	-	1	0	0	2	5	1	2	8	1
Orodara	-	0	0	0	6	0	3	1	6	2
Ouagadougou	105	121	127	126	262	193	206	221	304	343
Ouahigouya	0	2	4	2	10	6	3	7	31	6
Tenkodogo	0	21	5	5	4	4	5	8	51	15
Tougan	0	0	1	1	9	0	1	1	22	2
Yako	0	4	0	0	2	1	1	1	4	2
Ziniaré	0	2	3	1	2	7	1	3	27	3

Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**60**	**68**	**64**	**81**	**119**	**100**	**124**	**124**	**195**	**230**
Banfora	1	0	0	0	3	0	1	6	0	8
Bobo-Dioulasso	15	17	17	21	15	25	29	41	70	97
Bogandé	0	1	0	1	0	0	1	0	0	2
Boromo	1	0	0	3	0	2	1	1	0	0
Dédougou	1	1	1	3	4	2	1	1	6	3
Diapaga	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0
Diébougou	-			0	1	1	0	0	0	1
Djibo	-	1	0	0	1	1	2	0	0	0
Dori	0	0	0	2	3	0	2	1	0	2
Fada N'gourma	2	3	0	0	0	0	0	4	1	2
Gaoua	3	2	0	2	0	0	3	1	1	7
Kaya	2	1	2	5	4	2	2	2	6	3
Kongoussi	2	2	0	0	0	2	0	0	2	0
Koudougou	1	8	5	2	12	12	1	1	7	3
Koupéla									0	1
Léo	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Manga	1	0	0	0	1	0	3	0	2	2
Nouna	-	0	0	0	0	1	1	2	0	0
Orodara	-	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Ouagadougou	31	25	35	35	69	49	67	52	87	90
Ouahigouya	0	1	2	0	2	1	2	4	1	2
Tenkodogo	0	4	1	3	0	0	5	7	7	6
Tougan	0	0	0	1	2	0	1	0	1	0
Yako	0	2	0	0	0	0	1	0	0	1
Ziniaré	0	0	1	1	0	2	0	0	3	0

Tableau IV.11 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**115**	**122**	**193**	**127**	**317**	**258**	**188**	**253**	**687**	**421**
Banfora	1	1	1	0	4	0	2	0	13	0
Bobo-Dioulasso	31	26	21	22	44	51	29	80	137	142
Bogandé	0	0	1	1	3	3	2	1	7	1
Boromo	0	0	0	1	3	6	2	4	7	0
Dédougou	3	0	2	4	0	0	0	0	14	2
Diapaga	0	0	0	0	2	0	1	0	5	0
Diébougou	-	-	0	0	5	1	1	0	12	0
Djibo	-	0	0	0	3	0	0	0	13	1
Dori	1	0	0	2	5	2	0	0	16	3
Fada N'gourma	0	0	2	1	3	1	1	0	19	1
Gaoua	3	2	5	0	7	6	0	1	9	7
Kaya	1	1	1	3	2	5	1	0	3	8
Kongoussi	5	0	0	0	1	3	0	0	15	0
Koudougou	0	3	10	12	1	8	0	0	43	5
Koupéla									0	3
Léo	0	0	2	0	3	0	0	0	5	0
Manga	2	2	2	3	6	1	1	2	8	2
Nouna	-	0	0	0	2	2	0	0	7	0
Orodara	-	0	0	0	6	0	0	0	5	0
Ouagadougou	64	86	135	70	190	160	142	157	244	218
Ouahigouya	0	0	0	4	12	2	2	4	26	1
Tenkodogo	2	1	6	1	5	2	0	4	37	19
Tougan	0	0	3	0	8	0	2	0	23	0
Yako	0	0	0	0	1	1		0	3	3
Ziniaré	2	0	2	3	1	4	2	0	16	5

Tableau IV.12 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**51**	**67**	**105**	**73**	**179**	**135**	**109**	**140**	**413**	**221**
Banfora	1	1	1	0	2	0	1	0	13	0
Bobo-Dioulasso	13	17	8	15	20	15	11	40	46	78
Bogandé	0	0	0	1	0	3	0	0	4	0
Boromo	0	0	0	0	1	5	1	3	1	0
Dédougou	1	0	1	3	0	0	0	0	12	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	1	0	5	0
Diébougou			0	0	3	1	1	0	5	0
Djibo	-	0	0	0	1	0	0	0	8	1
Dori	1	0	0	2	4	2	0	0	15	3
Fada N'gourma	0	0	1	0	2	1	1	0	13	1
Gaoua	2	1	1	0	4	3	0	1	5	2
Kaya	0	1	1	2	0	3	0	0	3	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	0	0	13	0
Koudougou	0	2	5	4	0	4	0	0	31	4
Koupéla									0	2
Léo	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Manga	0	1	2	2	6	1	1	0	5	1
Nouna	-	0	0	0	2	1	0	0	4	0
Orodara	-	0	0	0	6	0	0	0	3	0
Ouagadougou	33	43	78	40	107	90	88	92	155	122
Ouahigouya	0	0	0	2	8	1	2	3	17	0
Tenkodogo	0	1	4	1	3	2	0	1	21	2
Tougan	0	0	2	0	7	0	1	0	23	0
Yako	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Ziniaré	0	0	1	1	1	2	1	0	10	2

Tableau IV.13 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**100**	**114**	**185**	**123**	**305**	**248**	**183**	**251**	**672**	**377**
Banfora	1	1	1	0	4	0	2	0	13	0
Bobo-Dioulasso	31	25	21	22	44	50	28	79	157	118
Bogandé	0	0	1	1	0	3	2	1	6	1
Boromo	0	0	0	1	3	6	0	4	7	0
Dédougou	3	0	2	4	0	0	0	0	14	3
Diapaga	0	0	0	0	2	0	1	0	5	0
Diébougou	-	-	0	0	5	1	1	0	12	0
Djibo	-	0	0	0	3	0	0	0	13	1
Dori	1	0	0	2	5	2	0	0	17	3
Fada N'gourma	0	0	2	1	3	1	1	0	19	1
Gaoua	3	2	5	0	7	6	0	1	9	14
Kaya	1	1	1	3	2	5	1	0	3	6
Kongoussi	5	0	0	0	1	3	0	0	16	0
Koudougou	0	3	8	12	1	8	0	0	42	5
Koupéla									0	2
Léo	0	0	2	0	3	0	0	0	4	2
Manga	2	1	2	3	5	1	1	1	8	2
Nouna	-	0	0	0	2	2	0	0	7	0
Orodara	-	0	0	0	6	0	0	0	5	0
Ouagadougou	49	80	129	67	184	151	140	157	218	198
Ouahigouya	0	0	0	4	10	2	2	4	25	1
Tenkodogo	2	1	6	0	5	2	0	4	34	15
Tougan	0	0	3	0	8	0	2	0	22	0
Yako	0	0	0	0	1	1	0	0	2	0
Ziniaré	2	0	2	3	1	4	2	0	14	5

Tableau IV.14 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**149**	**147**	**158**	**151**	**295**	**336**	**205**	**271**	**735**	**424**
Fonction publique	39	38	51	37	60	58	51	80	59	86
Marchés publics	1	12	18	25	26	65	44	35	49	56
Foncier	54	43	54	64	71	109	55	89	148	195
Fiscal	12	9	5	1	1	4	7	3	4	6
Électoral	2	2	1	0	106	27	3	7	401	20
Contrat administratif	-	-	-	-	0	0		0	12	13
Autres	41	43	29	24	31	73	45	57	62	48

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**89**	**177**	**185**	**134**	**278**	**282**	**213**	**241**	**694**	**406**
Fonction publique	21	51	50	42	43	56	45	68	68	82
Marchés publics	1	15	23	19	32	44	43	30	45	59
Foncier	33	44	60	51	70	104	70	95	136	175
Fiscal	6	19	14	1	2	3	6	2	8	0
Électoral	2	2	1	0	91	24	4	7	386	19
Contrat administratif					0	0	0	0	18	10
Autres	26	46	37	21	40	51	45	39	33	61

Tableau IV.15 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**149**	**147**	**158**	**151**	**295**	**336**	**205**	**271**	**735**	**424**
Banfora	1	0	1	0	8	0	2	0	13	6
Bobo-Dioulasso	35	26	20	20	44	41	19	47	161	167
Bogandé	0	0	1	0	3	3	0	0	6	1
Boromo	0	0	0	5	3	6	1	0	8	0
Dédougou	0	7	3	0	2	7	1	0	15	0
Diapaga	0	0	0	2	1	0	0	0	5	0
Diébougou	-	-	0	0	5	1	1	0	12	3
Djibo	-	0	0	0	3	0	0	0	13	4
Dori	1	0	1	0	10	2	0	0	16	5
Fada N'gourma	0	2	0	0	2	0	1	0	19	0
Gaoua	0	6	0	4	3	6	0	0	9	15
Kaya	2	1	1	0	5	8	1	0	17	0
Kongoussi	2	0	0	0	1	2	1	0	19	0
Koudougou	2	7	17	0	3	17	0	0	43	5
Koupéla									0	5
Léo	0	1	1	0	5	0	0	0	7	0
Manga	3	3	4	4	6	1	0	1	10	3
Nouna	-	0	0	0	2	2	1	0	8	1
Orodara	-	0	0	0	6	0	3	0	6	2
Ouagadougou	102	86	101	109	163	226	166	221	236	177
Ouahigouya	0	0	0	3	12	4	4	1	26	5
Tenkodogo	0	3	5	0	5	4	0	1	34	19
Tougan	0	0	3	1	0	0	2	0	21	1
Yako	0	3	0	0	2	1	0	0	4	0
Ziniaré	1	2	0	3	1	5	2	0	27	5

Tableau IV.16 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**89**	**177**	**185**	**134**	**278**	**282**	**213**	**241**	**694**	**406**
Banfora	1	0	1	0	4	0	2	0	13	3
Bobo-Dioulasso	35	24	21	19	42	51	37	73	151	158
Bogandé	0	0	1	0	3	3	0	1	6	0
Boromo	0	0	0	2	0	6	0	0	7	0
Dédougou	0	7	3	1	0	2	1	0	16	0
Diapaga	0	0	0	2	2	0	0	0	5	0
Diébougou	-	-	0	0	5	1	1	0	12	3
Djibo	-	0	0	0	3	0	0	0	13	1
Dori	1	0	0	0	6	2	0	0	16	5
Fada N'gourma	0	0	0	2	2	0	0	0	19	2
Gaoua	0	2	1	0	3	6	0	0	9	7
Kaya	2	0	1	3	5	0	1	0	17	0
Kongoussi	0	0	0	0	1	2	1	0	11	0
Koudougou	0	7	17	0	2	25	0	0	43	5
Koupéla									0	3
Léo	0	0	1	0	3	0	0	0	10	0
Manga	2	2	4	6	6	1	0	1	9	4
Nouna	-	0	0	0	2	2	0	0	8	0
Orodara	-	0	0	0	6	0	0	0	5	0
Ouagadougou	47	130	128	91	163	172	163	163	224	195
Ouahigouya	0	0	0	4	12	2	4	2	26	0
Tenkodogo	0	3	5	1	5	2	0	0	34	14
Tougan	0	0	2	0	0	0	2	1	22	0
Yako	0	0	0	0	2	1	0	0	4	0
Ziniaré	1	2	0	3	1	4	1	0	14	6

V Etablissements pénitentiaires

V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques
Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :
Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt et de correction, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'avaient pas encore intégré leurs locaux propres en 2006 et 2010.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des détenus	**4 801**	**5 400**	**5 198**	**5 039**	**5 035**	**5 976**	**6 827**	**7 544**	**7 670**	**7 840**
Détenus en attente de jugement	1 803	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681
Inculpés (en instruction)	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893
Prévenus	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788
OMD	210	82	170	262	67	47	75	109	17	11
Condamnés	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5148

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité d'accueil	2 780	3 140	3 260	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120
Nombre de détenus au 31 décembre	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840
Taux d'occupation (en %)	**172,7**	**172,0**	**159,4**	**149,1**	**143,9**	**170,7**	**170,7**	**188,6**	**186,2**	**190,3**

Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des entrées	**10 945**	**11 077**	**10 122**	**8 257**	**8 876**	**10 008**	**10 335**	**9 601**	**7 998**	**8 653**
Hommes	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342
Femmes	287	405	309	225	223	342	365	317	236	311

Répartition des entrées selon l'âge	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Mineurs	702	716	540	483	501	545	673	536	529	563
13 ans à moins de 15 ans	*70*	*117*	93	75	70	96	152	83	74	67
15 ans à moins de 18 ans	*632*	*599*	447	408	431	449	521	453	455	496
Majeurs	10 243	10 361	9 582	7 774	8 375	9 463	9 662	9 065	7 469	8 090
18 ans à moins de 21 ans	*1 386*	*1 318*	*1 227*	*966*	*1 086*	*1 118*	*1 216*	*1 275*	*810*	*934*
21 ans à moins de 25 ans	*2 013*	*1 731*	*1 615*	*1 446*	*1 365*	*1 542*	*1 632*	*1 653*	*1147*	*1236*
25 ans à moins de 30 ans	*2 646*	*2 891*	*2 251*	*1 888*	*1 870*	*2 117*	*2 211*	*2 111*	*1 788*	*1727*
30 ans à moins de 40 ans	*2 639*	*2 757*	*2 728*	*2 119*	*2 427*	*2 747*	*2 815*	*2 441*	*2 262*	*2314*
40 ans à moins de 60 ans	*1 375*	*1 481*	*1 601*	*1 219*	*1 427*	*1 657*	*1 594*	*1 360*	*1299*	*1581*
60 ans et plus	*184*	*183*	*160*	*136*	*200*	*282*	*194*	*225*	*163*	*298*

Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Évasions	116	48	88	41	30	44	42	19	21	93
Décès	68	62	119	79	47	68	73	76	54	38
Hospitalisations	268	292	301	287	220	221	295	267	244	305
Sorties autorisées	639	588	722	688	693	617	516	655	636	578

Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**4 801**	**5 400**	**5 198**	**5 039**	**5 035**	**5 976**	**6 827**	**7 544**	**7 670**	**7 840**
Banfora	134	180	195	185	211	250	248	306	329	301
Baporo	43	24	43	48	39	34	16	32	28	17
Bobo-Dioulasso	547	513	552	487	477	571	604	656	746	712
Bogandé	145	183	136	125	128	176	333	342	288	275
Boromo	156	148	148	144	145	200	254	235	253	253
Dédougou	208	211	180	157	176	171	189	174	194	183
Diapaga	104	91	105	98	120	158	194	194	219	265
Diébougou	-	0	0	72	79	100	131	129	144	195
Djibo	-	83	97	105	115	110	102	119	171	156
Dori	161	161	144	141	132	161	194	212	161	118
Fada N'gourma	265	325	333	328	315	248	268	335	343	356
Gaoua	235	231	185	115	135	118	126	149	176	228
Kaya	313	282	245	224	212	309	353	365	267	202
Kongoussi	159	90	86	74	67	69	84	94	111	66
Koudougou	173	206	239	202	192	223	224	288	298	278
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	2	84
Léo	82	136	126	125	125	145	169	165	154	124
Manga	209	187	176	159	234	236	241	265	202	162
Nouna	-	33	57	54	41	71	94	72	109	105
Orodara	-	49	36	46	72	71	163	91	133	143
Ouagadougou (MACO)*	1 289	1 594	1 540	1 536	1 439	1 621	1 738	2 178	2 154	2 329
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	231	198	232	353
Ouahigouya*	233	274	170	109	111	189	206	218	222	248
Tenkodogo	299	315	292	293	243	521	435	381	368	300
Tougan	46	84	113	82	77	68	55	88	105	127
Yako	-	-	-	48	45	57	61	123	102	91
Ziniaré	-	-	-	82	105	99	114	135	159	169

Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 804**	**2 339**	**1 868**	**1 622**	**1 684**	**2 187**	**2 578**	**3 242**	**3 201**	**2 681**
Banfora	36	49	48	41	64	73	79	140	173	125
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	214	217	209	150	146	150	257	336	388	233
Bogandé	77	95	62	59	88	104	238	230	196	181
Boromo	46	53	62	76	51	56	57	69	83	53
Dédougou	66	56	47	52	49	71	56	58	82	56
Diapaga	59	41	39	39	70	114	115	106	121	139
Diébougou	-	-	0	41	25	35	46	47	52	53
Djibo	-	26	25	26	43	40	45	51	70	37
Dori	77	44	28	43	24	50	74	88	60	38
Fada N'gourma	149	159	195	175	122	89	95	117	150	136
Gaoua	87	87	80	50	45	37	46	71	52	73
Kaya	143	107	90	63	51	86	106	132	91	55
Kongoussi	62	32	31	17	23	26	35	41	43	13
Koudougou	77	99	97	81	71	98	71	126	71	78
Koupéla									2	20
Léo	34	39	29	40	41	78	91	62	61	54
Manga	53	52	51	44	83	95	88	84	33	44
Nouna	-	14	30	27	17	38	45	38	33	33
Orodara	-	29	13	12	22	39	109	60	66	77
Ouagadougou(MACO)*	400	895	503	400	468	498	562	988	972	668
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	13	54	195
Ouahigouya*	88	103	58	33	39	76	48	65	61	65
Tenkodogo	125	111	115	73	65	239	218	206	174	127
Tougan	11	31	56	39	30	32	27	30	34	39
Yako	-	-	-	10	4	9	23	30	15	26
Ziniaré	-	-	-	31	43	54	47	54	64	63

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**210**	**82**	**170**	**262**	**67**	**47**	**75**	**109**	**17**	**11**
Banfora	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	2	9	7	8	0	7	0	2	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Dédougou	1	0	0	0	0	1	1	11	0	0
Diapaga	17	3	18	7	12	2	5	0	3	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	3	0	1	2	1	0	0	0	9
Dori	2	0	2	3	5	1	2	2	0	0
Fada N'gourma	0	4	3	14	7	4	11	2	0	0
Gaoua	1	10	4	0	5	0	2	0	0	0
Kaya	5	0	0	3	0	3	5	8	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Koudougou	6	0	7	0	2	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Léo	0	0	0	11	9	2	2	0	0	0
Manga	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	2	3	0	1	1	0	0	0	0
Orodara	0	5	0	0	0	1	11	0	0	0
Ouagadougou (MACO)**	169	29	106	210	15	20	30	27	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	9	2
Ouahigouya**	1	0	2	4	0	2	0	4	1	0
Tenkodogo	3	5	0	0	4	0	2	53	1	0
Tougan	2	0	0	1	1	0	1	0	3	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	11	17	0	3	0	2	0	0	0

Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**10945**	**11077**	**10122**	**8 257**	**8 876**	**10008**	**10335**	**9 601**	**7 998**	**8 653**
Banfora	266	354	335	303	312	335	285	269	283	287
Baporo*	77	nd	86	59	76	58	49	71	44	0
Bobo-Dioulasso	1 144	957	926	672	640	913	669	647	720	646
Bogandé	230	358	292	310	375	347	390	361	170	110
Boromo	342	441	348	298	298	313	339	260	290	310
Dédougou	299	355	293	227	286	283	272	209	241	240
Diapaga	182	182	241	251	263	232	193	247	179	152
Diébougou	-	-	0	173	163	197	223	192	169	209
Djibo	-	173	159	199	163	183	160	136	186	374
Dori	333	400	298	244	280	276	371	368	207	278
Fada N'gourma	524	635	533	465	502	414	424	645	404	379
Gaoua	420	444	363	225	241	199	236	283	243	313
Kaya	556	506	431	366	396	503	590	442	262	220
Kongoussi	242	197	155	114	136	121	125	115	122	81
Koudougou	424	585	545	292	343	464	426	399	369	451
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	2	164
Léo	141	315	235	244	291	340	275	208	101	118
Manga	448	402	296	271	355	389	386	322	176	161
Nouna	-	64	118	107	113	205	161	124	128	94
Orodara	-	117	119	92	133	151	264	147	125	167
Ouagadougou(MACO)**	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	246	20	96	163
Ouahigouya**	405	495	378	273	221	311	401	375	256	349
Tenkodogo	679	853	793	450	695	863	672	688	457	290
Tougan	158	190	204	185	192	154	157	144	117	161
Yako	-	-	-	52	47	59	70	169	96	79
Ziniaré	-	-	-	121	182	182	183	187	162	166

* Tous les entrées de Baporo sont des transfèrements entrant. **Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.9 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2017 par établissement pénitentiaire

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juilt	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Ensemble	**296**	**338**	**309**	**272**	**243**	**220**	**277**	**242**	**169**	**20**	**10**	**0**
Banfora	7	1	6	1	1	0	1	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	7	5	7	4	4	7	0	3	2	3	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	2	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	15	2	2	0	0	0	10	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	9	9	21	18	24	30	36	14	14	7	9	0
Dori	11	23	4	13	19	24	19	7	1	0	0	0
Fada	3	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	7	20	10	16	6	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	9	14	8	20	11	7	12	9	0	0	0	0
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	9	1	10	4	0	0	0	3	0	0	0	0
Manga	12	8	3	16	8	0	0	6	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	186	240	208	148	144	145	161	182	151	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	11	7	13	21	24	6	37	18	1	9	1	0
Ouahigouya	7	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Tenkodogo	0	0	3	0	2	0	1	0	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	2	4	11	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.10 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**116**	**48**	**88**	**112**	**147**	**156**	**146**	**122**	**75**	**99**
Banfora	4	1	2	2	4	8	8	5	3	3
Baporo	6	0	8	10	18	25	27	29	9	15
Bobo-Dioulasso	13	1	4	7	11	15	7	6	2	19
Bogandé	4	0	4	0	6	6	6	6	3	3
Boromo	3	5	1	8	2	4	4	3	2	1
Dédougou	9	4	0	4	6	8	2	6	6	10
Diapaga	1	2	0	2	4	8	3	1	1	0
Diébougou	-	-	0	4	5	2	1	2	5	1
Djibo	-	0	2	2	9	5	4	2	5	3
Dori	7	1	0	5	5	3	3	1	1	1
Fada N'gourma	6	0	0	5	15	2	5	4	1	1
Gaoua	3	5	1	7	3	3	4	5	0	0
Kaya	1	1	30	4	4	9	6	4	8	5
Kongoussi	3	0	1	0	1	0	1	0	0	2
Koudougou	2	12	0	7	6	2	10	14	1	3
Koupéla									0	0
Léo	4	1	0	4	6	5	1	3	0	1
Manga	2	0	3	3	7	11	18	2	9	5
Nouna	-	2	0	2	1	7	4	7	1	7
Orodara	-	0	3	4	4	1	1	0	0	2
Ouagadougou (MACO)*	29	7	16	16	6	9	7	3	7	5
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	1	1	0	0
Ouahigouya*	3	0	0	6	3	2	2	2	1	1
Tenkodogo	14	0	13	4	13	8	16	10	3	2
Tougan	2	6	0	4	3	8	2	0	1	4
Yako	-	-	-	2	1	4	2	5	6	4
Ziniaré	-	-	-	0	4	1	1	1	0	1

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.11 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**68**	**62**	**119**	**79**	**47**	**68**	**73**	**76**	**54**	**38**
Banfora	0	1	0	0	3	4	2	1	2	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	7	1	5	1	6	5	4	3	3
Bogandé	1	1	5	1	1	0	2	5	1	0
Boromo	1	2	5	6	2	3	0	4	5	0
Dédougou	1	2	0	1	1	1	3	4	1	2
Diapaga	1	0	1	4	2	1	2	3	1	4
Diébougou	-			0	1	0	0	1	1	0
Djibo	-	1	3	2	1	1	1	4	5	8
Dori	1	4	3	15	3	5	7	9	3	2
Fada N'gourma	6	4	24	13	12	19	14	7	5	1
Gaoua	3	7	4	2	1	0	1	4	1	1
Kaya	5	3	1	0	0	1	2	1	2	0
Kongoussi	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Koudougou	1	9	1	1	5	0	0	1	0	1
Koupéla									0	0
Léo	0	1	5	7	3	0	2	2	0	0
Manga	1	5	4	1	1	3	5	3	1	3
Nouna	-	0	3	0	1	0	0	1	0	0
Orodara	-	1	0	0	0	1	0	1	2	1
Ouagadougou(MACO)*	34	10	43	13	6	11	17	8	15	8
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	1	2	0	3
Ouahigouya*	3	2	12	2	0	0	0	4	0	0
Tenkodogo	3	1	3	5	1	8	8	2	1	0
Tougan	1	0	1	0	1	1	0	1	3	0
Yako	-	-	-	0	0	2	0	2	1	0
Ziniaré	-	-	-	1	1	1	1	1	0	0

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2 Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.12 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des prévenus	**563**	**1 000**	**689**	**522**	**615**	**777**	**969**	**1 455**	**1 318**	**788**
Répartition selon le sexe										
Hommes	558	962	675	517	607	771	950	1 430	1289	765
Femmes	5	38	14	5	8	6	19	25	29	23

Répartition selon l'âge	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Moins de 18 ans	43	49	37	38	54	53	84	122	97	67
18 ans à moins de 21 ans	77	137	105	58	82	100	161	193	155	75
21 ans à moins de 25 ans	107	208	126	109	108	138	161	252	256	133
25 ans à moins de 30 ans	139	266	157	120	128	167	207	313	260	173
30 ans à moins de 40 ans	125	244	171	141	144	222	248	376	361	236
40 ans et plus	72	96	93	56	99	97	108	199	189	104

Répartition selon la nature de l'infraction	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Crimes et délits contre les biens	434	763	518	407	433	518	634	1 069	920	460
Dont										
Vols, recels, extorsion, escroquerie	384	687	459	355	381	458	568	937	745	371
Abus de confiance	43	62	45	34	22	49	43	101	67	31
Destructions, dégradations, dommages	0	9	10	13	24	4	8	23	22	11
Crimes et délits contre les particuliers	73	91	92	68	112	160	177	184	176	131
Dont										
Coups et blessures volontaires	44	45	44	30	49	52	70	56	99	57
Vols aggravés	0	2	12	14	34	54	43	66	7	8
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	37	109	59	28	37	53	81	98	161	141
Dont										
Stupéfiants	18	70	30	12	11	29	48	61	121	106
Mutilations génitales féminines	5	17	7	0	1	3	9	2	0	2
Enlèvement d'enfant	2	3	8	9	10	11	15	7	12	12
Attentats aux bonnes mœurs	9	9	12	5	8	4	9	20	4	13
Crimes et délits contre la chose publique	14	31	17	17	28	27	52	87	39	52
Dont										
Faux et usage de faux	4	20	9	7	4	15	20	26	25	32
Evasion	4	5	2	1	1	3	9	4	3	1
Infractions en matière d'armes et de munitions	5	6	3	2	5	19	26	17	12	4
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0

Répartition selon la durée de détention préventive	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Moins de 1 mois	311	323	390	310	324	497	458	655	439	431
De 1 mois à moins de 2 mois*	149	306	163	106	172	134	158	109	362	142
De 2 mois à moins de 3 mois	34	198	67	49	41	52	169	358	234	66
De 3 mois à moins de 6 mois	20	140	61	45	28	53	89	243	162	99
De 6 mois à moins de 12 mois	46	27	6	8	28	25	68	76	76	42
12 mois et plus	3	6	2	4	22	16	27	14	45	8

*Les données de 2008 à 2011 prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.13 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**563**	**1 000**	**689**	**522**	**615**	**777**	**969**	**1 455**	**1 318**	**788**
Banfora	8	6	10	12	13	34	27	14	56	32
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	51	55	87	53	44	35	120	178	235	93
Bogandé	6	6	6	11	29	20	54	45	16	8
Boromo	9	3	21	15	12	12	6	21	40	16
Dédougou	20	15	18	19	17	22	10	20	16	18
Diapaga	33	21	17	14	27	46	48	33	19	25
Diébougou	-	-	0	15	8	12	9	15	8	3
Djibo	-	3	2	11	22	13	14	13	11	3
Dori	44	17	13	15	9	25	35	52	33	15
Fada N'gourma	46	37	53	45	47	35	48	47	58	33
Gaoua	6	23	6	14	10	9	9	17	13	29
Kaya	38	21	29	22	13	32	27	56	29	16
Kongoussi	21	6	6	2	6	11	7	17	22	7
Koudougou	36	51	35	28	15	24	30	80	11	28
Koupéla									1	1
Léo	20	17	13	26	7	28	29	6	3	4
Manga	22	13	6	4	22	23	24	26	10	7
Nouna	-	2	16	4	4	8	17	15	13	11
Orodara	-	18	6	3	4	17	47	12	9	15
Ouagadougou (MACO)*	131	604	284	170	256	262	289	654	594	299
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	13	3	0
Ouahigouya*	32	39	9	6	13	37	20	35	36	35
Tenkodogo	36	33	35	21	20	45	73	44	54	42
Tougan	4	10	17	5	7	8	10	14	9	6
Yako	-	-	-	3	0	3	8	12	3	11
Ziniaré	-	-	-	4	10	16	8	16	16	31

Tableau V.14 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**43**	**49**	**37**	**38**	**54**	**53**	**102**	**122**	**97**	**67**
Banfora	0	0	0	0	0	1	4	2	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bobo-Dioulasso	2	6	7	9	7	6	24	11	13	4
Bogandé	2	1	0	0	2	2	1	6	1	0
Boromo	0	1	0	0	0	0	0	1	1	1
Dédougou	0	2	1	0	3	1	0	2	0	0
Diapaga	2	1	2	3	1	0	2	1	0	0
Diébougou	-	-	0	1	1	1	1	0	0	0
Djibo	-	0	0	2	3	0	3	2	0	0
Dori	2	0	0	0	1	1	1	2	0	0
Fada N'gourma	2	3	4	1	7	0	4	4	10	0
Gaoua	1	0	1	0	0	0	2	1	1	0
Kaya	3	0	2	3	0	5	10	5	9	4
Kongoussi	1	0	0	0	0	1	0	3	0	0
Koudougou	2	4	5	4	3	3	3	12	1	1
Koupéla									0	1
Léo	1	0	2	0	2	0	0	0	0	1
Manga	0	2	0	1	2	2	1	4	6	0
Nouna	-	0	0	2	0	1	0	0	3	0
Orodara	-	1	0	1	2	4	11	0	2	4
Ouagadougou (MACO)*	7	20	7	6	15	13	28	57	36	40
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya*	3	6	0	2	3	3	2	3	4	4
Tenkodogo	15	2	5	1	2	3	2	6	8	2
Tougan	0	0	1	0	0	1	0	0	1	1
Yako	-	-	-	2	0	0	1	0	0	2
Ziniaré	-	-	-	0	0	5	2	0	0	2

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.15 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**227**	**394**	**278**	**205**	**244**	**291**	**406**	**567**	**508**	**275**
Banfora	3	3	2	2	6	6	11	7	28	10
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	10	20	35	24	19	14	72	49	89	22
Bogandé	4	1	2	7	16	6	26	21	12	3
Boromo	3	2	20	9	3	6	0	3	11	6
Dédougou	10	8	4	7	10	11	5	6	4	3
Diapaga	16	6	5	9	8	20	17	13	4	7
Diébougou	-	-	0	5	3	3	3	4	4	0
Djibo	-	1	2	5	5	1	4	5	5	1
Dori	14	2	2	2	3	17	11	24	11	3
Fada N'gourma	11	18	31	18	30	11	20	18	30	13
Gaoua	2	7	3	4	1	0	6	7	5	6
Kaya	20	14	13	15	8	13	15	30	13	5
Kongoussi	8	1	4	1	4	5	4	9	1	3
Koudougou	16	30	21	17	9	10	9	38	3	10
Koupéla									0	1
Léo	11	4	5	10	2	11	9	5	0	2
Manga	9	4	4	1	10	7	12	12	6	1
Nouna	-	0	7	2	0	1	3	3	4	2
Orodara	-	4	1	2	3	8	25	4	7	9
Ouagadougou (MACO)*	56	232	92	50	85	104	110	264	224	105
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	1	0	0
Ouahigouya*	12	19	4	4	6	4	5	15	14	17
Tenkodogo	22	15	16	6	8	21	28	14	23	25
Tougan	0	3	5	1	0	3	1	6	3	3
Yako	-	-	-	3	0	0	5	5	0	8
Ziniaré	-	-	-	1	5	9	5	4	7	10

Tableau V.16 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**308**	**323**	**390**	**310**	**111**	**497**	**458**	**655**	**439**	**431**
Banfora	8	6	10	2	2	24	20	13	8	21
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bobo-Dioulasso	51	43	34	32	12	24	0	97	4	30
Bogandé	4	6	4	10	13	8	25	30	6	4
Boromo	6	1	19	11	2	11	6	16	29	12
Dédougou	19	13	0	14	1	17	10	10	10	14
Diapaga	4	7	1	6	3	6	8	25	6	16
Diébougou	-	-	0	12	2	10	7	10	8	2
Djibo	-	3	2	0	1	8	10	11	7	1
Dori	37	6	4	9	1	16	26	32	12	13
Fada N'gourma	13	21	26	18	9	14	29	19	20	22
Gaoua	6	20	6	12	1	3	8	11	11	15
Kaya	6	19	27	15	3	23	18	18	16	6
Kongoussi	15	6	6	1	0	11	6	8	12	2
Koudougou	24	37	28	21	7	9	25	33	8	19
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Léo	0	10	2	9	2	20	8	1	3	2
Manga	18	13	4	2	3	19	7	16	9	6
Nouna	-	0	5	0	1	2	9	14	10	9
Orodara	-	1	0	2	0	5	3	2	3	5
Ouagadougou (MACO)*	51	60	179	111	35	172	164	217	207	159
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	13	1	0
Ouahigouya*	24	21	2	2	4	35	17	28	14	30
Tenkodogo	18	21	22	19	6	40	34	10	14	23
Tougan	4	9	9	0	1	7	6	7	5	5
Yako	-	-	-	0	0	3	6	9	0	7
Ziniaré	-	-	-	2	2	10	6	5	15	8

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**434**	**763**	**518**	**407**	**433**	**518**	**634**	**1 069**	**920**	**460**
Banfora	8	6	5	11	11	21	15	12	46	25
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	45	37	69	45	38	28	93	145	198	69
Bogandé	4	5	2	8	24	8	35	27	0	0
Boromo	4	2	12	13	4	10	4	11	26	14
Dédougou	14	13	12	13	15	12	8	20	8	8
Diapaga	23	14	9	9	14	31	22	7	16	10
Diébougou	-	-	0	9	4	10	3	11	4	3
Djibo	-	2	1	9	11	5	9	9	6	1
Dori	34	14	10	11	2	23	24	32	10	9
Fada N'gourma	33	29	43	29	36	16	22	19	44	20
Gaoua	4	18	4	13	9	4	6	15	12	20
Kaya	31	19	24	7	8	17	14	43	22	6
Kongoussi	15	4	4	1	4	9	6	15	10	5
Koudougou	29	45	30	22	12	19	25	68	6	21
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Léo	18	16	11	19	4	14	11	1	0	2
Manga	17	11	6	3	16	20	21	18	10	2
Nouna	-	1	3	4	2	6	13	14	5	4
Orodara	-	2	4	2	3	12	17	6	6	6
Ouagadougou (MACO)	104	465	221	144	180	200	209	502	433	163
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	2	0
Ouahigouya	22	30	7	5	8	4	12	28	25	24
Tenkodogo	28	24	27	19	15	32	42	33	26	20
Tougan	1	6	14	5	6	2	9	10	3	5
Yako	-	-	-	3	0	2	7	10	1	6
Ziniaré	-	-	-	3	7	13	7	13	1	16

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**73**	**91**	**92**	**68**	**112**	**160**	**177**	**184**	**176**	**131**
Banfora	0	0	5	0	1	4	1	0	6	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	12	10	6	2	3	6	10	21	16
Bogandé	0	1	4	0	2	1	4	2	11	5
Boromo	4	0	3	1	7	2	2	3	7	1
Dédougou	4	2	5	3	1	4	2	0	4	5
Diapaga	10	5	7	5	5	12	22	23	2	7
Diébougou	-	-	0	6	4	1	2	4	0	0
Djibo	-	1	1	2	4	3	3	4	4	2
Dori	6	0	3	4	7	1	11	18	20	4
Fada N'gourma	10	6	7	8	4	12	13	7	5	11
Gaoua	1	3	2	1	1	5	3	2	1	6
Kaya	3	1	4	11	2	11	5	8	6	2
Kongoussi	5	2	2	1	1	2	1	1	7	1
Koudougou	3	4	4	6	1	2	5	9	2	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Léo	2	1	2	1	2	11	16	5	1	2
Manga	4	1	0	1	5	2	2	1	0	1
Nouna	-	1	5	0	1	1	2	1	8	2
Orodara	-	1	0	0	1	2	29	5	3	7
Ouagadougou (MACO)	8	39	20	9	54	38	26	66	44	24
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya	7	7	1	0	2	33	5	6	11	10
Tenkodogo	2	4	7	2	1	8	16	3	6	6
Tougan	2	0	0	0	1	0	0	2	5	0
Yako	-	-	-	0	0	1	0	2	1	4
Ziniaré	-	-	-	1	3	1	1	2	0	7

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**37**	**109**	**59**	**28**	**37**	**53**	**81**	**98**	**161**	**141**
Banfora	0	0	0	1	1	3	8	2	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	4	7	0	4	1	14	20	9	1
Bogandé	2	0	0	3	2	1	8	6	5	1
Boromo	0	1	6	0	1	0	0	6	6	1
Dédougou	1	0	0	3	0	5	0	0	2	5
Diapaga	0	0	1	0	1	3	0	3	1	7
Diébougou	-	-	0	0	0	1	4	0	4	0
Djibo	-	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Dori	4	0	0	0	0	0	0	2	1	2
Fada N'gourma	0	2	1	5	3	5	6	1	8	2
Gaoua	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2
Kaya	1	1	1	1	2	2	6	4	0	6
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	1	5	0
Koudougou	3	1	1	0	1	1	0	1	2	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Léo	0	0	0	4	0	1	1	0	1	0
Manga	1	1	0	0	0	1	0	2	0	3
Nouna	-	0	8	0	1	0	0	0	0	3
Orodara	-	15	0	0	0	3	1	1	0	1
Ouagadougou (MACO)*	14	72	31	10	19	19	27	48	88	87
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya*	3	2	1	1	1	0	1	0	0	1
Tenkodogo	5	5	0	0	1	1	3	0	12	13
Tougan	1	3	2	0	0	4	0	0	0	1
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	0	2	0	1	15	2

Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**14**	**31**	**17**	**17**	**28**	**27**	**52**	**98**	**39**	**52**
Banfora	0	0	0	0	0	4	3	2	2	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	2	1	1	0	3	8	20	4	7
Bogandé	0	0	0	0	0	0	2	6	0	0
Boromo	1	0	0	1	0	0	0	6	0	0
Dédougou	1	0	1	0	1	0	0	0	1	0
Diapaga	0	2	0	0	7	0	2	3	0	1
Diébougou	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	-	0	0	0	6	5	0	0	0	0
Dori	0	3	0	0	0	0	0	2	1	0
Fada N'gourma	3	0	0	3	4	0	7	1	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Kaya	2	0	0	3	1	2	2	4	1	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Koudougou	1	1	0	0	1	2	0	1	0	0
Koupéla	--	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Léo	0	0	0	1	1	2	1	0	1	0
Manga	0	0	0	0	0	0	1	2	0	1
Nouna	-	0	0	0	0	1	2	0	0	2
Orodara	-	0	2	1	0	0	0	1	0	1
Ouagadougou (MACO)*	3	22	12	7	3	2	11	48	19	24
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0
Tenkodogo	0	0	1	0	3	4	10	0	10	3
Tougan	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0
Yako	-	-	-	0	0	0	1	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	0	0	0	1	0	6

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3 Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.21 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des inculpés	**1 240**	**1 328**	**1 160**	**1 096**	**1 069**	**1 408**	**1 609**	**1 787**	**1 883**	**1 893**
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 201	1 284	1 116	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829
Femmes	39	44	44	30	30	39	52	53	59	64

Répartition selon l'âge	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
moins de 18 ans	25	40	14	24	24	38	47	63	47	27
18 ans à moins de 21 ans	116	112	97	87	71	91	126	132	82	82
21 ans à moins de 25 ans	210	242	185	177	158	175	187	199	215	213
25 ans à moins de 30 ans	309	329	266	246	218	280	326	395	386	368
30 ans à moins de 40 ans	351	378	374	363	384	476	573	568	650	640
40 ans et plus	229	227	224	199	214	348	350	430	503	563

Répartition selon la catégorie et la nature de l'infraction	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Crimes et délits contre les particuliers	760	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 148	1 150
Dont										
Vols aggravés	183	223	164	115	146	118	133	177	111	99
Viols	163	199	188	137	149	182	176	226	195	84
Coups mortels	100	99	119	109	133	126	165	169	178	212
Homicides volontaires, Assassinats	269	285	328	325	320	562	498	518	514	650
Coups et blessures volontaires	25	24	32	35	27	31	31	77	107	55
Crimes et délits contre les biens	137	142	102	121	72	79	131	133	283	184
Dont										
Vols, recels, extorsion, Escroquerie	109	90	67	69	47	52	69	62	71	75
Destructions, dégradations, Dommages	11	31	27	45	8	6	23	36	88	28
Abus de confiance	13	12	7	7	17	19	24	25	15	8
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	57	43	39	34	29	42	44	58	48	66
Crimes et délits contre la chose publique	263	291	167	156	175	125	213	274	185	228
Dont										
Associations de malfaiteurs	193	196	110	115	100	51	121	160	131	115
Faux et usage de faux	41	82	41	29	45	52	47	79	91	91
Infractions en matière d'armes et de munitions	23	9	10	26	6	59	134	100	68	62
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	58	202

Répartition selon la durée de la détention préventive	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Moins de 3 mois	279	249	173	227	229	264	236	192	205	181
3 mois à moins de 6 mois	214	167	127	167	136	214	197	264	227	206
6 mois à moins de 12 mois	272	362	276	178	219	442	415	331	275	404
1 an à moins de 2 ans	287	309	327	225	206	252	461	545	516	418
2 ans à moins de 3 ans	92	133	143	151	118	87	145	253	324	253
3 ans à moins de 4 ans	49	62	67	74	74	68	53	85	177	213
4 ans et plus	47	46	47	74	87	81	102	117	159	218

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.22 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 240**	**1 328**	**1 160**	**1 096**	**1 069**	**1 408**	**1 609**	**1 787**	**1 883**	**1 893**
Banfora	28	43	38	29	51	39	52	126	117	93
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	163	162	122	97	102	115	137	158	153	140
Bogandé	71	89	56	48	59	84	184	185	180	173
Boromo	37	50	41	61	39	44	51	48	43	37
Dédougou	46	41	29	33	32	49	46	38	66	38
Diapaga	26	20	22	25	43	68	67	73	102	114
Diébougou	-	-	0	26	17	23	37	32	44	50
Djibo	-	23	23	15	21	27	31	38	59	34
Dori	33	27	15	28	15	25	39	36	27	23
Fada N'gourma	103	122	142	130	75	54	47	70	92	103
Gaoua	81	64	74	36	35	28	37	54	39	44
Kaya	105	86	61	41	38	54	79	76	62	39
Kongoussi	41	26	25	15	17	15	28	24	21	6
Koudougou	41	48	62	53	56	74	41	46	60	50
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	1	19
Léo	14	22	16	14	34	50	62	56	58	50
Manga	31	39	45	40	61	72	64	58	23	37
Nouna	-	12	14	23	13	30	28	23	20	22
Orodara	-	11	7	9	18	22	62	48	57	62
Ouagadougou (MACO)	269	280	202	230	212	236	273	334	378	369
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	51	195
Ouahigouya	54	64	47	23	26	37	28	30	25	30
Tenkodogo	89	78	80	52	45	194	145	162	120	85
Tougan	8	21	39	34	23	24	17	16	25	33
Yako	-	-	-	7	4	6	15	18	12	15
Ziniaré	-	-	-	27	33	38	39	38	48	32

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.23 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**25**	**40**	**14**	**24**	**24**	**38**	**47**	**63**	**46**	**27**
Banfora	0	0	1	2	3	1	1	8	5	4
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	8	1	0	6	5	2	7	2	0
Bogandé	1	2	0	0	1	2	7	7	3	4
Boromo	0	6	0	0	0	0	2	1	0	1
Dédougou	0	1	0	1	4	7	2	1	2	2
Diapaga	1	0	0	0	1	2	1	3	3	1
Diébougou	0	0	0	0	0	2	1	0	2	1
Djibo	0	2	2	1	0	1	1	2	4	1
Dori	2	1	1	2	0	0	1	2	0	0
Fada	3	0	1	2	0	0	2	2	4	2
Gaoua	2	3	1	4	1	0	2	2	0	0
Kaya	6	6	0	0	0	1	8	5	0	0
Kongoussi	1	1	2	0	0	0	2	2	0	0
Koudougou	0	0	0	2	1	0	0	2	1	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Léo	0	0	0	1	0	1	1	1	1	1
Manga	1	1	1	1	1	0	1	0	0	0
Nouna	0	0	1	1	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	1	3	3	4	1
Ouagadougou (MACO)	3	3	0	3	2	5	5	7	4	3
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	2	0	1	0	3	2	1	0	0
Tenkodogo	2	3	3	3	4	3	3	6	8	2
Tougan	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	0	0	0	0	0	1	0	1	3	1

Tableau V.24 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**348**	**394**	**296**	**286**	**253**	**304**	**360**	**394**	**344**	**322**
Banfora	7	9	8	9	19	11	14	33	22	18
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	40	58	28	18	21	29	25	24	16	12
Bogandé	21	23	17	13	9	12	45	45	33	29
Boromo	11	18	11	12	8	4	5	13	6	6
Dédougou	13	7	8	10	8	13	18	15	12	7
Diapaga	9	6	4	3	7	13	15	19	23	20
Diébougou	-	-	-	2	2	8	5	1	7	10
Djibo	-	12	13	8	11	13	15	18	23	17
Dori	12	8	4	3	4	10	10	13	4	9
Fada N'gourma	22	34	29	32	17	7	9	14	15	18
Gaoua	18	8	19	10	9	3	8	10	5	5
Kaya	36	32	17	11	7	13	21	20	9	5
Kongoussi	15	9	4	2	4	6	11	8	6	2
Koudougou	11	16	11	16	11	15	11	14	14	4
Koupéla									0	4
Léo	2	9	10	6	8	10	12	8	8	6
Manga	7	12	7	13	27	14	10	6	1	6
Nouna	-	6	5	16	1	17	10	4	5	2
Orodara	-	1	1	2	5	5	24	29	29	19
Ouagadougou (MACO)*	76	69	47	49	36	37	47	50	52	57
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	2	14
Ouahigouya*	20	21	17	11	10	7	8	6	2	8
Tenkodogo	25	31	24	19	16	42	30	34	31	25
Tougan	3	5	12	13	5	5	2	1	4	5
Yako	-	-	-	1	0	2	1	1	3	5
Ziniaré	-	-	-	7	8	8	4	8	12	9

Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**760**	**843**	**837**	**759**	**787**	**1 066**	**1 081**	**1 210**	**1 149**	**1 150**
Banfora	17	29	25	24	37	35	45	123	92	82
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	82	101	83	84	86	91	103	112	108	92
Bogandé	62	48	24	19	44	28	57	58	62	66
Boromo	21	46	40	39	34	48	37	42	36	28
Dédougou	37	34	27	27	29	48	41	36	37	38
Diapaga	17	20	19	21	27	65	61	68	63	68
Diébougou	-	-	0	18	13	22	32	30	39	45
Djibo	-	22	23	15	21	24	30	37	47	31
Dori	23	23	10	19	11	23	39	36	27	18
Fada N'gourma	84	68	106	94	55	46	35	42	57	84
Gaoua	51	47	65	28	33	27	30	32	33	37
Kaya	37	60	37	27	31	48	53	66	59	35
Kongoussi	26	14	16	11	14	14	16	14	14	6
Koudougou	31	39	47	35	39	48	30	34	43	41
Koupéla									1	13
Léo	10	18	14	9	24	26	44	44	47	32
Manga	11	17	23	29	46	59	39	46	21	32
Nouna	-	12	13	22	13	26	22	19	19	17
Orodara	-	3	7	7	12	14	36	43	46	50
Ouagadougou (MACO)*	137	134	111	104	111	141	166	196	171	186
Ouagadougou (PHS)*	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya	34	39	38	20	25	34	25	23	23	29
Tenkodogo	72	51	72	43	34	141	88	52	45	60
Tougan	8	18	37	34	23	23	16	14	19	28
Yako	-	-	-	7	3	6	7	11	9	10
Ziniaré	-	-	-	23	22	29	29	32	31	22

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**137**	**142**	**102**	**121**	**72**	**79**	**131**	**133**	**283**	**184**
Banfora	1	6	4	1	0	1	0	2	2	7
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	17	7	3	3	3	11	11	20	18
Bogandé	3	9	1	1	1	1	6	6	43	6
Boromo	1	3	0	8	1	1	7	2	4	2
Dédougou	3	1	0	0	0	1	1	0	27	0
Diapaga	7	0	0	1	2	1	0	1	17	20
Diébougou	-	-	0	7	2	1	4	0	2	4
Djibo	-	1	0	0	0	0	1	0	2	2
Dori	1	2	2	1	0	0	0	0	0	4
Fada N'gourma	0	7	21	10	5	2	1	5	29	8
Gaoua	8	0	0	0	0	0	3	6	0	0
Kaya	32	4	11	7	2	0	14	5	3	3
Kongoussi	8	12	4	2	0	1	1	0	7	0
Koudougou	1	6	6	7	2	13	4	7	8	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Léo	0	1	0	3	0	7	9	9	9	15
Manga	16	18	13	6	11	4	5	4	0	3
Nouna	-	0	0	0	0	1	1	0	0	4
Orodara	-	6	0	1	2	0	2	1	2	0
Ouagadougou (MACO)*	46	37	31	63	35	32	50	50	85	74
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya*	3	1	2	0	1	2	1	4	1	0
Tenkodogo	1	11	0	0	3	3	5	16	5	1
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Yako	-	-	-	0	0	0	0	1	1	1
Ziniaré	-	-	-	0	2	5	5	3	14	7

Tableau V.27 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**263**	**291**	**167**	**156**	**175**	**125**	**213**	**274**	**274**	**228**
Banfora	4	8	8	2	13	2	6	0	23	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bobo-Dioulasso	45	36	26	3	11	17	19	31	21	27
Bogandé	6	29	28	20	8	2	8	31	25	40
Boromo	11	0	0	5	3	4	2	2	2	0
Dédougou	3	5	2	6	3	0	1	2	2	0
Diapaga	2	0	0	2	14	0	6	0	19	26
Diébougou	-	0	0	1	1	0	1	2	2	0
Djibo	-	0	0	0	0	0	0	0	9	0
Dori	9	1	3	8	4	2	0	0	0	1
Fada N'gourma	19	39	8	21	14	4	10	17	5	1
Gaoua	22	16	4	5	0	0	1	10	2	3
Kaya	27	18	11	7	5	5	8	5	0	1
Kongoussi	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	6	1	7	6	15	11	5	4	6	7
Koupéla									0	2
Léo	4	3	2	2	10	13	4	2	1	0
Manga	4	3	4	1	4	2	16	8	2	1
Nouna	-	0	1	1	0	2	0	4	1	1
Orodara	-	2	0	1	3	6	22	1	2	5
Ouagadougou (MACO)*	79	95	50	53	56	51	46	67	89	81
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	1	3
Ouahigouya*	17	16	5	0	0	1	0	3	0	0
Tenkodogo	4	16	6	8	6	2	47	81	59	22
Tougan	0	3	2	0	0	0	0	0	0	1
Yako	-	-	-	0	1	0	7	4	1	1
Ziniaré	-	-	-	4	3	1	4	0	2	3

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.28 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**188**	**241**	**257**	**299**	**279**	**236**	**300**	**455**	**660**	**684**
Banfora	0	1	3	6	6	9	12	19	13	48
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	63	65	59	53	53	46	47	83	96	82
Bogandé	10	23	23	31	16	3	19	33	105	139
Boromo	5	14	15	10	11	14	16	21	17	15
Dédougou	10	6	6	3	6	7	9	9	13	13
Diapaga	0	1	3	10	6	7	6	30	33	49
Diébougou	-	-	0	2	3	4	5	7	16	20
Djibo	-	4	4	2	4	5	6	15	16	11
Dori	2	0	3	0	2	6	0	4	16	5
Fada N'gourma	12	23	29	50	41	15	11	6	10	28
Gaoua	21	25	18	10	9	9	14	8	7	10
Kaya	23	24	23	23	18	18	18	20	39	28
Kongoussi	6	3	5	5	4	2	3	8	1	2
Koudougou	4	8	8	8	16	12	13	11	15	17
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Léo	0	0	1	6	2	3	21	28	36	22
Manga	2	4	6	8	12	5	25	20	6	7
Nouna	-	1	6	3	2	4	3	7	12	15
Orodara	-	0	0	0	1	1	7	3	27	27
Ouagadougou (MACO)*	16	29	28	37	38	39	32	70	116	111
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	1	2
Ouahigouya*	5	5	9	5	5	6	5	7	8	8
Tenkodogo	8	4	5	10	2	0	7	31	39	2
Tougan	1	1	3	12	11	7	5	5	7	5
Yako	-	-	-	2	1	1	2	1	3	5
Ziniaré	-	-	-	3	10	13	14	9	8	13

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4 Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.29 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des condamnés	**2 788**	**2 990**	**3 179**	**3 159**	**3 284**	**3 744**	**4 174**	**4 193**	**4 452**	**5 148**
Répartition selon le sexe										
Hommes	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074
Femmes	68	64	42	33	26	54	45	35	43	74

Répartition selon l'âge	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
moins de 18 ans	58	94	59	47	50	62	107	53	87	118
18 ans à moins de 21 ans	331	389	379	347	318	348	406	455	495	453
21 ans à moins de 25 ans	580	591	608	649	573	648	827	839	817	931
25 ans à moins de 30 ans	695	769	843	831	889	982	991	1 064	1117	1 137
30 ans à moins de 40 ans	714	779	902	891	996	1 158	1 267	1 238	1316	1 737
40 ans et plus	410	368	388	394	458	546	576	544	620	772

Répartition selon la nature de l'infraction	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Crimes et délits contre les biens	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710
Dont										
Vols, recels, extorsion, escroquerie	*1 902*	*2 137*	*2 303*	*2 266*	*2 280*	*2 461*	*2 702*	*2 728*	*2 754*	*2 922*
Abus de confiance	*129*	*119*	*113*	*103*	*103*	*150*	*163*	*176*	*170*	*188*
Destruction, dégradation, dommages	*70*	*28*	*13*	*30*	*52*	*28*	*29*	*25*	*29*	*72*
Crimes et délits contre les particuliers	175	238	314	336	454	557	565	548	418	591
Dont										
Coups et blessures volontaires	*97*	*108*	*106*	*113*	*119*	*135*	*161*	*117*	*135*	*170*
Vols aggravés	*12*	*42*	*100*	*104*	*202*	*263*	*266*	*301*	*113*	*128*
Homicides volontaires Assassinats	*13*	*37*	*37*	*44*	*55*	*47*	*38*	*31*	*47*	*52*
Viols	*1*	*8*	*12*	*13*	*14*	*9*	*13*	*4*	*36*	*155*
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	364	313	259	213	204	332	353	347	364	531
Dont										
Stupéfiants	*228*	*204*	*161*	*125*	*116*	*198*	*243*	*237*	*266*	*379*
Mutilations génitales féminines	*76*	*42*	*20*	*16*	*13*	*33*	*22*	*19*	*16*	*28*
Attentats aux bonnes mœurs	*35*	*48*	*56*	*49*	*60*	*62*	*72*	*60*	*41*	*41*
Crimes et délits contre la chose publique	78	110	123	148	136	137	289	314	172	247
dont										
Association de malfaiteurs	*5*	*7*	*8*	*32*	*41*	*15*	*112*	*166*	*39*	*63*
Faux et usage de faux	*22*	*38*	*46*	*50*	*46*	*61*	*75*	*54*	*43*	*76*
Infractions en matière d'armes et de munitions	30	22	33	45	32	56	44	32	48	68
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0

Répartition selon la durée de la peine prononcée	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Moins de 3 mois	96	49	9	8	28	42	47	17	5	7
3 mois à moins de 6 mois	306	222	149	89	76	141	96	69	41	27
6 mois à moins de 12 mois	651	529	465	399	338	374	374	310	322	286
1 an à moins de 2 ans	993	1 140	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230	1 357
2 ans à moins de 3 ans	336	483	579	601	552	622	814	873	793	900
3 ans à moins de 5 ans	289	361	529	611	613	693	759	817	910	1 212
5 ans à moins de 10 ans	102	144	313	397	468	522	560	521	689	828
10 ans à 20 ans	8	49	72	102	136	172	211	279	318	360
Plus de 20 ans	-	1	17	24	47	47	63	78	110	131
Perpétuité	3	6	12	13	14	21	16	21	22	27
Peine de mort	4	6	7	10	11	11	10	11	12	13

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.30 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**2 788**	**2 990**	**3 179**	**3 159**	**3 284**	**3 744**	**4 174**	**4 193**	**4 452**	**5 148**
Banfora	98	130	146	144	147	177	169	166	156	176
Baporo	43	24	43	48	39	34	16	32	28	17
Bobo-Dioulasso	333	296	343	337	331	421	347	320	358	479
Bogandé	66	79	67	58	40	65	95	110	92	94
Boromo	110	95	86	68	94	143	196	166	170	200
Dédougou	141	155	133	105	127	99	132	105	112	127
Diapaga	28	47	48	52	38	42	74	88	95	126
Diébougou	-	-	0	31	54	65	85	82	92	142
Djibo	-	54	72	78	70	69	57	68	101	110
Dori	82	117	114	95	103	110	118	122	101	80
Fada N'gourma	116	162	135	139	186	155	162	216	193	220
Gaoua	147	134	101	65	85	81	78	78	124	155
Kaya	165	175	155	158	161	220	242	225	176	147
Kongoussi	97	58	55	57	43	42	49	53	68	53
Koudougou	90	107	135	121	119	125	153	162	227	200
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	64
Léo	48	97	97	74	75	65	76	103	93	70
Manga	155	135	125	115	151	141	153	181	169	118
Nouna	-	17	24	27	23	32	49	34	76	72
Orodara	-	15	23	34	50	31	43	31	67	66
Ouagadougou (MACO)*	720	670	931	926	956	1 103	1 146	1 163	1173	1661
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	231	185	177	156
Ouahigouya*	145	171	112	76	72	113	158	149	160	183
Tenkodogo	171	199	177	220	174	282	215	122	191	173
Tougan	33	53	57	42	46	36	27	58	71	88
Yako	-	-	-	38	41	48	38	93	87	65
Ziniaré	-	-	-	51	59	45	65	81	95	106

Tableau V.31 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**58**	**94**	**59**	**47**	**50**	**62**	**107**	**53**	**87**	**118**
Banfora	1	0	0	1	0	1	2	0	3	4
Baporo	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	5	3	3	2	5	1	4	11	1
Bogandé	1	1	2	0	0	1	0	0	2	0
Boromo	2	7	0	0	1	3	10	1	8	6
Dédougou	1	3	0	0	1	3	0	5	0	0
Diapaga	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	0	0	3	3	4	0	1	2
Djibo	-	0	0	3	0	0	0	0	1	0
Dori	0	2	0	1	3	1	5	1	0	0
Fada N'gourma	1	10	7	4	5	6	4	0	4	2
Gaoua	0	1	1	2	1	0	1	1	1	0
Kaya	14	11	4	6	5	3	5	1	5	0
Kongoussi	3	2	0	2	1	1	2	0	0	0
Koudougou	4	2	3	2	2	3	8	3	7	2
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Léo	2	1	1	5	3	1	1	1	0	1
Manga	4	5	3	1	3	2	2	3	5	4
Nouna	-	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	-	1	2	1	1	0	3	0	0	2
Ouagadougou (MACO)*	21	21	26	11	11	18	40	19	20	79
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouahigouya*	1	3	0	2	0	2	6	1	10	8
Tenkodogo	0	17	4	1	5	6	8	4	2	0
Tougan	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0
Yako	-	-	-	0	2	3	1	3	2	1
Ziniaré	-	-	-	2	0	0	2	5	5	3

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.32 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**969**	**1 074**	**1 046**	**1 043**	**941**	**1 058**	**1 340**	**1 347**	**1 399**	**1 502**
Banfora	23	40	42	46	36	49	53	57	63	45
Baporo	16	7	12	21	11	10	2	7	4	2
Bobo-Dioulasso	72	82	95	120	77	113	104	81	94	111
Bogandé	23	26	23	13	12	19	29	34	22	30
Boromo	36	53	24	22	25	39	84	53	60	51
Dédougou	44	48	27	30	26	23	39	40	37	43
Diapaga	14	19	19	20	13	10	24	27	33	30
Diébougou	-	-	0	8	18	29	34	28	27	46
Djibo	-	22	28	41	22	18	21	33	49	55
Dori	23	38	39	42	29	31	35	30	26	16
Fada N'gourma	41	76	49	36	65	39	51	80	64	68
Gaoua	40	35	25	23	26	22	14	26	40	47
Kaya	77	74	54	47	46	67	87	74	44	40
Kongoussi	32	18	18	22	17	18	17	14	17	10
Koudougou	36	45	51	45	49	44	53	61	78	65
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	15
Léo	23	41	36	33	27	23	32	32	31	18
Manga	60	39	40	40	44	47	52	56	40	31
Nouna	-	5	6	8	5	9	15	5	14	5
Orodara	-	5	7	5	6	9	15	7	16	17
Ouagadougou (MACO)*	269	256	319	268	251	306	332	382	397	553
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	52	42	39	14
Ouahigouya*	48	51	28	27	26	8	62	62	65	72
Tenkodogo	79	83	71	79	64	81	84	43	63	56
Tougan	13	11	33	10	10	11	13	21	21	21
Yako	-	-	-	15	17	16	13	30	26	17
Ziniaré	-	-	-	22	19	17	23	22	29	24

Tableau V.33 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**1 902**	**2 137**	**2 303**	**2 266**	**2 280**	**2 461**	**2 702**	**2 728**	**2 754**	**2 922**
Banfora	77	113	122	119	104	124	122	125	93	128
Baporo	37	21	33	37	33	29	15	27	23	13
Bobo-Dioulasso	207	203	223	217	202	262	201	208	236	315
Bogandé	54	63	45	39	16	42	73	75	36	29
Boromo	83	63	53	40	62	97	128	127	124	132
Dédougou	101	119	102	76	80	75	99	76	82	93
Diapaga	21	39	23	23	25	21	36	59	38	56
Diébougou	-	-	0	23	41	48	58	64	61	82
Djibo	-	40	52	46	47	55	45	60	84	85
Dori	53	90	85	56	64	70	74	89	78	48
Fada N'gourma	84	139	101	102	121	103	87	103	78	73
Gaoua	86	97	72	43	40	39	53	48	83	87
Kaya	116	144	120	124	129	169	175	156	119	88
Kongoussi	72	42	47	43	29	28	34	43	45	35
Koudougou	63	79	107	94	96	97	116	130	171	147
Koupéla									0	27
Léo	44	80	78	63	58	47	55	61	51	28
Manga	101	102	89	89	123	107	106	121	103	73
Nouna	-	12	19	23	18	21	27	26	63	55
Orodara	-	5	14	31	31	19	27	22	48	38
Ouagadougou (MACO)*	427	426	665	663	673	660	691	722	734	936
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	141	74	47	27
Ouahigouya*	113	100	81	54	47	98	106	113	116	122
Tenkodogo	140	126	126	148	126	163	138	73	102	78
Tougan	23	34	46	35	35	20	20	34	48	55
Yako	-	-	-	37	36	37	31	55	54	38
Ziniaré	-	-	-	41	44	30	44	37	37	34

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**2 141**	**2 307**	**2 450**	**2 417**	**2 458**	**2 662**	**2 923**	**2 952**	**3 447**	**3 710**
Banfora	81	118	129	123	119	133	133	136	122	139
Baporo	39	22	39	40	36	30	15	30	24	13
Bobo-Dioulasso	259	231	230	226	217	280	220	239	265	355
Bogandé	57	66	47	42	16	44	76	76	60	34
Boromo	87	75	67	44	70	102	147	132	138	140
Dédougou	111	123	106	81	104	78	104	79	86	98
Diapaga	23	39	28	32	29	22	38	67	68	84
Diébougou	-	-	-	23	42	53	65	67	72	98
Djibo	-	43	55	51	50	62	47	61	89	92
Dori	57	96	91	61	71	73	84	92	81	51
Fada N'gourma	93	143	102	111	135	107	93	116	173	181
Gaoua	110	106	75	47	42	47	61	53	99	93
Kaya	126	153	131	128	132	174	180	160	122	103
Kongoussi	77	51	48	44	31	30	35	44	48	44
Koudougou	71	87	113	102	104	106	123	139	182	165
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	34
Léo	44	82	86	66	60	49	56	65	69	51
Manga	105	113	97	95	130	116	113	131	125	91
Nouna	-	13	20	23	18	23	27	26	63	57
Orodara	-	8	18	33	43	26	28	25	52	54
Ouagadougou (MACO)*	508	448	695	712	701	732	770	797	940	1 209
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	143	75	127	87
Ouahigouya*	118	106	84	58	49	100	115	120	131	144
Tenkodogo	152	150	136	161	137	182	152	86	112	97
Tougan	23	34	53	36	39	23	20	38	58	73
Yako	-	-	-	37	37	39	31	61	78	59
Ziniaré	-	-	-	41	46	31	47	37	63	64

Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**175**	**238**	**314**	**336**	**454**	**557**	**565**	**548**	**418**	**591**
Banfora	9	3	9	7	5	16	15	8	15	14
Baporo	3	0	3	2	2	1	0	1	0	3
Bobo-Dioulasso	23	32	62	69	78	99	73	32	56	75
Bogandé	5	12	17	3	18	6	4	8	14	33
Boromo	7	9	12	8	14	19	21	14	15	37
Dédougou	10	21	19	18	16	18	20	18	21	27
Diapaga	3	6	14	16	3	10	21	14	7	13
Diébougou	-	-	0	3	8	7	10	6	10	16
Djibo	-	7	13	24	13	7	6	6	10	12
Dori	11	9	13	22	14	31	18	22	16	23
Fada N'gourma	9	5	13	11	22	9	35	40	7	11
Gaoua	11	18	16	14	39	20	10	10	6	14
Kaya	0	6	7	8	16	27	37	43	45	35
Kongoussi	7	2	4	5	4	6	9	5	16	8
Koudougou	10	11	10	9	14	7	19	14	11	13
Koupéla									0	20
Léo	2	5	1	3	4	6	6	29	9	10
Manga	9	5	11	8	9	15	15	9	14	9
Nouna	-	3	0	3	4	4	4	4	9	10
Orodara	-	3	3	0	3	2	7	3	6	7
Ouagadougou (MACO)*	40	41	53	61	142	174	133	158	56	103
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	17	24	28	37
Ouahigouya*	5	11	14	14	11	9	31	12	9	21
Tenkodogo	7	16	19	16	7	50	34	9	13	17
Tougan	4	13	1	5	0	5	5	15	7	11
Yako	-	-	-	0	0	0	1	5	2	2
Ziniaré	-	-	-	7	8	9	14	39	16	10

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**364**	**313**	**259**	**213**	**204**	**332**	**353**	**347**	**364**	**531**
Banfora	6	5	7	6	20	15	9	11	9	10
Baporo	1	2	1	5	1	2	0	1	4	1
Bobo-Dioulasso	34	17	37	24	23	26	28	40	29	33
Bogandé	3	0	3	0	1	0	0	1	6	10
Boromo	12	7	4	7	3	15	16	13	13	11
Dédougou	9	9	7	5	7	2	6	5	3	1
Diapaga	1	2	5	3	1	5	8	7	13	20
Diébougou	-	-	0	3	2	4	9	9	6	24
Djibo	-	3	4	2	3	0	2	0	2	4
Dori	13	8	5	11	8	6	12	4	3	2
Fada N'gourma	8	8	14	13	6	25	8	8	8	11
Gaoua	17	7	7	1	3	10	1	6	9	23
Kaya	34	9	11	16	9	11	16	11	7	6
Kongoussi	12	4	1	5	4	3	2	2	4	1
Koudougou	3	4	5	2	0	4	1	2	6	2
Koupéla									0	2
Léo	2	9	4	3	8	9	11	5	11	6
Manga	30	11	11	4	5	7	19	16	12	11
Nouna	-	0	4	0	0	2	0	1	2	4
Orodara	-	3	2	0	3	1	2	1	3	5
Ouagadougou (MACO)*	158	140	105	90	74	137	160	140	141	260
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	23	20	15	9
Ouahigouya*	13	39	9	2	3	2	11	15	7	8
Tenkodogo	8	24	13	10	10	29	6	17	33	36
Tougan	0	2	0	1	5	5	1	3	3	1
Yako	-	-	-	0	3	8	1	5	4	2
Ziniaré	-	-	-	0	2	4	1	4	11	28

Tableau V.37 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**78**	**110**	**123**	**148**	**136**	**137**	**289**	**314**	**172**	**247**
Banfora	2	4	1	7	2	10	12	11	10	8
Baporo	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Bobo-Dioulasso	15	14	14	12	13	16	26	9	3	12
Bogandé	0	0	0	2	5	3	2	12	1	10
Boromo	4	3	3	9	7	6	8	6	3	10
Dédougou	5	2	1	1	0	1	2	3	2	1
Diapaga	0	0	1	1	5	4	6	0	6	9
Diébougou	-	-	-	1	2	1	0	0	4	3
Djibo	-	1	0	1	4	0	2	1	0	0
Dori	1	4	5	1	10	0	4	4	1	4
Fada N'gourma	4	3	2	3	3	8	26	52	3	17
Gaoua	2	3	2	2	1	4	3	9	9	25
Kaya	5	7	6	6	4	4	7	9	2	2
Kongoussi	1	1	2	3	1	0	1	0	0	0
Koudougou	3	5	4	4	1	3	6	7	25	8
Koupéla									0	6
Léo	0	1	3	1	2	1	3	3	1	2
Manga	6	5	4	7	7	3	4	22	18	7
Nouna	-	0	0	1	0	2	17	3	1	0
Orodara	-	1	0	1	0	2	6	2	6	0
Ouagadougou (MACO)*	12	29	60	52	39	50	75	66	28	78
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	48	62	3	6
Ouahigouya*	9	15	5	2	5	2	1	2	10	10
Tenkodogo	4	8	8	29	20	14	23	10	31	22
Tougan	5	4	2	0	2	2	0	1	2	2
Yako	-	-	-	0	0	0	3	20	1	2
Ziniaré	-	-	-	2	3	1	3	0	2	3

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.38 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**30**	**22**	**33**	**45**	**32**	**56**	**44**	**32**	**48**	**68**
Banfora	0	0	0	1	1	3	0	0	0	5
Baporo	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	2	0	6	0	0	0	0	5	4
Bogandé	1	1	0	11	0	12	13	13	11	7
Boromo	0	1	0	0	0	1	4	1	1	2
Dédougou	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	1	0	0	0	0	1	1	0	1	0
Diébougou	-	-	-	1	0	0	1	0	0	1
Djibo	-	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	2	3	4	1	20	6	0	0	2	0
Gaoua	7	0	1	1	0	0	3	0	1	0
Kaya	0	0	0	0	0	4	2	2	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	3	3	2	2	0	0
Koudougou	3	0	3	4	0	5	4	0	3	12
Koupéla									0	1
Léo	0	0	3	1	1	0	0	1	3	1
Manga	5	1	2	1	0	0	2	3	0	0
Nouna	-	1	0	0	1	1	1	0	1	1
Orodara	-	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)*	2	12	18	11	0	10	8	2	5	11
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	0	4	4	17
Ouahigouya*	0	0	0	0	4	0	0	0	3	0
Tenkodogo	0	1	1	4	0	7	0	0	2	1
Tougan	1	0	1	0	0	1	1	1	1	1
Yako	-	-	-	1	1	1	2	2	2	0
Ziniaré	-	-	-	1	0	0	0	1	3	1

Tableau V.39 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2008	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble	**742**	**1 050**	**1 529**	**1 758**	**1 841**	**2 088**	**2 403**	**2 600**	**2 816**	**3 471**
Banfora	48	62	88	112	112	135	123	62	75	117
Baporo	26	15	28	25	21	10	11	20	18	11
Bobo-Dioulasso	32	112	143	157	183	239	244	170	223	311
Bogandé	21	21	19	20	20	26	55	67	58	53
Boromo	19	28	26	23	40	80	64	92	95	116
Dédougou	66	88	84	77	68	56	67	79	83	93
Diapaga	5	13	19	21	20	32	44	47	77	88
Diébougou	-	-	0	18	26	30	40	48	50	91
Djibo	-	15	24	34	36	47	31	36	55	72
Dori	44	66	46	66	69	67	64	77	62	46
Fada N'gourma	33	55	46	49	86	79	115	123	141	156
Gaoua	39	40	42	31	35	51	48	60	82	124
Kaya	40	59	76	99	93	117	147	152	124	110
Kongoussi	27	25	34	29	23	17	0	34	41	46
Koudougou	32	33	55	67	69	17	18	91	92	103
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	45
Léo	6	36	36	37	34	33	33	71	63	50
Manga	45	8	74	73	99	88	95	130	123	88
Nouna	-	0	4	12	9	7	19	26	38	44
Orodara	-	2	2	8	19	5	15	20	20	28
Ouagadougou (MACO)*	180	265	542	578	599	692	692	718	785	1150
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	66	177	155	156
Ouahigouya*	47	52	46	33	39	33	194	71	70	92
Tenkodogo	30	32	80	119	79	150	140	51	108	97
Tougan	2	23	15	24	28	27	21	45	50	62
Yako	-	-	-	25	22	25	28	77	69	55
Ziniaré	-	-	-	21	12	25	29	56	59	67

*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe

	2016			2017		
sexe	F	M	**Ensemble**	F	M	**Ensemble**
Nombre	16	452	**468**	10	356	**366**
dont enquête clôturé	*15*	*415*	***430***	*9*	*341*	***350***

Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe

	2016			2017		
	F	M	**Ensemble**	F	M	**Ensemble**
Nombre enquêtes clôturées	15	410	***425***	9	338	***347***
Nombre d'enquêtes clôturées avec durée indeter*	0	5	**5**	0	3	**3**
Durée moyenne (en jour)	14	18	**18**	12	15	**15**

*indeter: indeterminée, ces valeurs ne sont pas pris en compte lors des calculs des durées moyennes

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2016			2017		
	F	M	**Ensemble**	F	M	**Ensemble**
Inférieur à 15 jours	11	254	**265**	6	238	**244**
Supérieur à 15 jours	4	156	**160**	3	100	**103**
Ensemble	**15**	**410**	**425**	9	**338**	**347**

Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service social

	2016		2017	
Service social	**Nombre d'enquêtes**	**Durée Moyenne (en jour)**	**Nombre d'enquêtes**	**Durée Moyenne (en jour)**
Banfora	16	17	24	12
Bobo-dioulasso	36	26	44	17
Bogandé	13	20	3	11
Boromo	23	15	12	18
Diapaga	5	39	1	8
Diébougou	5	13	8	11
Djibo	13	18	14	12
Dori	30	14	14	17
Fada n'gourma	25	27	16	27
Gaoua	17	15	6	15
Kaya	20	14	6	25
Kongoussi	6	11	6	13
Koudougou	37	21	36	10
Léo	1	12	11	8
Ouagadougou (MACO)	99	16	54	10
Manga	12	9	8	11
Nouna	2	11	2	18
Orodara	5	28	13	14
Ouahigouya	25	18	31	23
Tenkodogo	15	14	14	20
Dédougou	8	13	3	31
Tougan	4	6	8	17
Yako	6	12	10	13
Ziniaré	2	14	3	9
Ensemble	**425**	**18**	**347**	**15**

Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2017 selon l'infraction

INFRACTION		Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
Crimes et délits contre la chose publique	Autres crimes et délits contre la chose publique	1	5
	Evasion	1	18
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Enlèvement d'enfant	1	31
	Stupéfiants	5	9
	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	3	22
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	2	19
	Autres crimes et délits contre les biens	1	12
	Destructions, dégradations, dommages	3	31
	Grand banditisme	1	15
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	261	14
Crimes et délits contre les particuliers	Coups et blessures volontaires	19	12
	Coups mortels	2	13
	Homicides et blessures involontaires	3	11
	Homicides volontaires	4	29
	Menace sous conditions	1	7
	Viol	23	16
	Violences et voies de fait	1	14
	Vols aggravés	8	19
Infractions en matière d'armes et munitions	Infractions en matière d'armes et munitions	3	14
Indéterminé	Indéterminé	4	20
Total général		**347**	**15**

Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2017 selon le service social et la durée

Service social	Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Banfora	22	2	24
Bobo-dioulasso	18	26	44
Bogandé	2	1	3
Boromo	3	9	12
Diapaga	1	0	1
Diébougou	8	0	8
Djibo	13	1	14
Dori	8	6	14
Fada n'gourma	5	11	16
Gaoua	3	3	6
Kaya	3	3	6
Kongoussi	4	2	6
Koudougou	34	2	36
Léo	11	0	11
Ouagadougou (MACO)	50	4	54
Manga	8	0	8
Nouna	1	1	2
Orodara	10	3	13
Ouahigouya	15	16	31
Tenkodogo	8	6	14
Dédougou (TGI)	1	2	3
Tougan	7	1	8
Yako	6	4	10
Ziniaré	3	0	3
Ensemble	**244**	**103**	**347**

Tableau V.46 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2017 par infractions et selon la durée

INFRACTION		Nombre d'enquêtes clôturées dans un délai	
		Inférieur à 15 jours	**Supérieur à 15 jours**
Crimes et délits contre la chose publique	Autres crimes et délits contre la chose publique	1	0
	Evasion	0	1
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Enlèvement d'enfant	0	1
	Stupéfiants	5	0
	Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	1	2
Crimes et délits contre les biens	Abus de confiance	0	2
	Autres crimes et délits contre les biens	1	0
	Destructions, dégradations, dommages	1	2
	Grand banditisme	0	1
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	194	67
Crimes et délits contre les particuliers	Coups et blessures volontaires	16	3
	Coups mortels	1	1
	Homicides et blessures involontaires	2	1
	Homicides volontaires	1	3
	Menace sous conditions	1	
	Viol	12	11
	Violences et voies de fait	1	0
	Vols aggravés	3	5
Infractions en matière d'armes et munitions	Infractions en matière d'armes et munitions	1	2
Indéterminé	Indéterminé	3	1
Total général		**244**	**103**

V.6 Activités des centres de réinsertion sociale

Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau V.47 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion social* en 2017

	Personnel		
	F	H	**T**
Gardes de sécurité pénitentiaire	10	20	**30**
Dont	*0*	*7*	***7***
Travailleurs sociaux	14	58	**72**
Dont	*5*	*32*	***37***
Encadreurs	18	31	**49**
Personnel d'appui	8	25	**33**
Autre personnel	0	16	**16**
Ensemble	**50**	**150**	**200**

	F	G	**T**
Capacité d'accueil	246	642	**888**
Effectif réel au 31 Décembre	188	530	**718**
Taux d'occupation au 31/12	*76,4*	*82,6*	***80,9***

Tableau V.48 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion social et leur capacité d'accueil en 2017

Type d'atelier	**Nombre**	**Capacité d'accueil**
Maçonnerie	3	65
Mécanique auto	5	65
Menuiserie bois	5	75
Menuiserie métallique	5	80
Electricité bâtiment	5	80
Couture	4	50
Autre	9	60
Ensemble	**36**	**475**

Mineurs en conflit avec la loi

Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par sexe et selon l'année d'entrée.

Sexe	2014	2015	2016	2017	**Total**
F		2	4	1	**7**
M	1	18	40	82	**141**
Total général	**1**	**20**	**44**	**83**	**148**

Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.

Juridiction de provenance	2014	2015	2016	2017	**Total**
Banfora	0	1	1	3	**5**
Bobo-dioulasso	0	2	6	5	**13**
Boromo	0	0	0	2	**2**
Dédougou	0	0	4	0	**4**
Diapaga	0	0	0	1	**1**
Diébougou	0	1	5	5	**11**
Djibo	0	0	2	2	**4**
Dori	0	2	1	9	**12**
Fada n'gourma	0	0	2	1	**3**
Gaoua	0	2	1	1	**4**
Kaya	0	1	0	1	**2**
Koudougou	0	0	1	10	**11**
Koupéla	0	0	0	1	**1**
Léo	0	3	0	3	**6**
Manga	0	0	1	0	**1**
Nouna	0	0	2	0	**2**
Orodara	0	2	1	5	**8**
Ouagadougou	1	4	13	22	**40**
Ouahigouya	0	0	0	1	**1**
Tenkodogo	0	0	1	7	**8**
Tougan	0	1	1	1	**3**
Yako	0	0	2	0	**2**
Ziniaré	0	1	0	3	**4**
Total général	**1**	**20**	**44**	**83**	**148**

Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par âge et selon l'année d'entrée.

Age	2014	2015	2016	2017	**Total**
11	0	0	0	2	**2**
12	0	0	1	0	**1**
13	0	0	0	4	**4**
14	0	0	2	11	**13**
15	0	1	4	14	**19**
16	1	2	7	19	**29**
17	0	6	12	17	**35**
18	0	3	11	12	**26**
19	0	5	3	1	**9**
20	0	1	2	2	**5**
Indéterminé	0	2	2	1	**5**
Total général	**1**	**20**	**44**	**83**	**148**

Tableau V.52 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.

Cycle d'éducation	2014	2015	2016	2017	**Total**
Primaire	1	8	23	32	**64**
Post Primaire	0	1	9	18	**28**
Secondaire	0	0	1	2	**3**
Coranique	0	0	1	1	**2**
Sans niveau	0	8	10	25	**43**
Nd	0	3	0	5	**8**
Total général	**1**	**20**	**44**	**83**	**148**

Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12

Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne prévue (en jours)
Primaire	45	770
Post Primaire	24	576
Secondaire	2	332
Coranique	1	-
Sans niveau	32	838
Nd	6	591
Total général	**110**	**713**

Tableau V.54 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sorties des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective

Motif de sortie	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Fugue	27	152	305
Fin de placement	6	447	387
Transfèrement	1	400	301
Autre	4	204	208
Total général	**38**	**238**	**318**

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Tribunaux de grande instance	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	2	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	20	23	24	24	24	24	24	24	25	25
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	20	23	24	24	24	24	25	25	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	7 003	7 167	8 931	8 204	11534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115
Effectifs des magistrats au Ministère	333	361	369	391	415	409	428	449	480	508
Effectif du personnel greffier au Ministère	306	301	300	352	343	340	372	414	419	430
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	155	183	158	169	206	236	225	167	231	263
Décisions rendues	145	145	122	112	159	152	138	108	161	184
Décision rédigées	115	117	100	108	130	125	105	117	106	157
Conclusions rendues par le parquet général	146	113	76	133	137	128	96	57	179	243
Cours d'appel										
Affaires nouvelles	1 200	1 275	997	890	1107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245
Décisions rendues	742	863	944	876	1183	1 233	1 347	871	1 372	1 707
Décision rédigées	480	717	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153
Affaires nouvelles pénales	526	593	371	530	585	634	434	639	492	821
Décisions des chambres d'accusation	234	188	260	153	168	205	222	110	399	562
Décisions des chambres criminelles	111	414	201	167	123	99	54	39	52	35
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	3 642	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 062	11 448
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	14 mois	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	1 an 2 mois
Affaires nouvelles en instruction	995	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974
Affaires en Instruction terminées	355	801	438	934	690	442	291	363	417	1298
Affaires en cours d'instruction	6 902	7 210	7 586	7 4011	7 6577	7 83	8 92	8 885	9 172	8 043
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3 ans	3ans	3 ans 8 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	3ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction	4 ans	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	265	241	278	322	436	399	158	226	316	465
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	269	186	229	261	259	311	343	144	348	385
Décision rédigées	198	238	362	227	163	182	319	129	233	290
Temps moyen pour rendre une décision				2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois
Juges des enfants										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	92	98	89	72	73	103	202	257	298	324
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	94	99	73	59	47	97	191	263	286	308
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	20	7	11	11	56	24	16	28	10	39
Décisions rendues (mineurs en danger)	18	230	32	18	96	23	13	31	13	37
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	15	1	15	9	5	8	1	1	17	18
Affaires terminées	11	10	0	16	2	16	5	0	5	10

Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	339	336	356	426	451	468	499
Décisions rendues	-	-	-	319	282	311	297	372	444	409
Décisions rédigées	-	-	-	199	277	302	283	372	442	423
Temps moyen pour une décision commerciale				9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	673	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786
Décisions rendues	423	496	681	618	742	975	817	874	1 080	1189
Décision rédigées	344	470	527	471	554	852	796	629	805	905
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	-	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	472	247	234	399	344	318	235	202	294	290
Arrêts provisoires et définitifs rendus	45	155	54	139	0	62	95	1	46	0
Contrôles de gestion effectués	11	11	3	8	5	7	11	11	39	27
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	63	79	87	94	172	103	120	149	277	137
Affaires jugées	55	64	27	57	126	45	42	36	175	66
Décision rédigées	46	57	25	47	80	26	28	39	89	55
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	165	216	184	194	434	314	309	330	874	584
Décisions rendues	115	126	193	127	317	258	188	255	687	421
Décision rédigées	87	124	146	87	246	156	108	156	494	382
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	-	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1an 8mois
Etablissements pénitentiaires	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Ensemble de détenus au 31 décembre	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840
Nombre d'inculpés au 31 décembre	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893
Nombre de prévenus au 31 décembre	563	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788
Nombre d'OMD	210	82	170	262	67	47	75	109	17	11
Nombre de condamnés au 31 décembre	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5148
Taux d'occupation (100%)	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3

Liste des tableaux

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels....24
Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2017 par localité....24
Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel....26
Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)....28
Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)....28
Tableau II.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)....29
Tableau II.7 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)....30
Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)....30
Tableau II.9 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps....32
Tableau II.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position....33
Tableau II.11 : Magistrats par type de juridiction....33
Tableau II.12 : Magistrats par juridiction....34
Tableau II.13 : Personnel du corps des greffiers par sexe....36
Tableau II.14 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction....36
Tableau II.15 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):....37
Tableau II.16 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction....39
Tableau II.17 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)....40
Tableau II.18 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction....42
Tableau II.19 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)....43
Tableau II.20 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe....45
Tableau II.21 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention....45
Tableau II.22 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre....47
Tableau II.23 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre....48
Tableau II.24 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12....49
Tableau II.25 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre....50
Tableau II.26 : Personnel des droits humains par sexe et par position en 2017....51
Tableau II.27 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe....52
Tableau II.28 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe....52
Tableau II.29 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position....54
Tableau II.30 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position....54
Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation....58
Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation....58
Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation....59
Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation....59
Tableau III.5 : Activités des cours d'appel....61
Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel....63
Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel....63
Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)....63
Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel....63
Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel....63
Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel....63
Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel....64
Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine....64
Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel....64
Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel....64
Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres....64
Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation....64
Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation....65
Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles....65
Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle....65
Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure....65
Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance....67
Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)....67
Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance....69
Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance....69
Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance....71

Tableau III.27 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations) 72
Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 72
Tableau III.29 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 73
Tableau III.30 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance 73
Tableau III.31 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 75
Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 75
Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite) 76
Tableau III.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire 79
Tableau III.35 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil 79
Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil 81
Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil 81
Tableau III.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance 83
Tableau III.39 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance 85
Tableau III.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI 85
Tableau III.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance 87
Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance 87
Tableau III.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance 89
Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI 89
Tableau III.45 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance 91
Tableau III.46 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance 91
Tableau III.47 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance 92
Tableau III.48 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance 92
Tableau III.49 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance 93
Tableau III.50 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance 93
Tableau III.51 : Mineurs concernés par les activités des parquets 95
Tableau III.52 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance 95
Tableau III.53 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance 97
Tableau III.54 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance 99
Tableau III.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance 99
Tableau III.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance 101
Tableau III.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance 101
Tableau III.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance 102
Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance 102
Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance 103
Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance 103
Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure 104
Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure 104
Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance 104
Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) 105

Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance 105
Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) 106
Tableau III.69 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance 108
Tableau III.70 : Affaires nouvelles criminelles en instruction par tribunal de grande instance 108
Tableau III.71 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance 110
Tableau III.72 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance 110
Tableau III.73 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance 112
Tableau III.74 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance 112
Tableau III.75 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire 114
Tableau III.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance 114
Tableau III.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance 115
Tableau III.78 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois 115
Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance 116
Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance 116
Tableau III.81 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure 117
Tableau III.82 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance 117
Tableau III.83 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) 118
Tableau III.84 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI 118
Tableau III.85 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite) 119
Tableau III.86 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI 119
Tableau III.87 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) 120
Tableau III.88 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance 122
Tableau III.89 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance 122
Tableau III.90 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance 124
Tableau III.91 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI 124
Tableau III.92 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI 126
Tableau III.93 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance 126
Tableau III.94 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce 128
Tableau III.95 : Activités commerciales des tribunaux de commerce 128
Tableau III.96 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type 128
Tableau III.97 : Ensemble des décisions commerciales rendues par tribunal de commerce 128
Tableau III.98 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances) 128
Tableau III.99 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances) 128
Tableau III.100 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances) 129
Tableau III.101 : Référés des tribunaux de commerce 129
Tableau III.102 : Référés par tribunal de commerce 129
Tableau III.103 : Ensemble des décisions de référés rendues par type 131
Tableau III.104 : Ensemble des décisions de référés rendues par tribunal de commerce 131
Tableau III.105 : Répartition des décisions rendues sur le fond des référés par tribunal de commerce 131
Tableau III.106 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce 131
Tableau III.107 : Répartition des décisions de radiation et d'avant dire droit des référés par tribunal de commerce 131
Tableau III.108 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce 131
Tableau III.109 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type 132
Tableau III.110 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce 132
Tableau III.111 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce 132
Tableau III.112 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce 133

Tableau III.113 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 133
Tableau III.114 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) 134
Tableau III.115 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance 136
Tableau III.116 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance 138
Tableau III.117 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance 138
Tableau III.118 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance 138
Tableau III.119 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer) 138
Tableau III.120 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance 138
Tableau III.121 : Activités des tribunaux de simple police 138
Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi 140
Tableau III.123 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger 140
Tableau III.124 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants 140
Tableau III.125 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants 140
Tableau III.126 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants 141
Tableau III.127 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants 141
Tableau III.128 : Activités des tribunaux pour enfants 143
Tableau III.129 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants 143
Tableau III.130 : Décisions rendues par tribunal pour enfants 143
Tableau III.131 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail 145
Tableau III.132 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail 147
Tableau III.133 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail 147
Tableau III.134 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail 147
Tableau III.135 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés) 147
Tableau III.136 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail 147
Tableau III.137 : Décisions rédigées par tribunal du travail 147
Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes 150
Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes 150
Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes 150
Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat 153
Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2017 155
Tableau IV.6 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat 155
Tableau IV.7 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat 155
Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs 157
Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif 159
Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif 159
Tableau IV.11 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif 160
Tableau IV.12 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif 160
Tableau IV.13 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif 161
Tableau IV.14 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs 161
Tableau IV.15 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement 162
Tableau IV.16 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement 162
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre 166
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre 166
Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge 166
Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements 166
Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire 167
Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire 167
Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire 168
Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire 168
Tableau V.9 : Incarcérations (entrées) OMD au cours de l'année 2017 par établissement pénitentiaire 169
Tableau V.10 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire 169
Tableau V.11 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire 170
Tableau V.12 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive 172
Tableau V.13 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire 174
Tableau V.14 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire 174
Tableau V.15 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire 175
Tableau V.16 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire 175
Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire 176
Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire 176

Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire 177
Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire 177
Tableau V.21 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive. 179
Tableau V.22 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 181
Tableau V.23 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire 181
Tableau V.24 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 182
Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 182
Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 183
Tableau V.27 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 183
Tableau V.28 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire 184
Tableau V.29 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée 186
Tableau V.30 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 188
Tableau V.31 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire 188
Tableau V.32 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire 189
Tableau V.33 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire .. 189
Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire ... 190
Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP 190
Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 191
Tableau V.37 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire 191
Tableau V.38 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP 192
Tableau V.39 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP 192
Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe 193
Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe 193
Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours 193
Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service social 193
Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2017 selon l'infraction 194
Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2017 selon le service social et la durée 194
Tableau V.46 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2017 par infractions et selon la durée 195
Tableau V.47 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion social* en 2017 196
Tableau V.48 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion social et leur capacité d'accueil en 2017 196
Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par sexe et selon l'année d'entrée. 197
Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée 197
Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par âge et selon l'année d'entrée. 198
Tableau V.52 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2017 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée 198
Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 198
Tableau V.54 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sorties des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective 198